

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ETUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES**B.E.I.P.I.**Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS-2°Téléphone : RICHelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06**SOMMAIRE**

<i>Le génocide en U.R.S.S.</i>	1	LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE	
<i>L'U.R.S.S. et la Croix-Rouge, par le R.P. Léopold Braun A. A.</i>	7	Roumanie: <i>Avec les prochaines élections la Roumanie deviendra juridiquement un protectorat de l'U. R. S. S.</i>	31
<i>Jacob Malik, ancien professeur à Kar kov</i>	11	Tchécoslovaquie: <i>Incompatibilité du communisme et de la morale chrétienne</i>	33
<i>Le procès des prêtres catholiques bulgares</i>	12	<i>Ce que donnent les Russes et ce qu'ils prennent</i>	33
<i>Le sort des dirigeants communistes grecs</i>	14	Pologne : <i>Les communistes durant la guerre germano-polonaise....</i>	34
<i>La suppression des libertés municipales en Pologne</i>	16	LA VIE EN U.R.S.S.	
<i>Le communisme dans la Suède du Nord</i>	19	<i>Pourquoi la purge était nécessaire..</i>	36
<i>Le rôle de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France</i>	22		
<i>Qui est Maurice Thorez ?.....</i>	23		
<i>Memento de la « guerre froide »</i>	28		

Le génocide en U.R.S.S.

Le génocide est défini comme suit dans l'article II de la « Convention sur la Prévention et la Punition du crime de Génocide » qui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 : « Dans la présente Convention, le génocide signifie l'un des actes suivants commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, social ou religieux tels que :

- tué les membres d'un groupe ;
- causé un mal grave physique ou moral aux membres du groupe ;
- délibérément imposé au groupe des conditions de vie calculées pour amener sa destruction physique totale ou partielle.
- imposé des mesures tendant à prévenir les naissances dans le groupe ;
- par la force, transféré les enfants d'un groupe à un autre groupe.

Le génocide n'est pas chose nouvelle. L'histoire en fournit de nombreux exemples, depuis les temps anciens. C'est seulement, toutefois, au cours des récentes années qu'une action a été entreprise pour le faire tomber sous la loi internationale.

Parmi les exemples de génocide dans l'histoire ancienne, citons le sac de Carthage par les Romains. Des massacres en masse de juifs ou pogroms se produisirent tout au cours du Moyen-

Age et il y a eu des massacres d'autres minorités raciales et religieuses depuis, par exemple le massacre des Arméniens sous l'Empire Ottoman au XIX^e siècle. La destruction d'un peuple africain, les Hereros, est un autre exemple de génocide, dans la période contemporaine. Mais bien que de tels outrages soulevèrent l'opinion dans les pays étrangers, il n'y eut pas de loi internationale pour s'en préoccuper. Ce furent les méthodes révoltantes employées par les Nazis à l'égard des Juifs, les massacres en masse, la torture et la mort dans les camps de concentration, les chambres à gaz, la stérilisation et les mesures prises pendant l'occupation allemande en Pologne pour miner et éventuellement détruire la nation polonaise qui incitèrent l'opinion mondiale à tenter de prévenir de tels crimes dans l'avenir. Les pays représentés aux Nations Unies sont tombés d'accord pour définir et condamner le génocide comme un crime qui doit être puni par la communauté mondiale.

Convention des Nations Unies sur le génocide

En décembre 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies pria le Conseil Economique et Social d'entreprendre des études nécessaires à l'établissement d'une convention sur le crime de génocide. Le 9 décembre 1948, après une longue discussion et nombre de transactions pour harmoniser les vues des diverses nations, la Convention pour la Prévention et la Punition du Crime de

Génocide fut adoptée à l'unanimité au cours d'une réunion plénière de l'Assemblée générale et par conséquent fut approuvée par tous les membres des Nations Unies.

Nous avons déjà donné l'article II de cette Convention, qui définit le génocide. Voici l'article I :

« Les parties contractantes confirment que le génocide, commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime qui tombe sous la loi internationale et qu'elles sont décidées à le prévenir et à le punir. »

Le génocide en Union Soviétique

Il est évident que le gouvernement soviétique a recouru au génocide dans la réalisation de sa politique intérieure,

Nous en donnerons quelques exemples dans les pages suivantes. Ils sont suffisants pour montrer que le gouvernement soviétique a essayé de détruire des peuples entiers et a pris des mesures pour que leur survivance en tant que nationalités minorité ou races étrangères, devienne impossible. Ces mesures comprennent non seulement des exécutions massives et la répression de toutes les formes de vie nationale, politique ou économique dans leur pays d'origine, mais aussi la déportation de peuples entiers chassés de leurs territoires, leur dispersion dans des conditions qui devaient obligatoirement — et le résultat est là — aboutir à un taux élevé de mortalité, ainsi que des mesures pour éviter les naissances et tarir l'identité de la race.

Les exemples sont également suffisants pour montrer qu'une telle destruction de nations, de groupes de minorités est acceptée par le gouvernement soviétique comme un instrument de sa politique. Les cas cités concernent les nations et groupes suivants :

a) Les Tchetchens, les Ingouches, les Kalmouks, les Karacha et les Balkars, petites nations du Caucase, les Tatars de Crimée et la Communauté allemande de la Volga. Dans chacun de ces cas, la population tout entière fut déportée, le territoire reçut un nom nouveau, et le peuple lui-même n'eut plus de pays, ni d'identité nationale. Ceux qui ont survécu vivent dans des lieux d'exil éloignés et dans des conditions qui assurent l'inévitable extinction de la race.

b) La colonie grecque qui vivait au Caucase, en Crimée, et sur les rives de la Mer Noire. Cette importante minorité étrangère, installée depuis longtemps, a été systématiquement éliminée. Un grand nombre sous la pression et l'intimidation sont devenus citoyens soviétiques. Ceux qui ne le sont pas devenus, ont été déportés eux aussi et vivent dans des conditions analogues à celles des peuples cités plus haut.

c) Les nations des anciens Etats Baltes, Lettonie, Estonie et Lituanie. Dans ces Etats, qui jouirent d'une vigoureuse et florissante indépendance, au cours de l'entre-deux-guerres, la vie nationale a été détruite par une répression sauvage qui entraîna la mort et l'exil d'un grand nombre d'habitants, remplacés par des Russes qui ont colonisé les pays et en sont aujourd'hui les maîtres. Par dizaines de mille, ces populations baltes ont été fusillées et plus d'un million et quart exportées.

Comment ces faits ont-ils été connus ?

Le gouvernement soviétique s'efforce d'empêcher que des informations concernant la réelle condition de vie en U.R.S.S. parviennent au monde. Toutefois, de nombreux renseignements concernant le destin de ces peuples sont parvenus

en Occident. De nombreux réfugiés sont passés en Occident et grâce à eux et aux lettres qui ont pu sortir de l'Union Soviétique, il a été possible d'apprendre la vérité, selon des témoins qui ont vu, qui ont connu les conditions de vie dans ces pays et selon ceux qui eux-mêmes ont été déportés. Ces déclarations sont confirmées d'autre part, sur des points importants, par des documents officiels publiés en Union Soviétique. Les mesures prises contre ces peuples ont fait l'objet de décrets dont le texte apporte une preuve irréfutable de la politique soviétique.

Décret sur la République Tchetchen-Ingoushe et la République de Crimée

La population entière de la République Tchetchen-Ingoushe et de la République de Crimée fut déportée en 1944. Cette mesure fut annoncée quelque deux ans plus tard, par un décret du Soviet Suprême de l'U.R.S.S.

Le décret fut publié dans les *Izvestia* le 26 juin 1946. Il est ainsi rédigé :

« Loi concernant l'abolition de la République Autonome Socialiste Soviétique de Tchetchen-Ingoushe et la transformation de la République soviétique socialiste de Crimée en oblast de Crimée. »

« Pendant la Grande Guerre Patriotique, tandis que les peuples de l'U.R.S.S. défendaient héroïquement l'honneur et l'indépendance de la Mère Patrie, dans la lutte contre les envahisseurs germano-fascistes, de nombreux Tchetchens et des Tatars de Crimée, répondant à l'instigation d'agents allemands s'engagèrent comme volontaires dans des unités organisées par les Allemands et aux côtés des troupes allemandes, combattirent les unités de l'Armée rouge ; également sous les ordres des Allemands ils formèrent des bandes de diversion pour lutter sur les arrières des forces soviétiques ; cependant la grande masse de la population des Républiques autonomes soviétiques socialiste de l'Ingoushe et de Crimée n'entreprit aucune action contre ces traîtres à la mère Patrie. »

« En raison de ces faits, les Tchetchens et les Tatars de Crimée ont été installés dans d'autres régions de l'U.R.S.S., où ils ont reçus de la terre ainsi que l'assistance gouvernementale nécessaire à leur établissement économique. Sur la proposition du Présidium du Soviet Suprême d'U.R.S.S., la R.A.S.S. de Crimée est transformée en Oblast de Crimée, par décret du Présidium du Soviet Suprême d'U.R.S.S. »

« Le Soviet Suprême de la République russe soviétique fédérative socialiste prend la décision :

1. — de confirmer l'abolition de la R. A. S. S. Tchetchen-Ingoushe et la transformation de la R. A. S. S. de Crimée en Oblast.

2. — de faire les modifications et les additions nécessaires à l'article 14 de la Constitution de la R.S.F.R.

Le Président
du Presidium Suprême de la R.S.F.R.
I. VASLOV

Le Secrétaire
du Presidium Suprême de la R.S.F.R.
P. BAKHMUROV

Moscou — Le Kremlin — 25 juin 1946

Les mesures décrites dans le décret étaient clairement destinées à détruire les groupes Tchetchen-Ingoushe et Tatars de Crimée en tant qu'entités nationales. Ils furent arrachés à leurs terres

natives et leurs Républiques Autonomes Soviétiques socialistes furent supprimées. Leurs républiques n'ont point reparu en Union Soviétique.

Précédent historique de peuples déportés

Trois peuples ont été antérieurement déportés, tous trois appartiennent aux races musulmanes, établies depuis des siècles au Caucase et en Crimée. Les Tchetchens et les Ingouches s'y rattachent étroitement. Ils ne furent conquis par les Russes qu'au cours des cent dernières années et après une résistance de 25 ans qui eut son apogée dans le soulèvement national des années écoulées entre 1877 et 1879.

Pendant la guerre civile russe, ces peuples prêtèrent appui à l'Armée rouge espérant que les bolcheviks soutiendraient leurs revendications nationales. Comme l'indique le décret, après 20 années du gouvernement soviétique, ils avaient perdu leurs illusions et mirent leurs espoirs dans les nazis envahisseurs, mais ces espoirs ne furent pas réalisés. Ils souffrirent de l'occupation allemande comme les autres nationalités de l'U.R.S.S. Le décret lui-même reconnaît que ce ne fut qu'une minorité qui aida activement les Allemands.

Les Tatars de Crimée étaient établis en Crimée depuis le 13^e siècle et ne furent conquis par les Russes qu'au 18^e. Les tsars pratiquèrent une politique qui consistait à chasser les Tatars de leur pays et à s'emparer des terres les plus riches, et on estime à plus d'un million le nombre de ceux qui ont dû émigrer. Quand le régime tsariste fut renversé, les habitants de la Crimée fondèrent une République nationale de Crimée ; mais les bolchéviks occupèrent le pays, l'incorporèrent dans l'Union Soviétique et tentèrent de briser la résistance du peuple par la terreur. Lénine finalement révisa cette politique. Une amnistie fut proclamée et une République autonome soviétique socialiste de Crimée, instituée. Mais pendant le Plan quinquennal, la collectivisation de l'agriculture et les purges qui commencèrent en 1927, firent peser sur les Tatars de Crimée de nouvelles persécutions. Nombre de personnages de la République autonome de Crimée furent l'objet d'une purge et des dizaines de milliers de Tatars de Crimée furent exécutés ou déportés (de 30 à 40 milles furent déportés pendant le renforcement de la collectivisation). Il n'est pas surprenant qu'après cette expérience d'un siècle et demi d'autorité russe, des Tatars aient regardé les soldats allemands comme des libérateurs. Néanmoins, nombre de Tatars combattirent bravement dans l'armée soviétique, les groupes de partisans, et furent décorés pour leurs actions ; quelques-uns reçurent même le titre de « héros de l'Union Soviétique ».

Comment se déroulèrent les déportations

Nous savons aujourd'hui comment se produisirent les déportations de la République Tchetchen-Ingoushe. Les détails suivants nous renseignent à ce sujet. Au début de 1944, d'importants détachements du N.K.V.D. pénétrèrent sur le territoire. Le 22 février, la population était appelée à se rendre à des réunions publiques pour célébrer les succès militaires soviétiques. La présence de chacun était obligatoire et de cette façon toute la population put être encerclée et arrêtée; un grand nombre de ceux qui assistaient aux réunions résistèrent et furent tués. Ceux qui restaient furent chargés dans des wagons à bestiaux et dirigés au cours de 6 semaines suivantes dans leurs lieux d'exil, en Kagakhanistan et en d'autres régions de l'Asie centrale et de Sibérie. Tous les ressortissants des Républiques Tchetchen-Ingoushe et de Crimée furent déportés. Tous ceux qui, à ce moment servaient dans l'Armée rouge, furent renvoyés à l'arrière et suivirent en exil leurs compatriotes.

Conditions de vie en exil

Il y eut environ un million de personnes victimes de ces déportations. 700.000 Tchetchens et Ingouches et 300.000 Tatars. Nombreux furent ceux qui moururent de faim et de froid au cours du voyage. Ceux qui parvinrent à destination furent dispersés afin que la race n'ait plus d'unité territoriale et les familles furent séparées. Ils ne disposaient d'aucune possibilité de vivre dans ce climat très rude, condamnés à coucher dans les fossés ou dans les trous qu'ils s'étaient creusés. L'« assistance économique » reçue est comparable à celle donnée aux malheureux détenus des camps de travail forcé soviétiques ; et en fait la plupart d'entre eux furent affectés à des travaux d'Etat tels que l'exploitation forestière et la construction de routes.

Dans de telles conditions physiques, privés de tous les moyens qui leur auraient permis de conserver leur unité et leur culture, ces petites nations ne tardèrent pas à disparaître.

Le décret sur la République Allemande de la Volga

En 1944, la communauté allemande de la Volga comprenant 800.000 membres, a été déportée en entier en Asie centrale.

Cette communauté existait depuis le XVIII^e siècle, époque à laquelle l'Impératrice Catherine II encouragea les Allemands à s'établir sur la Volga pour former barrière contre les voleurs de bétail venant d'Asie.

La communauté prospéra et après la Révolution bolchevique, elle semblait être regardée avec quelque faveur par le régime. Staline nommé commissaire aux Nationalités, créa un commissariat pour les affaires des Allemands de la Volga et selon l'Encyclopédie soviétique, il aurait témoigné un grand intérêt à leur égard.

En 1924, la province allemande de la Volga était élevée au rang des Républiques autonomes soviétiques socialistes. Selon les chiffres soviétiques, 99,8 % de la population de la République vota aux premières élections directes du Soviet Suprême en 1937 et sur ces votants 99,7 % se prononcèrent pour le gouvernement. Nous extrayons de la *Grande Encyclopédie soviétique* parue en 1939, les passages suivants au sujet de la communauté allemande de la Volga :

« Pendant le premier et le second plans quinquennaux de Staline, pendant les périodes de la grande offensive socialiste contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne, la République autonome soviétique socialiste allemande de la Volga fut de beaucoup la plus active pour réaliser la collectivisation de l'agriculture et en effet mécanisa son agriculture. L'industrie aussi se développa... le futur développement de l'économie et de la culture nationales de la République autonome soviétique socialiste allemande de la Volga, ses rapides progrès vers une vie meilleure, toujours plus joyeuse, et vers le communisme sont garantis par la Constitution stalinienne, par la direction résolue de Staline, celle du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique et le dévouement illimité des travailleurs de la République autonome soviétique socialiste allemande de la Volga, pour la cause du communisme. »

Les décrets

Moins de deux ans après, l'ordre fut donné de déporter la population entière de la République allemande de la Volga. Le 7 septembre 1941, un décret fut publié sur « l'Organisation administrative du Territoire de l'antérieure République allemande de la Volga ».

Suivant le décret du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. du 28 août 1941 sur « la réinstallation des Allemands vivants dans la région de la Volga », il est décidé comme nécessaire :

« 1) d'inclure dans l'Oblast de Serator, les districts suivants de l'antérieure République allemande de la Volga (liste suit) ;

« 2) d'inclure dans l'Oblast de Stalingrad, les districts suivants de l'antérieure République allemande de la Volga (liste suit). »

Il fut annoncé en même temps que la population allemande de la Volga serait déplacée et réinstallée à Novosibirsk et Omsk en Asie centrale, dans la région de l'Altai et de la République du Kazakhstan en Asie centrale soviétique. Six cent mille habitants parlant l'allemand furent touchés par ce décret.

Il fut ajouté que cette mesure avait été prise en raison du danger que faisaient courir à l'Union Soviétique les habitants de langue allemande soumis aux ordres de l'Allemagne. Les autorités militaires trouvèrent qu'il y avait des milliers, même des dizaines de milliers de saboteurs et d'espions parmi les Allemands de la Volga.

Ces décrets ont une étroite ressemblance de forme et d'esprit avec ceux concernant les républiques de Tchetchen-Ingoushe et des Tatars de Crimée. Bien que les mesures décrites soient ostensiblement une précaution contre la trahison, elles sont aussi une punition pour la trahison, puisqu'il est dit que les éléments de trahison sont déjà actifs. De plus, il n'est fait aucune allusion à un retour possible de la communauté allemande dans ses anciens territoires.

Il est intéressant de remarquer que deux ou trois ans après que 99,7 % de ce peuple, selon les Soviets, aient voté en faveur du régime, et moins de deux ans après qu'une publication d'une haute autorité comme l'*Encyclopédie Soviétique* ait relevé son « dévouement illimité » à la cause du communisme, les autorités militaires aient découvert des milliers et même des dizaines de milliers de personnes irrémédiablement pénétrées de nazisme ou de fidélité à la nation allemande.

Les nationalités qui ont disparu

Il y a de bonnes raisons de croire que les Karacha, les Balkars et les Kalmouks ont été également déportés et leurs régions autonomes supprimées.

La preuve peut en être trouvée dans les publications officielles soviétiques suivantes : le dictionnaire soviétique, *La Grande Encyclopédie soviétique* et le journal *Izvestia*.

Territoires dont la dénomination a été changée

Les Karacha et les Balkars sont des peuples musulmans, et les Kalmouks un ancien peuple bouddhiste.

Les Karacha appartenaient à la Province autonome de Karachai, les Balkars à la République autonome soviétique socialiste de Kabardino-Balkar, et les Kalmouks à la République autonome soviétique socialiste de Kalmouka.

Ces régions autonomes qui figuraient dans les éditions antérieures à la guerre du *Dictionnaire soviétique* ont disparu des éditions d'après-guerre et il est évident qu'elles n'existent plus. Le territoire de la province autonome de Karachai est incorporé à la R.S.S. de Géorgie, la R.A.S.S. Kabardino-Balkar est devenue simplement la R.A.S.S. de Kabardino, le nom de Balkar ayant été supprimé; tandis que le territoire de la R.A.S.S. de Kalmouk est incorporé dans l'Oblast de Stalingrad et d'Astrakan de la R.S.F.R.

Nations non reconnues

La *Grande Encyclopédie soviétique* assignait des sections séparées aux Karacha, aux Balkars et aux Kalmouks dans les éditions publiées avant la guerre. En 1947, un volume de l'*Encyclopédie* fut publié ; il était consacré à l'U.R.S.S. et donnait les listes des nationalités qui y habitaient. Ces trois peuples n'y sont point mentionnés et sont aussi ignorés dans ce volume que s'ils n'avaient jamais existé. La nouvelle édition complète de l'*Encyclopédie* n'a commencé à paraître qu'en 1950 et seuls les Balkars auraient pu trouver leur place dans les volumes qui sont parus. Ils n'y sont pas mentionnés.

Le Conseil des Nationalités du Soviet suprême de l'U.R.S.S. qui est la seconde Chambre du Soviet Suprême est, selon de nombreuses affirmations officielles, la représentation de tous les groupes nationaux de l'U.R.S.S., grands et petits. Une liste des délégués élus au Conseil en 1937 fut publiée en 1940 par la Maison Officielle d'éditions de Moscou, responsable du *Bulletin du Soviet Suprême de la R.S.F.R.* Il y figure trois délégués karacha, quatre délégués Balkars, et neuf délégués Kalmouks. Le 15 juin 1950, les *Izvestia* ont publié une liste des nationalités représentées au Conseil après les élections de 1950 au Soviet Suprême. Il n'y est fait aucune mention de délégués de Karacha, de Balkars et de Kalmouks. Un autre peuple caucasien qui ne figure ni dans l'*Encyclopédie* d'après-guerre, ni dans la liste des nationalités, ni au Conseil des Nationalités du Soviet Suprême est le peuple des Nogai Tatars. Selon le recensement de 1926, il y avait alors 10.000 Nogai Tatars vivant dans le Caucase du Nord, et qui avaient deux représentants au Soviet Suprême élu en 1937.

Destin des peuples

Ces faits nous suggèrent que non seulement les régions de Karacha, de Balkar et de Kalmouk ont été supprimées en tant que divisions géographiques et administratives, mais aussi que les peuples eux-mêmes ne sont point reconnus comme ayant une existence légale. En fait, ils ont été supprimés en tant que nationalités et l'on peut présumer qu'ils ont été déportés. S'ils vivent encore dans leurs territoires, et s'il y a quelques explications administratives à la disparition de leurs régions autonomes et à la suppression de leurs noms, une telle explication n'a jamais été donnée.

Les Tchetchen et les Inghoushes et les Allemands de la Volga, qui tous étaient représentés au Conseil des Nationalités de 1940, sont également omis dans la liste des délégués du conseil de 1950, et dans celle des nationalités de l'U.R.S.S. publiée dans la *Grande Encyclopédie soviétique*. Le destin des Kalmouks, a en fait, été confirmé par des réfugiés de la République Kalmouk. La République fut liquidée par un décret du Soviet Suprême en date du 27 décembre 1943. Ce décret a été publié dans la République, mais n'a pas été porté à la connaissance des autres populations de l'U.R.S.S. Il fut suivi en janvier 1944 par un ordre de l'Armée rouge, transférant à l'arrière les Kalmouks qui étaient aux armées. Le peuple Kalmouk tout entier fut déporté en Sibérie.

Traitement de la minorité grecque

Il y avait une grande colonie de Grecs établie depuis longtemps en Russie ; la plupart des colons conservaient leur nationalité grecque. Les autorités soviétiques ont systématiquement éliminé cette minorité étrangère. Un grand nombre fut forcé de devenir citoyens soviétiques, un

grand nombre également fut déporté. Une déportation massive en 1949 compléta le processus de destruction.

De nombreux Grecs s'étaient réfugiés en Russie pendant la période de domination turque en Grèce et la colonie était encore importante lorsqu'éclata la première guerre mondiale. Un quart de million de plus, après la guerre en Asie mineure, vint en Russie et y resta. Les Grecs s'établirent sur les rives de la mer Noire, en Crimée et dans le Caucase et conservèrent leurs propres églises, leurs propres écoles.

En 1937, les autorités soviétiques commencèrent à prendre des mesures répressives. Ils fermèrent les églises et les écoles grecques et arrêtaient des milliers de Grecs, accusés d'activités subversives. Ces Grecs furent envoyés au travail forcé en Sibérie où un grand nombre moururent par suite de la rigueur du climat. Des expulsions massives frappèrent ceux qui n'avaient pas été arrêtés et quelques 10.000 furent chassés de leurs maisons et envoyés en Grèce lors de l'invasion italienne de la Grèce en 1940. La plupart de ceux qui restèrent furent contraints par la pression et l'intimidation officielles de devenir des citoyens soviétiques.

Selon les chiffres publiés par la *Pravda* en avril 1940, la population totale d'origine grecque en Union Soviétique s'élevait alors à 285.000 habitants. D'après les estimations les plus valables, quelques 248.000 sont devenus citoyens soviétiques. Des 37.000 citoyens grecs restant, on a indiqué que 4.000 étaient en prison. Ceux qui ne furent pas arrêtés, vivaient en Crimée, au Caucase, etc...

Le reste de la colonie grecque a beaucoup souffert pendant les années de guerre. Quand l'avance allemande de 1942 se produisit, beaucoup de Grecs qui vivaient au Caucase et dans les régions de Krasnadar et de Stavropol (au nord du Caucase) furent évacués sur Kazakhstan en Asie centrale et en Sibérie. En 1944, la totalité de la population grecque de la Crimée, (environ 10.000 personnes) fut déportée au Kazakhstan et en Uzbekistan.

Les déportations d'Uzbekistan en 1949

Il restait en Uzbekistan quelques 17.000 citoyens grecs vivant dans les régions de Tbihsi, Sukhumé et Batoum, régions que les Allemands n'atteignirent pas.

Le 14 juin 1943 tous ces habitants furent chassés de leurs maisons et déportés. On les réveilla au petit jour et on ne leur accorda que quelques minutes pour faire les paquets des choses essentielles ; toute l'opération fut terminée en deux heures. La mesure n'affectait pas seulement les Grecs qui étaient restés citoyens grecs, mais fut appliquée à toutes les personnes d'origine grecque vivant au Caucase et le nombre des déportés comprenait peut-être 12 à 13.000 de ceux qui étaient devenus citoyens soviétiques. Les déportés furent dirigés dans des wagons à bestiaux au sud du Kazakhstan et vers d'autres régions d'Asie centrale où ils durent vivre sans abri ou dans des trous creusés par eux. Ils reçurent très peu de nourriture et dans quelques régions, il y eut des épidémies de malaria.

Dans le passage suivant d'une lettre qu'un exilé réussit à faire sortir de l'Union Soviétique, nous trouvons cette description de la déportation.

« Nous voyageâmes 17 jours, exposés au froid, à la faim, à la soif. De nombreux compagnons déportés moururent dans les trains ; on nous débarqua dans un désert. Il n'y avait pas de maisons. L'eau n'était pas buvable et beaucoup d'enfants avaient déjà péri. »

D'une autre lettre :

« Au kolkhoze nous sommes soumis à un travail extrêmement dur. Pour le « salaire d'un jour » nous devons fournir l'équivalent de trois à quatre jours de travail. Le salaire d'un jour correspond à un kilo de blé et rien de plus... Il n'y a pas de bois pour allumer le feu dans ce désert. Que ferons-nous pendant l'hiver ? »

Les Républiques Baltes sous l'autorité russe

Les anciens Etats baltes : Lettonie, Estonie et Lituanie ont été incorporés dans l'Union soviétique en juin 1940 à la suite de menaces militaires et d'élections « contrôlées ». Depuis cette époque, la politique soviétique dans ces territoires a consisté à briser toute indépendance, à réprimer tout signe de vie nationale, réduisant la population d'origine par l'exécution et la déportation et colonisant les territoires en installant des Russes.

En raison de la position géographique de ces pays, nombreux sont ceux qui ont réussi à se réfugier en Occident. Ils ont apporté une grande quantité d'informations sur les conditions de vie dans leurs pays et sur le sort de leurs concitoyens déportés.

La terreur de 1940-41

Le N.K.V.D. commença ses opérations contre les éléments de résistance aussitôt que l'autorité russe fut établie. L'action fut d'abord menée contre l'*Intelligentsia*. Les ministres des anciens gouvernements, les chefs des partis non communistes, les juristes, les professeurs, les savants furent arrêtés et déportés. On a estimé qu'en octobre 1940, plus de 6.000 personnes appartenant à ces catégories sociales et habitant Riga ont été déportées.

Malgré toutes ces mesures et en dépit de l'intense propagande soviétique, l'opposition continua ; les Russes en 1941 étendirent la répression à toutes les classes. Il y eut dans ces trois pays des déportations en masse, des milliers de personnes furent tuées. Selon des rapports de Lettonie, de ce temps-là, les exécutions avaient lieu dans la cour de la prison de Riga, 15 minutes après le jugement. Beaucoup furent emprisonnés et torturés parce qu'ils appartenaient à des organisations non communistes ou simplement parce qu'ils avaient été en correspondance avec les pays étrangers, à l'époque de l'indépendance.

On a estimé à 170.000 le nombre de personnes déportées de ces trois Etats baltes avant que n'éclatât la guerre avec l'Allemagne. 10.000 furent fusillées et des dizaines de mille d'autres ont succombé de froid, de faim ou en cours de tentative de fuite. Les déportés étaient envoyés dans des camps de travail dans la péninsule de Kola, dans l'extrême Nord et d'autres dans des camps de travail dans le nord de la Sibérie.

Pendant l'occupation allemande et après

Quand éclata la guerre avec l'Allemagne, les populations de ces pays se révoltèrent et chassèrent les troupes soviétiques de leur territoire, avant l'arrivée des Allemands. Elles ne bénéficièrent pas de l'occupation allemande et furent en fait soumises à un régime de terreur, mais quand les Russes reconquirent les territoires en 1944, un grand nombre d'éléments anti-soviétiques furent déportés sous prétexte de collaboration avec les Allemands.

Les déportations depuis 1947

En 1947, le gouvernement soviétique commença la collectivisation de l'agriculture dans les

pays baltes. Sous le slogan « liquidation des kou-laks », un grand nombre de paysans de ces pays, où prédominent les agriculteurs, furent déportés pour avoir résisté à la collectivisation. Environ 400.000 Lithuaniens furent envoyés en Sibérie, dans la période antérieure à Noël 1948, et environ 150.000 Lettons dans la région de Komi en Russie du nord-est, fin 1948 et commencement 1949. 25.000 autres furent arrêtés à Riga en trois jours — du 19 au 21 mars — et envoyés en Sibérie et sur la côte du Pacifique et dans le même mois des dizaines de mille de paysans étaient encerclés et envoyés vers l'est : destination inconnue. 10.000 Lettons furent parqués dans d'anciens camps de prisonniers de guerre allemands, près de Novosibirsk, en Asie centrale, au cours des mois d'avril et de mai 1949.

Plus de 12.000 Estoniens furent déportés en mars 1949. En mai 1949, 35.000 autres furent envoyés dans l'Oural, en Sibérie et dans la région de Péchora, dans le Nord-Est de la Russie. Après un arrêt, ces déportations en masse ont repris en 1951 et se poursuivent actuellement.

Détails sur les déportations

Beaucoup de ceux qui furent déportés avant l'invasion allemande de 1941, périrent de mort lente, de privation de nourriture, d'épuisement pendant le voyage vers l'Est. Ce voyage dura plusieurs semaines ; les conditions sanitaires étaient très mauvaises, le ravitaillement très insuffisant. Beaucoup moururent de la même façon pendant les déportations de 1948 et de 1949 qui eurent lieu surtout pendant les mois d'hiver.

Voici comment un réfugié décrit les déportations qui ont eu lieu à l'automne 1947 en Lithuanie. Ce passage fut publié, traduit dans le bulletin de la Légation des Exilés Lithuaniens à Washington (*Current Ness of Lithuanian Situation*, mai-juin 1948) :

« Nous étions heureux chaque matin d'avoir passé la nuit en sûreté, car la peur régnait continuellement. Il y avait chaque jour de nouvelles arrestations dans les bureaux, les domiciles, dans les rues... Presque chaque semaine, cira ou six mille personnes étaient emmenées dans l'Est... Les malheureux étaient entourés d'une forte garde accompagnée de chiens. La plupart des personnes arrêtées étaient sans habit, sans chapeau, malgré un terrible froid. A la gare, on les faisait monter une à une dans des voitures qui ensuite étaient scellées. Dans chaque voiture on tassait 50 personnes. J'ai vu de tels transports, de mes propres yeux... »

La vie au lieu d'exil

Quelles étaient les conditions de vie des exilés ? De ceux qui survécurent à la déportation, beaucoup furent condamnés au travail forcé. Les survivants, des nombreux milliers de Lettons déportés dans la région de Komi en Sibérie et en Oural en 1948-1949 furent employés à des travaux de route, de construction de chemins de fers, à l'exploitation des mines et des forêts, des milliers d'Estoniens furent déportés en Oural, en Sibérie et dans la région de Séchora en 1949 ; ils furent également répartis en équipes, très éloignées des unes des autres.

Le reste fut dispersé dans des régions lointaines sous un climat sévère. Les femmes furent séparées de leurs maris, les enfants séparés de leurs parents.

Colonisation russe

D'après les informations reçues, on peut estimer à plus d'un million et demi le nombre des personnes qui ont été déportées de ces trois pays, au cours des années qui ont précédé la guerre.

Leur population totale s'élevait à moins de 6 millions avant la guerre, et a été très diminuée pendant les hostilités.

Au fur et à mesure que les populations autochtones disparaissent, les territoires sont colonisés par les Russes. Un grand nombre de ces derniers pénétrèrent dans les Pays Baltes après les déportations de 1941 et leur établissement y a été systématiquement étendu : des Russes des districts d'Orel, de Voronetz, de Smolensk et de Lénin-grad, territoires qui avaient été dévastés par la guerre, ont été dirigés sur les Pays Ba'tes. Des villes telles que Kaunas, Riga, Tallin, Paldiski et Narva sont déjà largement russes par la population.

Non seulement les Russes peuplent ces pays, mais ils y occupent de plus en plus des situations prépondérantes, contrôlant l'industrie et le gouvernement. L'industrie textile, en Estonie, par exemple, est en grande partie entre les mains des Russes. Les populations autochtones suivent principalement comme manœuvres dans des fermes collectivisées placées sous la direction russe. Dans un article sur le Congrès du Parti communiste letton d'octobre 1951, le journal *Sovietskaya Latvia* du 30 décembre 1951, indiqua que 50 % des délégués au congrès étaient originaires d'autres régions de l'U.R.S.S. et qu'en fait 40 % d'entre eux étaient Russes.

En guise de conclusion

Le peuple kalmouk a disparu des listes officielles des nationalités de l'U.R.S.S. et du Conseil des Nationalités. La République autonome soviétique socialiste Kalmouk a disparu comme entité géographique et a été divisée entre les *oblasts* de Stalingrad et d'Astrakan. Dans les premières années du régime soviétique, un décret du Conseil des commissaires du Peuple avait, selon les termes de la Grande Encyclopédie soviétique « souligné l'inviolabilité du territoire kalmouk. En ce qui concerne la loyauté des kalmouks la Maison Officielle d'Edition soviétique a publié en 1942 une brochure décrivant un meeting de masse des peuples du Caucase Nord, tenu le 13 août auquel assistaient entre autres des Kalmoukes, des Tchetchens, des Ingouches, qui, a-t-on dit, se sont trouvés unis par un sentiment commun de haine pour les envahisseurs fascistes allemands et un amour sans limite, pour leur toute puissante mère patrie, l'Union Soviétique.

La Maison Officielle d'Editions a également publié en 1940 un livre de « Folklore Tchetchen-Ingoushe » qui contenait un « chant tchetchen pour Staline ». Voici quelques vers dans lesquels les Tchetchens sont supposés exprimer leur dévouement à Staline et à l'Union Soviétique.

*Toi, notre père et notre frère
Donne-nous le bonheur et ouvre
Toutes grandes les portes de la joie future
Longue vie à toi, bien-aimé Staline !
Tel est notre désir et notre espoir
Comme la nacre cache sa perle
Saintes sont les entrailles qui t'ont porté
Elle est la plus heureuse des femmes
Celle dont l'enfant est notre soleil resplendissant.*

*Toi, notre père et notre frère
Donne-nous le bonheur et ouvre
Toutes grandes les portes de la joie future
Longue vie à toi, bien-aimé Staline !
Tel est notre désir et notre espoir
Si l'ennemi aiguërait une fois encore son épée
Sache que nous défendrons notre Union ;
Tu n'auras qu'à dire un mot, Staline,
Et comme des tigres, nous les déchirerons tous.*

L'U.R.S.S. et la Croix-Rouge

Le public français, et plus généralement européen, a ignoré par force, pendant la guerre, des faits essentiels, entre autres ceux qui ont trait aux rapports réels entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Il a ignoré les efforts immenses accomplis en Amérique et en Angleterre pour porter aide et assistance aux peuples de l'U.R.S.S. Il les ignore encore puisque rien, ou presque, n'a été fait pour l'en instruire depuis la fin de la guerre. Outre la gigantesque contribution du « prêt-bail » sans laquelle l'U.R.S.S. eût inmanquablement succombé sous les coups de la Wehrmacht, outre l'appui matériel considérable apporté par l'Empire britannique, appui trop méconnu ou mal connu, une œuvre très importante de secours et de bienfaisance volontaires fut réalisée, notamment aux U.S.A. par le Russian War Relief et par la Croix-Rouge. Sillonant sur des milliers de kilomètres les océans et les mers infestés de sous-marins ennemis, les cargos américains et britanniques livraient à grands risques et au prix de lourdes

pertes en vies humaines des millions de tonnes de marchandises destinées aux victimes de la guerre en U.R.S.S. Mais comment ces témoignages de solidarité furent-ils reçus et utilisés ? Les souscripteurs et donateurs n'en ont jamais rien su. En 1946, le R.P. Léopold Braun, ancien curé de l'église Saint-Louis des Français à Moscou pendant douze ans, et dont le B.E.I.P.I. vient de donner deux articles dans ses derniers numéros, a dévoilé la triste vérité par une Lettre ouverte que, seul, The Pilot, journal hebdomadaire du diocèse de Boston, a publiée à l'époque ; c'est le Guépéou, le N.K.V.D. d'alors, qui a fait main basse sur la majeure partie des dons et cadeaux américains et britanniques. Il nous paraît que cette lettre, révélatrice à bien des égards, et qui fait grand honneur au R.P. Braun, n'a rien perdu de son intérêt et mérite d'être portée à la connaissance de nos lecteurs comme de tous ceux qui étudieront en conscience l'histoire authentique de la guerre.

Lettre ouverte du R.P. Léopold Braun, A.A., sur les activités de la Croix-Rouge et autres activités d'assistance en U.R.S.S.

ETANT donné le démenti officiel opposé par Edwin H. Powers, directeur de la publicité de la Croix-Rouge américaine, aux accusations que j'ai portées contre cet organisme, et la vaste publicité donnée (aux Etats-Unis) à ce démenti, j'estime juste et convenable de présenter aux publics américain et anglais mon propre exposé des faits sous ma signature et ma responsabilité.

Le 30 octobre 1946, pour la première fois depuis mon retour de Moscou, j'acceptai de prendre la parole à une réunion du Conseil Mc Mahon des Chevaliers de Columbus, dans ma ville natale de Bedford, Massachusetts, U.S.A. Parmi les révélations faites ce soir-là, j'accusai la Croix-Rouge américaine à Moscou de n'avoir pas respecté la volonté et les intentions de la grande masse du public américain qui avait donné d'importantes sommes d'argent pour soulager les souffrances des Russes.

J'affirmai que les envois de la Croix-Rouge destinés aux Russes dans le besoin, et payés grâce aux dons importants faits par le peuple américain, ne parvinrent jamais aux nécessiteux en Russie mais furent employés à maintenir cette atmosphère de domination totalitaire qui seule permet à la pseudo-force du régime dictatorial de s'exercer.

Je déclarai textuellement que les gens nécessiteux à Moscou, pendant la guerre, mouraient de faim et que, presque sans vêtements, ils attendirent longtemps l'arrivée de la Croix-Rouge américaine.

Finalement ces Russes dans le dénuement virent M. Hubble, le directeur de la Croix-Rouge américaine à Moscou, rouler dans une splendide Buick neuve portant bien en vue sur son pare-chocs l'insigne de la Croix-Rouge.

Ils virent aussi la voiture de la Croix-Rouge, avec avec ses insignes distinctifs visiblement peints en anglais et en russe, circuler dans la

ville, les deux véhicules se rendant aux cocktails, réceptions et autres manifestations analogues, quand elles n'étaient pas utilisées pour des parties de ski.

Les pauvres Russes légèrement vêtus et sous-alimentés, à l'exception d'un très petit nombre, n'essayaient même pas d'aller voir M. Hubble, pour la bonne raison qu'il est politiquement malsain pour les gens du pays de rendre visite aux étrangers dans les ambassades et les légations.

Il faut qu'on sache que le directeur de la Croix-Rouge américaine était attaché au corps diplomatique et jouissait de tous les privilèges qui en découlent, y compris une surveillance de nuit et de jour devant sa maison comme à l'intérieur.

Des millions de Russes nécessiteux dans la capitale attendaient, comme il est normal, quelque manifestation tangible d'aide matérielle en dehors des envois de matériel hospitalier et chirurgical. Au lieu de demander cette aide directement à M. Hubble, ils venaient à moi, sachant que j'étais citoyen américain, et voulaient savoir où ils pourraient recevoir l'aide et l'assistance sur lesquelles ils comptaient à bon droit.

J'eus le triste privilège d'être témoin de l'indescriptible pauvreté, du dénuement et de la faim dont souffraient maints vieux parents dont les fils avaient été tués ou blessés au front. Je venais en contact quotidien avec des Russes dignes de respect qui, en temps normal, n'auraient jamais demandé l'aumône ni un soulagement à leur détresse ordinaire. Mais il y avait la guerre, et la situation à Moscou, ville copieusement bombardée par l'aviation, avec cinq points de chute sur le Kremlin, n'était guère plus brillante que dans les régions envahies.

Moscou avait été presque complètement encerclée, à l'exception d'une seule issue à la périphérie, et demeura en état de siège avec la loi martiale en vigueur longtemps après le recul des

Allemands. Le corps diplomatique tout entier avait été évacué à mille kilomètres de tout danger et, bien entendu, n'avait pas été témoin des mémorables scènes de panique qui s'étaient déroulées à la fin d'octobre 1941. Il en va de même de MM. les journalistes étrangers qu'on avait fait partir en même temps que les diplomates.

Je répète encore une fois que je ne condamne pas la Croix-Rouge américaine en tant que telle, mais je proteste avec véhémence contre la livraison de nos colossales contributions charitables aux autorités soviétiques par une organisation qui en avait pris la charge pour soulager les souffrances humaines en Russie. Je proteste et déclare que les intentions de la majorité des Américains qui contribuèrent au fonds national de la Croix-Rouge américaine furent systématiquement déjouées.

A traiter avec des dirigeants dénués de principes tels qu'on en trouve tant là-bas, on aboutit toujours à des résultats désastreux. Les Nations Unies ont effectivement affaire à de tels personnages qui lancent en ce moment, sur la question du désarmement mondial, une attaque frontale sans précédent par son hypocrisie politique et diplomatique, quand leurs propres usines ainsi que celles des territoires occupés par eux fonctionnent nuit et jour pour produire du matériel de guerre et qu'ils travaillent fiévreusement à la bombe atomique avec l'aide de savants allemands importés. Cela se passe non pas à Madrid, comme l'a dit M. Oskar Lange, mais en plein Moscou, et depuis le jour de la victoire en Europe.

Le 1^{er} novembre 1946, en l'absence de M. Basil O'Connor, président national de la Croix-Rouge américaine, qui assistait à une réunion de la Croix-Rouge sur la côte ouest, Edwin H. Powers, directeur de la publicité de cette organisation, parlant du siège de la Croix-Rouge à Washington pour New Bedford (Massachusetts), dit : « Contrairement à ce qu'a déclaré le Père Braun, la Croix-Rouge américaine n'a pas signé ou conclu avec le gouvernement russe de contrat, faisant de ce dernier l'unique distributeur des fournitures de la Croix-Rouge en Russie. Les envois de notre Croix-Rouge sont distribués là-bas par l'Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. La Croix-Rouge ne distribue ses propres fournitures dans aucun pays étranger. Elle s'en remet aux organismes locaux d'assistance sociale pour la répartition. En Russie, l'organisme qui s'occupe des envois de la Croix-Rouge est l'Alliance des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Cependant la Croix-Rouge a dans chacun des pays étrangers des services réduits qui travaillent en liaison avec les organismes de distribution et veillent à ce que les envois parviennent bien à ceux à qui ils sont destinés. Le siège de la Croix-Rouge à Washington n'a jamais reçu d'avis de ses représentants en U.R.S.S. l'avertissant que les fournitures n'allaient pas aux destinataires ».

Les représentants officiels de la Croix Rouge des Etats-Unis auraient dû savoir que ces Alliances ne sont rien de moins que des services gouvernementaux déguisés, exactement au même titre que les prétendus syndicats ouvriers en U.R.S.S. qui sont privés des moyens les plus élémentaires d'action indépendante.

En 1939, peu après les « épurations » qui plongèrent le pays entier dans le deuil, la section russe de la Croix-Rouge internationale de Genève et la Croix-Rouge politique russe, qui toutes deux avaient travaillé jusqu'alors d'une façon autonome et indépendante mais très efficace, furent dissoutes par le gouvernement soviétique. Les agents de la police secrète déclarèrent cyniquement à leurs directeurs qu'en Union Soviétique il n'était plus besoin de ce genre d'aide et qu'à l'avenir le N.K.V.D. (alias G.P. Ou., connu aujourd'hui

se chargerait des besoins du peuple russe. On ne peut en aucun cas alléguer l'ignorance, après 1939, de la suppression de ces sociétés d'assistance reconnues, car les ambassades américaine, anglaise, allemande, française et autres en ont eu connaissance à l'époque.

Parlant au nom de la *charité* et pour étayer les accusations formelles que j'ai portées contre l'administration de la Croix-Rouge américaine à Moscou, je déclare catégoriquement que le samedi 26 juin 1943, je réussis enfin, après beaucoup de difficultés, à obtenir une entrevue avec M. Hubble, directeur de la Croix-Rouge américaine à Moscou. Cet homme était alors en pleine installation et très occupé à commander à l'étranger les articles nécessaires à la pendaison de crémaillère qu'il projetait. Il habitait provisoirement un appartement de l'ambassade des Etats-Unis, rue Mokhovaya.

Sa première réaction à mon coup de téléphone demandant une entrevue ne fut pas très amicale. Bien qu'il fût à Moscou depuis plusieurs mois, je n'avais pas encore eu l'honneur de le rencontrer, pas plus qu'aucune des commissions envoyées à Moscou pendant la guerre pour « inspecter » la répartition des fournitures.

Il était évident pour moi que ma longue expérience et les connaissances acquises n'étaient pas en harmonie ou en accord avec les rapports fleuris auxquels donnaient invariablement lieu les enquêtes du « circuit de la vodka ». M. Hubble m'expliqua par téléphone qu'il était très occupé et n'avait pas le temps de me voir. Peut-être se doutait-il de l'objet de ma visite. Quoi qu'il en soit, lorsque j'insistai en disant que c'était une question de prestige national américain, il m'invita à contre-cœur à venir le voir à onze heures trente le matin du 26 juin 1943. Je fus reçu poliment, invité à m'asseoir et à prendre une cigarette.

J'expliquai à M. Hubble la nature de ma visite, disant que je venais au nom de la *charité*, parlant pour les nombreux Russes qui avaient le plus urgent besoin de nourriture et de vêtements, et qui n'étaient même pas en mesure de l'approcher. J'ajoutai que tout Moscou avait su l'arrivée de la Croix-Rouge américaine qu'on regardait comme une organisation de secours tout-à-fait indépendante du « prêt-bail » et des nombreuses autres sociétés qui recueillaient à l'étranger des fonds et des vêtements à titre de dons bénévoles destinés aux Russes dans le besoin. J'expliquai que je n'avais pas la moindre intention de me mêler de ses affaires et que ce n'était qu'après une longue série de demandes adressées à l'église par des Russes en détresse que je m'étais décidé à en appeler à son organisation. Je dis à M. Hubble que je me sentais honteux d'être Américain, obligé que j'étais de me trouver en contact quotidien intime avec une misère noire que rien ne venait soulager. J'avais répondu à ces personnes nécessiteuses que je verrais les autorités compétentes et ferais tout ce qui était en mon pouvoir restreint pour les aider. M. Hubble m'écouta attentivement et, visiblement troublé par ce que j'avais à lui dire, répondit de la manière suivante :

« Lorsque nous négociâmes l'envoi de fournitures de la Croix-Rouge à l'Union Soviétique, nous commîmes une très grave erreur en acceptant une clause conditionnelle qui stipulait que dès le moment où ces envois seraient remis dans les différents ports américains aux représentants soviétiques, ceux-ci assumeraient la responsabilité exclusive de leur distribution. »

Malheureusement, c'est là une déclaration qui se trouve en contradiction formelle avec celle

qu'a faite M. Powers pour démentir mes accusations. On pourrait dire que M. Powers n'est après tout pas au courant de cette clause conditionnelle, mais puisqu'elle avait été signée avec les autorités soviétiques aux Etats-Unis avant toute expédition, il doit y en avoir trace quelque part. C'est sur la base de cette « erreur » impardonnable que je formule en partie mes accusations contre la Croix-Rouge américaine.

De plus, lorsque, dans un effort pour sauver l'honneur de notre Croix-Rouge devant les Russes nécessaires qui venaient à moi, je demandai à M. Hubble, en ma qualité de prêtre catholique américain, s'il ne pourrait mettre à ma disposition quelques caisses de denrées pour être distribuées personnellement, il répondit qu'il *ignorerait complètement le sort de nos envois*.

Il commença par dire d'abord que cette distribution faite par moi serait insignifiante, et puis il déclara que cela était impossible car il ne savait pas lui-même où étaient envoyées les fournitures. Il peut être révélé *aujourd'hui*, d'après des témoins oculaires et des sources de première main, que l'unique prérogative de M. Hubble, en sa qualité de directeur de la Croix-Rouge américaine à Moscou, consistait à se rendre aux quelques magasins où certains des envois étaient précisément entreposés afin qu'ils puissent être vus par des enquêteurs sans défiance. De cette manière les représentants itinérants de toutes les sociétés d'assistance pouvaient « voir » que leurs dons étaient au moins parvenus en U.R.S.S., mais pas plus. Ce qui est dit ici au sujet de la Croix-Rouge américaine en particulier s'applique intégralement à tous les autres directeurs des organisations d'aide similaires. J'insiste ici sur le fait que je n'entends en rien blesser les sentiments des généreux donateurs américains et anglais qui, dans un esprit d'abnégation chrétienne, contribuèrent pour des sommes importantes à soutenir ces organisations d'aide. Mais on ne leur a jamais dit dans quelle lamentable mesure leurs intentions charitables et les grandes privations qu'ils s'étaient imposées étaient méthodiquement détournées de leur but, en dépit des nombreuses visites faites à Moscou par des personnalités aussi illustres et méritantes que Mme Churchill par exemple.

La déclaration de M. Hubble, venant d'un directeur de la Croix Rouge qui travaillait sur place, est encore une fois en contradiction avec le démenti donné dans la presse par M. Powers, disant que la Croix Rouge a dans chaque pays des services restreints travaillant en liaison avec les organismes de distribution pour s'assurer que les fournitures parviennent bien à des personnes dans le besoin.

Il se trouvait que, du fait de mon long séjour à Moscou, je savais exactement où nos envois étaient distribués. Je le savais longtemps avant mon entrevue avec M. Hubble, mais j'avais attendu d'avoir des raisons suffisantes d'aller déranger l'inactivité inadmissible de ce directeur qui représentait ce qu'on m'avait appris à considérer comme une organisation de charité pour le soulagement de la misère, de la faim et des autres souffrances humaines. Je laissais s'accumuler les demandes de secours, à mon grand regret patriotique, uniquement pour me trouver sur un terrain solide avant d'intervenir auprès de M. Hubble, sans courir le risque d'être accusé de m'immiscer dans ses affaires.

Lorsque M. Hubble m'expliqua candidement son ignorance du sort et de la destination de nos fournitures, se montant à des millions de dollars recueillis au nom de la charité, je lui dis ce qu'il en était. Je savais de toute certitude que nos envois allaient presque exclusivement, mais toujours secrètement, *aux gens du Grépéou* (le N.K.V.D., récemment métamorphosé en M.V.D.), qui

sont bien *les derniers* à avoir droit aux dons charitables des Anglais, des Américains ou d'autres !

Ces *bandits* officiellement protégés, ces tortionnaires de la conscience et de la liberté humaines, se gorgent jusqu'à ce jour des fruits du plus grand scandale de bienfaisance que le monde ait vu depuis longtemps.

On doit cependant dire qu'afin de sauver la face et de ménager l'opinion publique pendant une visite ou inspection officielle, les autorités prenaient soin de montrer quelques couvertures, des instruments chirurgicaux et quelques cuillères dans les hôpitaux, les pouponnières, etc.

Mais on n'a jamais dit au public anglais et américain que dans toute l'U.R.S.S. il n'y a pas un seul centre de distribution ouvert au public russe ordinaire dans le besoin, où ces fournitures lui soient remises, comme doivent sûrement le penser les peuples anglais et américain !

Il n'est pas du tout dans l'intérêt du gouvernement soviétique de permettre que l'on sache que les nations anglaise et américaine ont comploté avec l'U.R.S.S. ravagée par la guerre au point d'y envoyer les objets de première urgence dont le besoin se faisait le plus cruellement sentir. Je le dis à M. Hubble qui ne parut pas le moins du monde ému. Mon entretien avec lui dura une quinzaine de minutes et n'eut aucun résultat pour ceux dont j'étais allé défendre la digne cause.

Ce que j'avais en vue était non seulement la nécessité effroyable et criante de venir en aide aux Russes dans le dénuement, mais aussi les intentions des donateurs anglais et américains qui avaient contribué aux retentissantes campagnes de souscription lancées à l'étranger et en particulier, dans le cas présent, par la Croix-Rouge américaine. Au lieu de quoi M. Hubble s'enorgueillit de me dire qu'il venait de donner un dîner de vingt-huit couverts (probablement sur les fonds de la Croix-Rouge), cela au moment où le ravitaillement manquait et où tant de Russes dignes d'intérêt mouraient de sous-alimentation. Il ajouta qu'il était sur le point de s'installer dans une nouvelle maison, qu'il occupa en effet par la suite (et qu'il paya sur quels fonds ? ai-je la hardiesse de demander).

Si, comme le dit M. Powers dans son démenti, le siège de la Croix-Rouge à Washington n'a jamais reçu d'avis de son représentant à Moscou, ou de quiconque qui lui succéda, pour signaler que les envois n'allaient pas aux vrais destinataires, alors qui faut-il blâmer de ce scandale révoltant ? Et que penser des tournées d'inspection si habilement organisées, avec poulets rôtis, *caviar* et vodka ?

Le 12 avril 1946, l'*Associated Press* annonçait de Moscou : « Selon Elliot W. Shirk, directeur des activités de la Croix-Rouge en Russie, l'Union Soviétique aura reçu, à la fin de 1946, 27 millions de dollars de fournitures médicales et d'équipement hospitalier, à titre de dons de la Croix-Rouge américaine. Cinquante pour cent environ des dons consistent en vêtements, literie et ustensiles de ménage pour orphelins, maisons de mutilés et personnes nécessitant des soins dans les régions ravagées par la guerre, dit M. Shirk. »

Cette déclaration officielle ne s'accorde, encore une fois, pas entièrement avec le démenti opposé par M. Powers à mes dires. Il est absolument ridicule de prétendre qu'« aucun envoi de vêtements n'a été fait à Moscou, où se trouvait le Père Braun, car le besoin n'y était pas aussi grand que dans les régions envahies par les Allemands ».

Les très nombreux Russes de Moscou éprouvée par la guerre évoquaient sans cesse, dans leurs conversations avec moi, les années relativement heureuses où la mission du Vatican et d'autres associations de secours établissaient, comme on

le savait, des centres à Moscou, Saratov, Pétrograd, Smolensk, Odessa et dans de nombreuses autres localités, où les nécessiteux n'avaient qu'à montrer leur dénuement et leur faim pour recevoir un colis de vêtements ou de vivres. Ni M. Walter Duranty ni M. Maurice Hindus (1), dans leurs rapports de « témoins oculaires » et leurs différents écrits tels que « *J'écris comme il me plaît* », « *Humanité déracinée* » et beaucoup d'autres (le premier traitant plus particulièrement de la famine) n'ont guère contribué à résoudre une énigme qui, pour une bonne part, résulte d'informations délibérément fausses, destinées à anesthésier l'esprit des lecteurs dont quelques-uns réclament à grands cris ce genre abominable d'opium prolétarien.

Durant le siège de Moscou (je n'avais pas quitté la ville malgré les « invitations » pressantes), je rendis visite à une famille autrefois aisée et dont le père avait été arrêté, à l'âge de soixante-douze ans, par le redoutable Guépéou et arbitrairement condamné à dix ans de camp de concentration pour des raisons politiques fabriquées de toutes pièces. La pauvre mère, dans un effort extrême de traditionnelle hospitalité russe, tira d'une cachette une boîte de galette de l'American Relief Association qu'elle gardait pour une occasion exceptionnelle. Nous festoyâmes avec ces galettes et de l'eau chaude où elle avait jeté quelques feuilles et qui fut baptisée thé. Cette dame vénérable demanda, comme tant d'autres avant elle, ce que la Croix-Rouge américaine faisait dans la capitale. Peu de temps après j'étais de nouveau dans ce logis qui consistait en une pièce, me tenant debout auprès du corps gelé de cette même dame morte de faim. Quelques semaines plus tard, ce fut le tour du fils, et j'ai récité le service funèbre successivement devant ces deux corps dans une chambre dont la température descendait de plusieurs degrés au-dessous de zéro. Etant donné les innombrables décès qui avaient lieu à cette époque, il était impossible d'assister à tous les enterrements au cimetière.

Le personnel de la Croix-Rouge américaine à Moscou se composait du directeur M. Hubble, qui avait une secrétaire particulière ; d'un jeune américain travaillant comme employé, d'un traducteur, d'un chauffeur, d'un chef cuisinier, d'un concierge et de quelques bonnes. Tous vivaient dans une maison spécialement mise à leur disposition et surveillée jour et nuit, mais les détenteurs de passeports étrangers n'avaient pas de difficulté à y pénétrer à l'occasion de cocktails, de déjeuners et dîners qui n'étaient pas rares. Aucun Russe ne pouvait approcher sous peine d'interrogatoire sévère pour le moins, voire d'arrestation.

Je n'hésitais pas à parler de cette triste et effroyable situation aux personnalités influentes à Moscou et qui avaient qualité pour savoir. L'ambassadeur américain à cette époque exprima une grande satisfaction en apprenant que j'avais eu avec le directeur de la Croix Rouge américaine la conversation relatée plus haut. Moi-même je ne fus pas peu satisfait d'apprendre que M. Hubble avait essayé en vain d'éveiller quelque sympathie dans ces hautes sphères diplomatiques.

Peu de temps après ma vaine tentative d'obtenir quelque consolation symbolique à distribuer au nom de la Croix Rouge américaine, j'eus une autre occasion d'avoir un entretien avec M. Hubble. Cela se passa d'une façon tout à fait imprévue, à une réception donnée par la mission militaire anglaise à Moscou. M. Hubble s'approcha de moi, un verre de vodka à la main, et demanda : « Vous boirez bien avec moi à la Croix Rouge

américaine, n'est-ce pas ? » A quoi je répondis que j'étais prêt à boire à toute bonne cause. Après m'avoir pourvu d'un verre, il me fit aussitôt face dans une attitude d'hostilité ouverte et me dit : « Vous m'avez canardé dans le dos. » Je demandai : « Qu'entendez-vous par canarder ? » — « Oui, dit-il, vous avez parlé derrière mon dos ». A cela je répondis : « Si vous faites allusion, Monsieur Hubble, à notre conversation de l'autre jour, laissez-moi vous dire qu'il n'y a rien de ce que j'ai dit en votre absence que je ne sois prêt à répéter en votre présence, et c'est ceci : Je sais que la Croix-Rouge américaine est une organisation très puissante. Je sais qu'elle collecte d'énormes sommes d'argent pour aider ceux qui souffrent. Je sais que M. Norman Davis (décédé depuis, R.I.P.) a bien des accointances politiques aux Etats-Unis, mais néanmoins le scandale révoltant de la Croix-Rouge à Moscou éclatera inévitablement tôt ou tard. Il est trop grand et il crie vers le ciel, demandant justice. Vous pouvez être certain que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour l'aider à éclater. »

Cela mit un terme assez tragique à notre conversation. Peu après je sus que M. Hubble souffrait d'une dépression nerveuse et avait été remplacé par M. Elliot W. Shirk. Alors que j'avais systématiquement refusé les invitations réitérées à déjeuner ou à dîner reçues de M. Hubble, j'acceptai une fois une invitation à déjeuner de M. Shirk, mais je pris soin de le prévenir en partant de mon intention de parler haut, comme la justice exige que je le fasse.

Quoique que la loi soviétique interdise expressément, sous peine de poursuites criminelles, à tout prêtre, ministre du culte, comme d'ailleurs à toute institution religieuse, de prendre part à des œuvres matérielles d'assistance, telles que distribution d'aumônes, de secours, travail dans les hôpitaux, etc., je n'ai jamais refusé devant tant d'indescriptible détresse, de partager ce que j'avais. C'est une tradition aussi vieille que le christianisme qui pousse les gens, aux époques de dénuement, à demander à leurs pasteurs aide spirituelle aussi bien que matérielle.

Une certaine quantité de secours était toujours distribuée et elle venait principalement de GIs et de Tommies compatissants. Nombre d'officiers des missions militaires tant américaine qu'anglaise, ainsi que des journalistes en mission ou en instance de départ, apportaient leur aide assidue par des dons en argent, vêtements ou nourriture. Ces hommes se rendaient compte de la pauvreté au milieu de laquelle ils vécurent et ils savaient les épreuves des Russes méritants. Que de fois ils mélangèrent en commun leurs provisions personnelles et les apportaient afin qu'elles pussent parvenir aux nécessiteux.

Beaucoup d'officiers et de soldats écrivaient chez eux pour demander des vêtements et ce n'est que par ce moyen qu'ils étaient certains de voir leur générosité secourir vraiment quelques-uns de ceux qui étaient dans le besoin. Ils s'offraient spontanément à le faire lorsqu'ils prenaient conscience, d'après leurs propres observations, du triste sort que subissaient des envois entiers de dons anglais et américains remis délibérément à des gens qui non seulement n'y avaient aucun droit mais qui étaient employés sur le « front intérieur » de la police secrète connue sous le nom de M.V.D.

Seules des raisons de discrétion obligatoire empêchent l'auteur de ces lignes d'indiquer plus en détail la source d'un courant constant de vivres, d'articles sacerdotaux et par moments de vêtements qui furent envoyés discrètement mais toujours abondamment d'Angleterre. Cachés dans les plis de la modeste charité chrétienne, que ces nombreux et généreux donateurs anglais soient remerciés par ce canal, le seul dont je dispose

(1) Journalistes américano-staliniens, correspondants de presse à Moscou. — N.D.L.R.,

pour reconnaître publiquement de tels actes de bonté.

Ce qui vient d'être dit ici des envois de la Croix-Rouge américaine s'applique aussi bien à toute autre association constituée pendant la guerre en Angleterre, aux Etats-Unis ou dans n'importe quel autre pays pour l'envoi de secours aux Russes qui souffraient et qui ne les reçurent *jamais*. Je mentirais si je disais avoir reçu un bouton, une épingle ou un centimètre de fil de la Croix-Rouge américaine ou d'une autre organisation de secours parmi celles qui étaient *nombreuses* à « opérer à Moscou ».

Certes, il est bien connu que des attestations et des témoignages russes pourrout et seront probablement publiés pour nier absolument ces révélations consternantes. Des lettres signées dénonceront sans doute ce qu'on appelle à tort mes sentiments et calomnies antisoviétiques. On peut attacher à ces démentis officiellement fabriqués autant d'importance qu'aux déclarations officielles du Patriarcat actuel de Moscou, surtout depuis 1943, affirmant qu'il n'y a pas de persécutions religieuses en Union Soviétique. Il est en outre attristant pour le monde chrétien tout entier d'entendre un homme d'Eglise contempo-

rain, après une visite de trois mois en Union Soviétique, affirmer béatement qu'il y a un vrai christianisme au royaume de l'athéisme officiel.

Il est grand temps que le public anglais et américain sans défiance sache les faits. Ces révélations concernant la Croix-Rouge américaine ne font qu'effleurer la surface, mais elle intéressent les nombreuses personnes qui, en toute bonne foi, et animés de sincères mobiles de charité chrétienne, ont contribué à amasser des milliers et des milliers de livres sterling et de dollars dont une bonne part a été employée comme il est décrit plus haut.

Je ne voudrais en aucun cas apparaître téméraire ou le moins du monde agressif, mais je déclare que je suis prêt à être confronté avec tout fonctionnaire de la Croix-Rouge américaine ayant servi à Moscou pendant la dernière guerre, et à justifier mes affirmations. Si la vérité blesse, je demande à n'être considéré que comme un instrument de la révélation justifiée de cette vérité.

LÉOPOLD BRAUN, A. A., (Worcester, Mass.)

Administrateur apostolique de Moscou,
Aumônier catholique américain, 1934-1945.

Jacob Malik, ancien professeur à Karkov

ANCIEN délégué de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., Jacob Malik a été rappelé à Moscou et remplacé par Zorine, « le pragois ».

Avant d'être diplomate, Malik avait été professeur. Selon l'*Ukrainski Visti*, journal ukrainien publié en Allemagne (Neu Ulm, 17 août 1952), Jacob Malik faisait dès 1925 des cours d'économie politique au *Technicum* des Ponts et Chaussées de Kharkov. Il avait alors une trentaine d'années et était déjà membre du P.C. L'auteur de l'article, Horychnij, qui fut son collègue pendant deux ans, le décrit comme un homme calme et élégant, qui dans les réunions de professeurs ne se « distinguait par aucun talent particulier ni par une intelligence très subtile » qui faisait de grossières fautes lorsqu'il écrivait ou s'exprimait en ukrainien, mais qui néanmoins manifestait une grande assurance en raison de son appartenance au Parti. Il était en effet, en dehors de sa fonc-

tion de professeur, « inspecteur de l'internat des étudiants de la rue Kooperatyvna n° 7 », c'est-à-dire le délégué du pouvoir communiste parmi les étudiants.

A la journée des « oudarniks » et à la promotion des « travailleurs rouges aux Communications », l'administration du *Technicum* remit à Malik un diplôme d'honneur pour son enseignement exemplaire de « professeur oudarnik » et les étudiants lui offrirent un porte-cigarette.

A partir de 1935, une vague d'épuration déferla sur le *Technicum*. De nombreux étudiants et professeurs furent exclus ou arrêtés et le directeur lui-même : Hryhoryj Skornyk pourtant membre du Parti fut révoqué avec d'autres professeurs en décembre 1936.

Quand l'épuration fut achevée, Malik quitta Kharkov et fut nommé par le parti à l'*Ecole des diplomates rouges de Tchitcherine* à Moscou.

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2°).

Le procès des prêtres catholiques bulgares

Le 24 février 1949 la « Grande Assemblée Nationale » votait à Sofia la loi sur les cultes. Le paragraphe 5 de cette loi garantissait « à toutes les communautés religieuses du pays le droit de mener une vie indépendante et de célébrer leurs cérémonies et services religieux, d'après leurs canons, dogmes, et statuts, à condition que ces derniers ne présentassent aucune infraction aux lois en vigueur dans la République. »

La même loi interdisait cependant « l'existence de communautés religieuses et d'ordres dépendant de congrégations catholiques établies à l'étranger ».

L'année précédente, en 1948, une loi spéciale avait interdit toutes les écoles étrangères y compris les collèges français pour garçons et filles de sorte qu'en 1949 il ne restait en Bulgarie que des prêtres et religieux d'origine bulgare et sujets de l'Etat bulgare. Tous les autres avaient quitté le pays de leur propre gré ou avaient été expulsés.

Les poursuites contre le clergé catholique ne tardèrent pas à se déchaîner, bien que ce dernier fit des efforts désespérés pour rester en bons termes avec les autorités.

A cette époque les staliniens bulgares recrutèrent intensivement les jeunes gens pour les brigades de travail. La durée du séjour dans ces brigades était de 3 mois (pendant les grandes vacances) et les garçons et filles des villages catholiques des départements de Plovdiv, Yambol, Roussé et Béla-Statina étaient embrigadés comme tous les autres. Quelques prêtres catholiques parmi les jeunes, connaissant parfaitement les conditions de travail et de vie dans les brigades et surtout la dangereuse promiscuité à laquelle seraient astreints leurs jeunes paroissiens, pensèrent qu'il était de leur devoir de les accompagner et de partager avec eux toutes les épreuves physiques et morales. A leur retour la plupart de ces jeunes prêtres furent arrêtés. Quelques-uns figurent aujourd'hui sur le banc des accusés dans le procès contre les prêtres catholiques qui ne s'ouvre pour eux qu'après une détention préventive de plus de 3 années.

Les méthodes soviétiques de « persuasion » et « d'extorsion d'aveux spontanés » sont trop bien connues maintenant pour qu'il soit nécessaire de souligner que ces trois années de « préparation » des détenus ne pouvaient se solder que par un « succès ». Les « aveux » obtenus au cours de ce procès et que nous citons un peu plus loin en sont la preuve éclatante.

Entre temps, la République populaire bulgare était dotée, le 13 février 1951, d'un nouveau Code pénal, traduction pure et simple du Code pénal de la République socialiste soviétique de Russie de 1927. Le paragraphe 304 de ce nouveau Code garantit la liberté des cultes, mais le paragraphe suivant précise que cette liberté n'est accordée qu'à ceux qui sont dociles au pouvoir :

« Parag. 305. — La formation d'organisations politiques sur une base religieuse ou l'utilisation des églises ou des religions par la parole, par écrit ou par tous autres actes ou de toute autre façon, dans le but d'une propagande orale ou imprimée contre le pouvoir populaire ou contre ses initiatives entraîne la privation de la liberté jusqu'à trois ans et une amende pouvant atteindre 100.000 lévas, si le délit n'est pas puni d'une peine plus rigoureuse. »

Dans le procès intenté aux prêtres catholiques l'accusation portait non seulement sur ce para-

graphe 305 du Code pénal, mais aussi et surtout sur les paragraphes 70 (trahison), 83 (espionnage) et 261 (corruption).

L'acte d'accusation

L'acte d'accusation a été remis aux accusés le 20 septembre de cette année et la presse l'a publié le lendemain :

« ... *Etroitement liés au Vatican, les cadres supérieurs de l'Eglise catholique en Bulgarie ont toujours été du côté des régimes de la réaction et de l'oppression.* »

« ... *Après la guerre mondiale, dans le but de répliquer la « croisade » contre l'Orient, le Vatican a donné son appui pour l'édification des régimes fascistes en Italie, Allemagne et Espagne. Il a favorisé la politique de l'axe « Rome-Berlin » et avec l'appui des cadres supérieurs catholiques il a contribué à l'asseoir de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, des Pays-Bas, de la Belgique, de la France et de la Pologne.* »

« ... *Après la défaite du nazisme et du fascisme dans lesquels le Vatican avait mis de grands espoirs pour la lutte contre l'Union Soviétique et le mouvement progressiste mondial, le Vatican s'empressa de s'aligner du côté du front impérialiste et anti-démocratique et devint un auxiliaire notoire de l'impérialisme américain.* »

« ... *Dans leur haine mortelle de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire et pour troubler leurs paisibles constructions et leur développement progressif, les impérialistes, et leur instrument fidèle, le Vatican, envoyèrent dans ces pays des espions, des « diversionnistes » et des terroristes.* »

« ... *Au cours du mois de juillet de cette année les organes de la Sûreté d'Etat ont découvert une organisation d'espionnage et d'activité subversive parmi les prêtres catholiques avec des ramifications dans les villes de Sofia, Plovdiv, Staline, Roussé, Yambol, etc.* »

« ... *Les accusés ont subi un entraînement et une préparation pour l'espionnage durant de nombreuses années dans les collèges français et les écoles du clergé supérieur catholique en France et en Italie.* »

« ... *Après l'établissement du pouvoir populaire en Bulgarie et en obéissant aux instructions des représentants du S. R. français : Henry Damperat (père Ozon), ancien aumônier de la légation française à Sofia, le commandant Marcel Simat, attaché militaire, Marcel Pereyron, ancien consul de France à Sofia, ainsi qu'aux représentants du S. R. du Vatican : Joseph Mazzoli et plus tard Don Francesco Galoni, les accusés ont créé et dirigé une organisation d'espionnage dans de nombreuses et importantes villes du pays.* » (Rabotnitchesko Délo, (L'Œuvre ouvrière), du 21 septembre 1952).

Il est curieux de constater que 3 jours seulement après la publication de l'acte d'accusation par la presse, cette dernière était en mesure de publier d'innombrables lettres provenant des régions catholiques et dans lesquelles la population exprime sa « vive indignation » et exige « un verdict juste, mais sévère ».

« ... *La majorité des habitants du village Général Nicolaévo sont de fervents catholiques qui au début refusaient de croire que leurs prêtres fussent coupables. Ils ne voulaient pas admettre*

qu'ils étaient devenus les domestiques dévoués du Vatican... Mais, après la publication de l'acte d'accusation, ils comprirent pourquoi leurs indignes directeurs religieux avaient été arrêtés... Les faits et gestes des traîtres provoquent une vive indignation parmi la population et même parmi les plus proches parents des accusés. Six des neuf frères du prêtre Sariisky qui, dans le passé, étaient ouvriers agricoles et qui maintenant sont devenus membres d'un kolkhoze ne lui pardonneront jamais d'avoir travaillé subversivement contre le pouvoir populaire. Un de ses frères, Joso Sariisky a déclaré : « Mon frère a porté atteinte à l'honneur de notre famille... Puisqu'il est un traître, je ne le considère plus comme mon frère. »

« La publication de l'acte d'accusation suscite un vif intérêt dans tout le village et à partir d'aujourd'hui cet acte d'accusation sera lu, commenté et discuté publiquement dans le kolkhoze. » (Rabotnitchesko Délo du 25 septembre 1952).

Nous voulons un verdict sévère et juste. — « La publication de l'acte d'accusation contre les prêtres catholiques a provoqué une vive indignation parmi les prêtres et les fidèles de l'église catholique... » Le prêtre Antonov de Roussé dit : « Moi aussi, comme tous les autres, je condamne les actes des accusés, révélés par l'accusation. Je blâme ceux qui se sont vendus aux services de renseignements étrangers et ont perpétré des crimes contre le peuple... Nous voulons un verdict sévère et juste pour les actions criminelles contre le peuple. » (Rabotnitchesko Délo du 26 septembre 1952).

Pour se convaincre que toute cette « indignation spontanée » est fautive et qu'elle fait partie du scénario préparé longtemps à l'avance, il suffit de faire un simple calcul : les journaux paraissant à Sofia le 21 septembre ne sont mis en vente dans la province que le lendemain. Donc du 22 au 23 septembre toute la population catholique de la Bulgarie a dû prendre connaissance de l'acte d'accusation, s'étalant sur deux pages entières, se réunir, discuter, exprimer spontanément son « indignation », la mettre blanc sur noir, l'expédier aux journaux de Sofia qui de leur côté la publient déjà dans leur édition du 24 septembre. Il est bien évident que ce sont des petits miracles qui ne se produisent qu'en « démocratie populaire ».

Les aveux spontanés

Lors du procès contre MM. Jouvenel et Wurmser qui se déroula au début de cette année, M^e Izard prononça un brillant plaidoyer au nom de la partie civile dans lequel, entre autres, il cita la lettre falsifiée que les staliens bulgares publièrent après l'exécution du leader de l'opposition bulgare, Nicolas Petkov en 1947. Petkov qui, pendant tout le procès, eut une magnifique attitude de courage et de dignité « parle » dans cette lettre le langage d'un propagandiste stalinien contre l'Occident. Il est évident qu'en 1947 la milice bulgare n'avait pas atteint les sommets de la technique moscovite en matière de procès politiques. Aujourd'hui la situation est bien différente. Les nombreux procès politiques qui se déroulent depuis à Sofia ont permis de roder efficacement l'appareil policier et judiciaire mis en place par des spécialistes soviétiques.

Voici le genre d'aveux qu'obtiennent les staliens. L'interrogatoire des accusés :

« Le président Vélitchkov. — Vous êtes-vous demandé d'où le Vatican, ainsi que la Congrégation de Lyon puisaient leurs fonds ?

« L'accusé Kamen Vitchev. — Evidemment des Américains. Le Vatican est au service des buts politiques américains (sic).

« Le procureur Pétrinsky. — Et vous, au service de qui étiez-vous en Bulgarie ?

« L'accusé Kamen Vitchev. — J'ai servi les buts impérialistes américains (sic). (Rabotnitchesko Délo, du 30 septembre 1952).

« Le Procureur Pétrinsky. — Le Pape Pie XII n'a-t-il pas mis l'église catholique et les organisations sous sa tutelle à la pleine disposition des forces impérialistes ?

« L'accusé Kamen Vitchev. — Oui, il l'a mise sous le pouvoir des forces impérialistes.

« Le Procureur Pétrinsky. — Avouez-vous que votre organisation catholique officielle s'est transformée peu à peu en une officine illégale, en organisation dont le but était de renverser par un coup d'Etat le pouvoir et principalement avec l'aide d'une intervention militaire étrangère ?

« L'accusé Kamen Vitchev. — Oui, j'en étais conscient. » (Troud (Travail), du 30 septembre 1952).

Le sens et le but du procès

Six des 40 accusés, notamment les pères Kamen Vitchev, 53 ans, Pavel Djidjov, 33 ans, Dr. Pétrar Sariisky, 40 ans, Joséphat Chichkov, 66 ans, l'évêque Dr. Eugène Bossilkov, 52 ans et Miroslav Bantchev, 53 ans, sont considérés par l'accusation comme les organisateurs de l'action subversive, les autres accusés ne figurant que comme complices. Douze des accusés sont des laïques.

Toujours selon l'acte d'accusation, l'organisation aurait disposé d'armes, de deux postes-émetteurs, de médicaments, d'une machine ronéo-type, de codes, etc., fournis par l'attaché militaire français à Sofia, le commandant Marcel Simat. Outre l'attaché militaire et son successeur, Paul Durand, l'acte d'accusation mentionne en tant que représentants du S. R. français le consul de France à Sofia, Pereyron, le consul de France à Staline (Varna), Paul Antoine, l'ancien conseiller de la légation française à Sofia, Césari Colonna et Vlasse Tchaplikov, ancien employé auprès de la même légation. Le père Ozon Damperra, ancien aumônier de la légation française à Sofia serait la figure centrale du réseau d'espionnage qui comprendrait également le cardinal Eugène Tisserand, secrétaire de la congrégation de l'Est. Tous les Français cités seraient des agents du S. R. du Vatican et du S. R. français et en même temps des « agents rétribués » de l'impérialisme américain.

Ce n'est pas la première fois que se déroule à Sofia un procès dirigé contre l'Occident et ce n'est pas la première fois non plus que la France y est visée. Déjà deux procès à la fin de l'année dernière et un au début de cette année avaient mis en cause certains membres des services diplomatiques français à Sofia.

Il serait vain de chercher à connaître les raisons qui ont suscité le procès contre les prêtres catholiques en Bulgarie. Ce procès vient à la suite des procès analogues qui se déroulèrent à Budapest, Prague, Varsovie et Bucarest. Il fait partie de la série de procès nécessaires à Moscou et s'il vient en dernier, c'est parce que la population de la Bulgarie est orthodoxe et que les catholiques ne représentent qu'une minorité d'environ 40.000 personnes.

La dernière déclaration des accusés

« ... Au cours de l'audience d'hier matin les accusés firent leur dernière déclaration. En se repentant des crimes commis, ils ont souligné l'influence criminelle qu'exerçaient sur eux le centre d'espionnage et de complot, le Vatican et ses envoyés en Bulgarie, qui les ont poussés à une lutte criminelle contre le pouvoir populaire dans notre pays. » (Rabotnitchesko Délo du 4 octobre 1952).

Le verdict

« ... Les accusés Kamen Vitchev, Pavel Djidjov, Joséphat Chichkov, Dr. Eugène Bossilkov, sont condamnés à la peine capitale et à la confiscation totale de leurs biens... » (Rabotnitchesko Délo du 4 octobre 1952).

Les autres 36 accusés se sont vu infliger des peines allant de 20 années à une année de privation de la liberté et à la confiscation totale ou partielle de leurs biens.

Le verdict est définitif et sans appel.

Le procès contre les pasteurs protestants en Bulgarie (voir B.E.I.P.I., numéros 9 et 17), le procès actuel contre les prêtres catholiques, ainsi que tous les autres procès dirigés contre l'Occident poursuivent un seul but : alimenter de « faits » concrets la propagande contre les puissances occidentales et justifier les mesures draconiennes prises par les staliniens dans les pays situés « derrière le rideau de fer ».

En effet comment pourrait-on accorder les

vagues de haine que l'on suscite artificiellement à l'égard de l'Occident avec la propagande pour la soi-disant « paix », si l'on ne brandissait pas à toute heure dans les « démocraties populaires » l'épouvantail des « agressions de la part des impérialistes occidentaux » et de « l'action subversive des ennemis à l'intérieur » ?

L'âme des enfants est empoisonnée dans les écoles mêmes :

« Nous sommes indignés par l'activité des espions catholiques — tel est le titre sous lequel le journal *Narodna Mladej* (Jeunesse Populaire) du 2 octobre 1952 publie la lettre suivante :

« Au cours de l'heure d'enseignement politique, notre instituteur, le camarade Tzanko Kiriakov, nous fit connaître l'acte d'accusation contre l'organisation catholique de complot et d'espionnage. Durant une heure nous avons pu éclaircir nombre de questions relatives à la politique réactionnaire des prêtres catholiques chez nous qui, sous leur soutane noire et inspirés par le Vatican, se sont servis de l'Eglise au profit de l'ennemi.

« Nous avons tous été impressionnés par le fait que la majorité des accusés avaient été élèves d'institutions papales. Nous sommes indignés de leur activité d'espions, nous les méprisons et demandons qu'ils soient châtiés sévèrement, pour avoir eu une activité subversive et s'être faits les agitateurs des ennemis contre notre cher peuple... »

Signé, At. Sirianov
élève du IV^e cours.

A en juger par la classe qu'il suit, l'élève Sirianov doit avoir dix ans.

Le sort des dirigeants communistes grecs

À CONSIDÉRER leur sort passé ou présent, on peut classer en trois catégories les membres du Comité central du Parti communiste de Grèce. Dans la première, la plus nombreuse, figurent des dirigeants du Parti dont la liquidation par Moscou est un fait déjà connu et irréfutable ; dans la seconde, ceux sur qui on garde le silence dans les milieux officiels du Kominform, ce qui est plutôt un mauvais présage, et dans la troisième, ceux qui sont pour le moment favorisés de Moscou, ce qui ne veut nullement dire que leur tour ne viendra pas.

Dès que Zachariades rentra de captivité en 1945, les méthodes classiques du stalinisme furent mises en application. Un des premiers à en subir l'effet fut Haris Veluchiotis, organisateur véritable de la résistance communiste pendant l'occupation, membre du Quartier général des forces communistes en Grèce et membre du Politbureau du Parti. Il eut la malchance de se trouver en désaccord avec Zachariades sur la façon de mener la lutte dans le pays, ce qui entraîna bientôt sa mort, selon le système déjà éprouvé dans les Brigades internationales en Espagne. Aucun détail sur son exécution ne fut communiqué et il fallut attendre le conflit de Tito avec le Kominform, pour lire dans un article de Svetozar Vukmanovitch-Tempo, délégué de Tito pour la Macédoine, que Veluchiotis fut assassiné dans des conditions mystérieuses. Cette allusion devint un fait acquis lorsque certains communistes grecs, en désaccord avec Zachariades, vinrent s'installer chez Tito et se mirent à parler.

Toutefois, tant que le Parti communiste me-

nait sa lutte dans un pays « monarcho-fasciste » comme la Grèce, le mécanisme stalinien des massacres des chefs du Parti ne pouvait pas fonctionner à plein. Une fois réfugiés dans les pays communistes, après la défaite, des chefs communistes connurent la plénitude des méthodes du stalinisme. Tous ces chefs communistes sont passés par les prisons de Metaxas avant la guerre, mais ils en sont sortis sains et saufs. Ils ont été pendant la guerre arrêtés par l'occupant et ils ont conservé leur vie. Ils ont mené pendant plus de trois ans la guerre civile contre les gouvernements d'Athènes et ils n'ont pas payé de leur tête. Enfin, après cette longue lutte, ils se sont sauvés dans les pays à régime communiste, et là-bas, ils ont disparu. Voici les principaux personnages communistes épurés :

Markos Vafiades, membre du Parti depuis 1927, élève de l'école du Komintern à Moscou en 1932-1933, arrêté plusieurs fois entre 1934 et 1941, commandant la 10^e division d'ELAS pendant la guerre, commandant suprême des forces communistes depuis janvier 1947, président du gouvernement et ministre de la Guerre dans le gouvernement communiste proclamé le 24 décembre 1947. Simone Tery, « envoyée spéciale à l'armée du général Markos », écrivit de lui : « Un autre Léonidas, avec sa poignée de héros, a arrêté le flot de la nouvelle barbarie » et Paul Eluard publia dans l'*Humanité* du 14 janvier 1948 un poème à la gloire de Markos. Pourtant à la fin de la même année Markos fut relevé de ses fonctions, « pour des raisons de santé », comme disait le poste émetteur la « Grèce libre », qui émit de

Nisch, en Serbie, jusqu'à la fin de 1948 et ensuite des environs de Bucarest.

Depuis le Kominform a mentionné une seule fois le nom de Markos. Lors de l'exécution du leader communiste albanais Kotsi Dzodzé, Djilas écrivit le 14 juin 1949 un article dans *Borba* de Belgrade où il comptait Markos parmi les victimes de Moscou. La réplique vint sous la forme d'un communiqué de Bucarest signé Markos, dans lequel Markos niait toute liaison avec la « clique des traîtres titistes ». A en croire le Kominform, cette cure bien spéciale de Markos dure encore. Mais d'autres prétendent qu'elle a depuis longtemps pris fin (à supposer qu'elle ait jamais existé) : Markos serait mort. D'autres supposent que Markos se trouve dans un camp de redressement en U.R.S.S. Il est en tous cas certain que Markos ne sera jamais plus pour l'*Humanité* un nouveau Léonidas et que la muse d'Eluard ira chercher ailleurs son inspiration.

Chryssa Hadji-Vassiliou, membre du Parti communiste depuis 1920, envoyée à Moscou de 1928 à 1933, dirigea après son retour le travail du Parti parmi les femmes. En prison de 1936 à 1941, elle prit la part la plus active à l'organisation de la guérilla communiste et devint membre du Politbureau en 1942. Après la défaite de l'insurrection communiste en 1949, elle se réfugia dans les pays de « démocratie populaire », et tomba vite en disgrâce : elle était soupçonnée de « sentiments antisoviétiques ». Le poste-émetteur *Grèce libre* se borna à communiquer laconiquement en 1950 qu'elle était morte soudainement dans un hôpital à Budapest.

Petros Roussos, membre du Parti depuis 1922, membre du Comité central de la jeunesse communiste grecque depuis 1929, fut envoyé pour faire ses études à Moscou, où il épousa Chryssa Hadji-Vassiliou. Dès son retour en 1935 il devint membre du Comité central du Parti et rédacteur de l'organe du Parti *Rizospastis* (Matin). En prison et en déportation de 1936 à 1941, il fut en 1941 un des fondateurs de EAM, et devint la même année membre du politbureau. Sa connaissance des langues étrangères le fit nommer d'abord délégué aux négociations des communistes grecs avec des représentants anglais en 1943-44, puis au poste de ministre des Affaires Etrangères dans le gouvernement Markos. En 1948-49 il fit de nombreux voyages en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire. Après la défaite de la guérilla en Grèce, il s'installa à Prague, et fit partie de l'appareil du Kominform. Mais en 1950 il fut proclamé renégat ; depuis lors on ne sait rien de lui.

Demetrios Partsalides, membre du Parti depuis 1924, déporté pour son activité communiste en 1932, mais relâché ensuite après son élection à la Chambre des députés, se rendit en U.R.S.S. en 1935, et devint dès son retour membre du Comité central et, peu après, du politbureau. Déporté dans l'île de Corfou de 1938 à 1941, prisonnier des Allemands de 1941 à 1944, il devint, dès sa sortie de prison secrétaire général de EAM. Il dirigea l'insurrection communiste de décembre 1944, et signa ensuite l'accord de Varkiza, qui mit fin à cette phase de la guerre civile. Au nom de EAM il effectua des voyages à Paris, à Londres et à Moscou. Après la défaite communiste en 1949, il se réfugia dans les « démocraties populaires ». En 1950 accusé de déviation et déchu de toutes ses fonctions, Partsalides se dépêcha de se rétracter publiquement, à la suite de quoi il fut envoyé comme ouvrier dans une fabrique en Roumanie. Depuis lors on ne parle plus de lui.

Kosta Karageorgis, membre du Parti communiste depuis 1920, servit comme homme de liaison avec les Partis communistes de l'Occident, où il avait vécu de nombreuses années. Rentré dans son pays, il fut interné de 1936 à 1941. Du-

rant la guerre, il devint membre du Comité central de EAM et directeur du *Rizospastis*, et ensuite promu major-général des forces armées communistes. Elu membre du Comité central en 1945, après son retour de la conférence des Nations Unies à San Francisco, il fut nommé en 1947 membre suppléant du politbureau du Parti communiste. Après la défaite des rebelles il quitta le pays avec les autres membres de l'Etat-Major communiste, mais bientôt accusé de « trahison », il fut expulsé du Parti, sans qu'aucun renseignement soit donné sur son sort personnel.

La seconde catégorie, qui se compose de ceux dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas les favoris du Kominform, compte aussi plusieurs membres de la direction du Parti communiste de Grèce. L'organe du Kominform, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, ne fait aucune mention de nombreux chefs communistes grecs, comme Vassilios Bartsotas, membre du politbureau et ministre des Finances dans le gouvernement de Markos, Léonidas Stingos, membre du politbureau et ministre de l'Economie nationale chez Markos, le professeur Kokalis, un des dirigeants de EAM et ministre de la Prévoyance sociale.

Dans le monde stalinien la liquidation des chefs communistes les plus connus est forcément accompagnée de la promotion d'autres communistes moins connus ou presque inconnus. Ainsi dans le Parti communiste de Grèce ceux qui ont contribué à la liquidation de leurs propres chefs ont évidemment bénéficié de la grâce du Kremlin. *Miltiades Porphyrogenis*, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement rebelle de Markos, est devenu l'homme le plus puissant du Parti, portant le titre de président de la Commission centrale du P.C. de Grèce et assumant en même temps le rôle de représentant auprès du Kominform.

Dmitris Vlandas est monté encore plus vite dans la hiérarchie communiste après la liquidation des anciens chefs. Membre du Comité régional du Parti pour la Crète (comme Beloyannis le fut pour Péloponèse), il dirigea la police de EAM dans son île (comme Beloyannis aussi). En 1946, tous les deux n'étaient que secrétaires de leurs comités régionaux du Parti (en plus Vlandas figurait chez Markos comme ministre de l'Agriculture). Après la défaite de la rébellion communiste, tous les deux se réfugièrent avec leurs chefs dans les « démocraties populaires ». Leurs chefs furent liquidés ; eux prirent les places laissées libres : Vlandas devint membre du politbureau et Beloyannis membre du Comité central du Parti. Vlandas fut nommé responsable des unités de guérilla qui se sont sauvées dans les pays satellites, et de leur entraînement, alors que Beloyannis fut envoyé en juillet 1950 en Grèce comme représentant du Comité central du Parti.

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

La suppression des libertés municipales en Pologne

L'ADMINISTRATION communale en Pologne a connu des formes diverses au cours d'une histoire jalonnée par des démembrements successifs. Mais toujours l'autonomie communale, dont les racines remontent jusqu'au Moyen-Age, fut respectée. La Constitution de l'Etat polonais restauré après la première guerre mondiale (17 mars 1921) poussa même très loin la décentralisation administrative du pays en accordant aux municipalités certaines des attributions relatives à la gestion économique et culturelle, à l'enseignement, aux services publics et hospitaliers, parmi celles qui incombaient naguère à l'Etat.

Pendant l'occupation (1939-1945), dans l'administration qui se reconstruisait clandestinement, le self-government territorial occupait une large place. Mais quand les troupes soviétiques pénétrèrent en Pologne, les autorités municipales provisoires ne purent sortir de la clandestinité, car partout où elles s'étaient fait connaître aux autorités russes (et notamment dans les régions orientales de la Pologne) elles furent immédiatement arrêtées par le N.K.V.D.

Amorce des Soviets polonais

Dans la nuit du 31 décembre 1943 au 1^{er} janvier 1944, le *Parti Ouvrier Polonais*, épaulé par les quinze organisations politiques, sociales et syndicales qu'il avait créées de toutes pièces, constitua le Conseil National présidé par B. Biérut. Aussitôt, les communistes formèrent des conseils nationaux de voievodies (1), de districts (2), de villes et de communes. A l'aide de ces organismes et sous la protection des troupes soviétiques, ils s'approprièrent à s'emparer du pouvoir à tous les échelons.

Le Manifeste publié le 22 juillet 1944 par le Comité polonais de libération nationale, (qui faisait fonction de pouvoir exécutif), ne laisse aucun doute à cet égard. Il spécifiait, entre autres:

« Le Comité polonais de libération nationale exerce son pouvoir par des conseils nationaux de voievodies, de districts, de villes et de communes, ainsi que par ses plénipotentiaires. Là où les conseils nationaux n'existent pas, les organisations démocratiques sont tenues de les former immédiatement... Les conseils nationaux créés sans tarder la Milice civique qui aura pour tâche le maintien de l'ordre et de la sécurité. »

Lutte pour l'autonomie municipale (1945-1947)

Cependant, les communistes ne parvinrent pas à réaliser leurs plans aussi rapidement qu'ils l'avaient espéré.

En vertu de l'accord de Yalta et des pourparlers de Moscou (juin 1945), un gouvernement d'unité nationale fut créé. Mikolajczyk et trois autres membres de son parti, « Parti paysan », y entrèrent. Conformément à l'accord conclu à Moscou, ce parti devait obtenir un tiers des mandats aux conseils nationaux.

La composition de ces conseils constitua aussi une entrave aux manœuvres communistes. En effet, les conseils comprenaient de nombreux militants de base du Parti socialiste (gouverne-

mental) qui n'acceptaient qu'à demi la politique pro-communiste de la direction socialiste officielle. De ce fait, les activistes du Parti ouvrier (P.C.) furent tenus à l'écart.

Dans ces conditions, les conseils nationaux s'efforcèrent résolument de devenir de véritables institutions communales et municipales conformes aux vieilles traditions polonaises. Cela leur réussit d'autant plus facilement que dans cette première période les communistes n'étaient pas encore capables d'introduire des modifications radicales dans l'administration de l'Etat. C'est ainsi qu'ils maintinrent les fonctions de voievode, de straroste (3) ainsi que nombre d'autres institutions d'avant-guerre.

Suivant les consignes communistes, les conseils nationaux devaient contrôler l'administration d'Etat. En pratique cependant, ils ne profitaient pas de ce privilège, pour que, en retour, les représentants de l'administration centrale ne s'immiscent pas dans la gestion des affaires municipales.

Bien que cette dualité leur donnât l'occasion de sévir tantôt contre les conseils nationaux dont ils n'étaient pas sûrs, par l'intervention des représentants de l'administration centrale, tantôt contre ces derniers, lorsqu'ils étaient hostiles au nouveau régime, par l'intervention des premiers, les communistes s'en fatiguèrent assez vite.

Les plaintes contre les conseils nationaux se firent déjà entendre au 1^{er} congrès du Parti ouvrier polonais (6-13 décembre 1945). Le parti entendait contrôler à la fois l'administration d'Etat, les municipalités et les communes. Le général A. Zawadzki, l'actuel vice-premier ministre, se prononçait pour une ingérence directe du Parti Ouvrier dans ces affaires. Gomulka, en revanche, voulait résoudre le problème d'une autre manière. Répondant à Zawadzki, il dit notamment :

« C'est une manifestation bien saine de la vie d'une organisation politique que de vouloir effectuer tel ou tel autre contrôle sur différents chaînons de l'appareil d'Etat ou de l'appareil municipal. Il convient d'encourager une telle initiative, une telle aspiration. Mais il faut le faire d'une façon appropriée. Nous avons un excellent instrument, les conseils nationaux qui ont été créés pour contrôler le travail de l'appareil d'Etat. Il y a même, autant que je sache, des dispositions spéciales en vertu desquelles l'on peut désigner différents organes de contrôle... Nous sommes présents dans ces conseils nationaux, nous y avons nos représentants. Aussi, camarades, c'est par le truchement de ces conseils, au travers de ces institutions que nous effectuerons le contrôle; c'est de cette manière que nous arriverons, premièrement, à donner à l'institution un contenu plus riche, deuxièmement, à faire ce contrôle de la façon qui doit être celle d'un parti au pouvoir, par la voie de l'Etat et par la voie légale » (4).

A ce moment-là, les conseils nationaux et les organismes provisoires municipaux et communaux dépendaient : d'une part, du ministère de l'Administration Publique, à la tête duquel se trouvait Ladislas Kiernik, membre du Parti paysan polonais, d'autre part, du Conseil national général, qui faisait figure de parlement. Aussi, pour renforcer la surveillance sur ces organis-

(1) Intermédiaire entre la province et le département.

(2) Arrondissement.

(3) « Sous-préfet ».

(4) Ladislas Gomulka — Wieslaw, *Vers une Pologne nouvelle*, Lodz, édition « Ksiazka », 1945, pp. 136-137.

mes, fut créé, en 1946, le Présidium du Conseil National à majorité communiste avec B. Biérut en tête. Ce présidium essaie d'intervenir directement auprès des conseils nationaux par dessus le ministère de l'Administration Publique : il y effectue des « purges », impose sa volonté, etc... A partir du 27 novembre 1945, le ministère de l'Administration Publique n'a plus un mot à dire en ce qui concerne les régions nouvelles de l'ouest : celles-ci forment en effet le « royaume » de Gomulka, un ministère spécial des Territoires Recouvrés ayant été créé et confié au secrétaire général du Parti ouvrier.

Ainsi, jusqu'au début de 1947 un vif différend de compétence oppose le ministère de l'Administration Publique au Présidium du Conseil National d'une part, au ministère des Territoires Recouvrés d'autre part.

Les manœuvres communistes au sein des conseils nationaux se trouvaient dans une grande mesure facilitées par le fait que l'appareil policier était centralisé dans les mains de Radkiewicz, membre du Politbureau. Après les élections générales du 19 janvier 1947, qui marquèrent la « victoire » du Bloc démocratique, la nouvelle assemblée adopta la « Petite Constitution », en vertu de laquelle la surveillance et le contrôle sur les conseils nationaux incombaient au Conseil d'Etat. Ce nouvel organisme, qui ne fut rien d'autre que la continuation de l'ancien Présidium du Conseil National, se composait de neuf membres, communistes ou communistants.

Edouard Osobka-Morawski, ex-premier-ministre, désigné en février 1947 au poste de ministre de l'Administration Publique, essaie encore de batailler pour l'autonomie communale et municipale. Il élargit le département de « l'Autonomie territoriale » de son ministère et le confie à un éminent spécialiste de ces questions, un socialiste indépendant. Celui-ci fut chargé d'élaborer des lois relatives à l'autonomie territoriale et de préparer les élections municipales. Aussitôt, les communistes réagirent : ils arrêterent le directeur du Département sous un prétexte politique et entravèrent ainsi les travaux entrepris en vue du rétablissement du self-government. Bientôt d'ailleurs Osobka-Morawski devint la cible des attaques communistes ; il dut rentrer dans l'ombre aussi bien au parti socialiste (gouvernemental) qu'au gouvernement.

La loi sur le pouvoir unique de l'Etat

Jusqu'en 1950 le régime municipal demeura provisoire. Les organisations politiques et « sociales » envoyaient leurs représentants aux conseils nationaux pour remplacer ceux des conseillers qui venaient à être éliminés ou emprisonnés. C'est seulement lorsque les communistes se furent confortablement installés au pouvoir qu'ils firent adopter à la Diète, le 20 mars 1950, la loi dite « du pouvoir unique de l'Etat dans les organismes territoriaux ».

Cette loi visait à renforcer le rôle de l'Etat et de ses représentants, ce que Biérut souligna explicitement à la quatrième réunion plénière du Comité central du Parti ouvrier unifié, le 13 mai 1950. Il précisa que le but et le sens de cette réforme consistait :

« 1) à lier plus fortement les organismes du pouvoir d'Etat aux masses populaires, dont les besoins, les intérêts et la volonté seront mieux connus par un contact direct des organismes territoriaux d'Etat avec le peuple laborieux ;

« 2) à affermir le pouvoir d'Etat par une unification et une meilleure coordination, en faisant plus efficacement participer à sa gestion des millions de travailleurs ;

« 3) à rendre plus efficient le mécanisme du pouvoir de l'Etat par la suppression de l'ancienne division rigide en fonctions législatives et exécutives, centrales, et locales, autonomes et gouvernementales ;

« 4) à rendre plus facile la lutte contre les déviations bureaucratiques de l'administration, grâce à un contrôle plus serré de l'appareil d'Etat par les masses et par leurs représentants siégeant aux conseils nationaux ;

« 5) à donner plus d'initiative et plus d'activité aux masses populaires dans l'édification du nouveau système social afin d'accroître plus rapidement encore les forces, le bien-être et la civilisation de la nation. »

De même, la nouvelle Constitution adoptée par la Diète le 22 juillet 1952 met en relief le rôle des conseils nationaux, instrument supplémentaire aux mains de l'Etat en vue de « mobiliser les masses », de les contrôler et de surveiller l'appareil bureaucratique par le moyen de la délation. En voici un extrait :

« Chapitre 5. — Organismes territoriaux du pouvoir d'Etat.

« Article 35. — Les conseils nationaux expriment la volonté du peuple laborieux, développent son initiative créatrice et stimulent l'activité nécessaire pour accroître les forces, le bien-être et la civilisation de la nation.

« Article 36. — Les conseils nationaux renforcent le lien entre le pouvoir de l'Etat et le peuple laborieux en faisant participer des masses de plus en plus larges de travailleurs à la gestion de l'Etat.

« Article 38. — Les conseils nationaux prennent constamment soin des besoins quotidiens et des intérêts de la population, combattent toutes manifestations d'arbitraire et du comportement bureaucratique à l'égard du citoyen, effectuent et développent le contrôle social sur l'activité des offices, entreprises, et institutions.

« Article 43. — Les conseils nationaux créent des commissions chargées d'activités particulières. Les commissions restent en constant contact avec la population, la mobilisent pour collaborer à la réalisation des tâches incombant au conseil ; elles effectuent, au nom de celui-ci, le contrôle social, prennent l'initiative au conseil et dans ses organismes. »

L'action du P.C. dans les Conseils nationaux

En pratique, les présidiums des conseils nationaux — qui en fait prennent toutes les décisions — sont devenus des marionnettes dans les mains des différents secrétaires de comités du P.C. Le fait est de notoriété publique. La presse le signale constamment. Cela se trouve également confirmé par Marian Rybicki, chef de cabinet du président et du Conseil d'Etat, c'est-à-dire par un homme placé au cœur de l'appareil de surveillance des conseils nationaux.

« Les comités du Parti commandent les conseils nationaux d'une façon administrative, écrit-il (5). Les formes et les méthodes employées jusqu'à présent par les comités du Parti pour diriger les conseils se sont bornées souvent à commander les présidiums de ces conseils d'une façon administrative, à en disposer à leur gré, voire

(5) Marian Rybicki, *Les conseils nationaux dans la lutte pour la réalisation des tâches actuelles à la campagne*, dans *Nowe Drogi*, (Les Nouvelles Voies), juillet-août 1951, pp. 43-69.

à y prendre la direction en passant par dessus l'autorité desdits présidioms. L'ingérence des secrétaires des comités du Parti, dans les affaires internes des présidioms, dans les communes et les districts, s'effectue parfois d'une manière préjudiciable au prestige du président du présidium et au conseil lui-même. »

« Pis encore. Il arrive quelquefois que les conseils sont traités par les comités du Parti avec dédain. On leur fait comprendre qu'ils ne sont capables de rien et que c'est le Parti qui doit faire leur besogne. De tels rapports entre le comité communal et le conseil national amènent un fléchissement dans le travail de ce dernier. »

A l'appui de ces affirmations Rybicki cite des exemples :

« Les comités du Parti, particulièrement ceux des échelons inférieurs, oublient trop souvent que dans les domaines de l'administration, de l'économie, de l'instruction et de la culture, les tâches sur le plan territorial incombent précisément aux conseils nationaux et ne peuvent pas être accomplies à côté de ceux-ci ou à leur place » (c'est l'auteur qui souligne).

Les conseils nationaux ne sont pas au complet

Rybicki constate que les conseils nationaux ne peuvent pas travailler collectivement car, dans un nombre de cas, ils ne sont pas au complet :

« La statistique de la composition des présidioms des conseils nationaux, effectuée par le Cabinet du Conseil d'Etat au 1^{er} avril 1951 indique qu'il existe un grand nombre de présidioms des conseils communaux, et notamment 255, (sur un nombre total de 2.956 communes, N.D.L.R.), composés uniquement de deux personnes, voire d'une seule personne ; et cela bien qu'une année se soit écoulée depuis la promulgation de la loi sur l'unification du pouvoir. De même, à l'échelon des districts et des voïévodies, il y a nombre de présidioms qui attendent pendant des mois que leur composition soit complète. »

« Il est du devoir des comités du Parti de s'intéresser directement à cette question et de venir en aide aux conseils nationaux dans la désignation des candidats aux postes vacants. Les présidioms incomplets ne peuvent pas accomplir pleinement leurs devoirs et parfois, comme le démontre l'expérience, ils constituent une dangereuse fiction qui fausse le véritable sens de la réforme du 20 mars 1950. »

Vieilles habitudes

« La désignation et l'élection de nouveaux présidioms des conseils nationaux, effectuées dans le pays tout entier sous la direction des comités du Parti, ont causé un sérieux renouvellement des organismes de direction de notre administration. Ce renouvellement s'est fait sans doute le plus sentir à l'échelon des voïévodies et à celui des districts. A l'échelon communal, compte tenu du manque de cadres formés, un grand nombre d'anciens maires de villages et secrétaires de mairies sont entrés dans les nouveaux présidioms. Ces hommes ont apporté avec eux les vieilles habitudes de travail... C'est pourquoi il est parfois difficile de voir une différence essentielle entre les méthodes de travail des présidioms actuels des conseils communaux et les anciennes directions communales. »

A propos de la bureaucratisation de ces présidioms et de leur façon de « commander » la population, le même Rybicki écrit, quelques mois plus tard, un autre article dans la revue *Nowe Drogi* (6). S'il y sonne l'alarme, c'est certainement

parce que la situation menace le régime de Varsovie de se trouver « isolé des masses », de perdre le contrôle minutieux sur celles-ci.

« Nul doute qu'une étroite liaison avec la base territoriale est une condition indispensable du bon travail des conseils nationaux. Aussi, le moyen essentiel pour maintenir la liaison avec les masses consiste dans l'examen minutieux des plaintes et des réclamations concrètes des citoyens, desquelles le présidium apprendra souvent mieux la véritable situation, les besoins et les maux de la population que par maints rapports ou comptes rendus des chefs des sections subordonnées. »

Les budgets

La centralisation du pouvoir poussée à l'extrême a pour corollaire la centralisation du budget. Ce phénomène a des conséquences profondes, dont l'analyse dépasserait le cadre de cette étude.

Nous nous bornerons uniquement à comparer le budget de l'Etat et celui des organismes territoriaux dans la Pologne d'avant-guerre et dans celle d'aujourd'hui (7).

Année	Recettes	Dépenses
	(en millions de zlotys)	
1937-38 :		
Budget de l'Etat	2.373,0	2.335,0
Budget des organismes autonomes territoriaux ..	694,0	691,7
dont		
budget des comm. rurales	107,8	107,1
budget des villes	449,2	447,5
budget des fédérations de districts	121,8	121,6
budget des fédérations de voïévodies	15,5	15,5
Budget autonome de la voïévodie de Haute-Silésie ..	78,1	78,1
Budget des organismes autonomes économiques :		
Chambre de l'Agriculture	10,1	10,5
Chambre de l'Industrie et du Commerce (a) ..	4,8	4,8
Chambre de l'Artisanat (a)	2,1	2,3
1951 :		
Budget global de l'Etat	55.971,8	51.891,4
Budget central	54.496,4	43.469,7
Budgets territoriaux (b)	1.475,4	8.421,7

(a) Pour l'année 1937.

(b) Les recettes propres, plus les subventions du budget central, 6.946,3 millions de zlotys.

Ainsi, avant la guerre, le budget de l'Etat et celui des organismes d'autonomie territoriale conjointement (sans compter les budgets des organismes économiques autonomes) s'élevaient à 3.145,1 millions de zlotys, pour les recettes, et 3.104,8 millions de zlotys, pour les dépenses.

Le budget des organismes territoriaux dépassait 24 % des sommes globales, côté recettes et côté dépenses.

Il en est tout différemment sous le régime communiste. Les recettes territoriales représentent à peine 2,6 %, les dépenses, grâce aux subventions, —16% du budget global.

(6) M. Rybicki, *Les conseils nationaux et les plaintes et les réclamations de la population. Nowe Drogi*, novembre-décembre 1951, pp. 97-112.

(7) Ce tableau a été dressé d'après le *Petit Annuaire Statistique*, 1938, Varsovie, Office central de Statistique, 1938, et d'après *Les Nouvelles Statistiques*, 1951, fasc. 7-8, Varsovie, Office central de Statistique, 1951.

Le communisme dans la Suède du Nord

LA Botnie septentrionale, si importante du point de vue industriel et stratégique, est, avec la région de Gothembourg, le principal bastion du communisme en Suède. Mais alors qu'à Gothembourg ce résultat est presque uniquement dû à l'intense activité syndicale des militants communistes locaux, en Botnie, il faut y ajouter l'intérêt tout particulier apporté par la direction du Parti communiste à pénétrer non seulement les syndicats, mais aussi les emplacements stratégiques (barrages, places fortifiées, chemins de fer, ports), des organismes de défense comme la « Hemvärnet » (sorte de Home Guard), et même des milieux fermés, comme par exemple, les populations de langue finnoise (32.000 personnes environ, dont toutes les associations, culturelles ou autres, sont aux mains des communistes). Le résultat de cette pénétration est que les cadres communistes sont maintenant fortement implantés dans toute la Botnie septentrionale, et que si le Parti, à chaque élection perd dans le pays une masse sans cesse croissante d'électeurs, ses positions dans cette région sont restées longtemps à peu près inchangées (1).

Organisation du Parti

Au début de 1950, lors d'une discrète réunion tenue à Gothembourg, le secrétaire du Parti communiste danois, Aksel Larsen, communiqua aux dirigeants communistes suédois un certain nombre de directives nouvelles visant principalement à accroître l'activité des cellules communistes. A la suite de cette réunion, le responsable à la propagande en Suède, Rodny Oehmans, ouvrit 25 écoles de cadres dans les principales villes du pays; ces écoles formèrent rapidement aux nouveaux principes un certain nombre de chefs de cellules qui furent ensuite répartis à travers toute la Suède. Telle est en gros la réorganisation des cellules après 1950.

Pour la Botnie septentrionale, c'est Axel Jansson, (dissimulé derrière un emploi de rédacteur au journal communiste de Lulea: *Norrskensflamman*) qui procéda à la réorganisation des cellules, assisté de Rolf Forslund (responsable du P.C. pour cette province), de J. Arthur Selin (journaliste à *Norrskensflamman*) et de Ingemar Svensson (dirigeant des jeunesses communistes locales).

On connaît les noms des principaux responsables qu'ils placèrent aux postes importants, et par là, on se rend compte de la signification que le Parti communiste donne à cette région. Ainsi, dans la province de Tornedalen (dont le centre est Overtornea), on trouve Hilding Sanden (qui est passé par l'école de Sirola en Finlande et a maintenant repris, au journal *Norrskensflamman*, le poste de l'espion Enbom), Ivar Strutz, John Henriksson (à Korpilombolo), Anders Leh-to (à Kuivankangas), les frères Arne et Albin Ylipaa (Pajala), Einok Heikkinen (l'un des fidèles de Sanden à Kuusiniemi), Clas August Juntti (dont la

résidence est à Torakankorva mais que son commerce fait sans cesse voyager non loin de la frontière finlandaise), Karl Brannare (à Seskarön, île située au sud de Haparanda, et qui est considérée comme l'une des zones les plus communistes de Suède).

A Kirouna, règne Allan Björck, d'autre part correspondant local de *Norrskensflamman*. Il a reçu sa formation à Moscou. Il est assisté de Bror Winje et d'Eino Risbo (organisateur de cellules dans les mines), de Georges Eriksson (spécialisé dans la pénétration des populations de langue finnoise), de Sven Bradefors et d'Eivor Lantto (qui s'occupent plus particulièrement de la jeunesse), d'Aili Risbo (qui forme des cellules dans les organisations féminines), de Dolve Bjorklund (personnel des restaurants), de Karin Gustafsson (« la rouge Karin », si connue à Kirouna), de Kurt Johansson (employés de commerce), de Frihijof Lombolo et de Karl Sandman (travailleurs communaux), etc... On trouve même avec Karl Stromback un spécialiste de la pénétration parmi la « Hemvärnet ».

A Malmberget, outre B. Joel Nordlander (cellules parmi les mineurs) Erik Jansson et Einar Bostrom (l'un de ces deux derniers est le responsable de toute l'activité à Malmberget), les communistes ont profondément pénétré les organismes de la défense avec Toivo Akerlund (« Hemvärnet »), et Cederberg (défense civile). Il y a aussi Alfons Sterner, jeune maître d'école actif, qu'on présente comme une future étoile du Parti.

A Jokkmokk, le responsable principal est Gösta Andersson, qui forme des cellules parmi les employés des chemins de fer. Il est en ce moment à la rédaction de *Norrskensflamman*. A Harspranget, c'est Carsten Thunborg (un « dur », dont nous reparlerons en étudiant les organisations de sabotage). A Boden, c'est Olof Brandstrom, et à Kalix, John A. Olsson, qui utilisait les services de J. A. Karlsson. On trouve aussi John Niemi et Edvard Nilsson.

Tous ces cadres sont nouveaux pour la plupart ils sont passés par des écoles en U.R.S.S. (40 d'entre eux ont suivi des cours à Moscou), en Finlande (Sirola), ou ont fait divers stages en Hongrie, Roumanie, Pologne et Allemagne orientale. Dans ce dernier pays, il semble que ce soit l'espion bien connu Ernest Wollweber qui ait organisé leur instruction.

Le journal « Norrskensflamman » de Lulea

Ce n'est pas le seul journal communiste de la région, et ni son tirage, ni sa qualité ne justifient l'importance qu'il a prise là-bas. C'est qu'en réalité il sert de couverture à des activités sur lesquelles le Parti communiste n'aime guère qu'on s'arrête.

Il existe, répartie dans toute la Botnie septentrionale, une organisation appelée « Les mille volontés fortes » (De Tusen Fasta Vilior), dont les mille membres versent par an au journal chacun 50 couronnes, soit en tout 50.000 couronnes. Le dirigeant de cette organisation, Axel Lofgren, est en même temps le responsable financier de *Norrskensflamman*; c'est un homme à la fois très discret et très agissant. Il avait bien pensé que tout lecteur honnête se poserait des questions du genre de celle-ci : « Comment un journal comme *Norrskensflamman*, dont les ressources annuelles (vente et annonces) sont de 100.000 à 150.000 couronnes, peut-il subsister avec tant de correspon-

(1) On note cependant un certain fléchissement depuis les récentes affaires d'espionnage Andersson et Enbom. Et, alors qu'aux élections syndicales du début de cette année, les échecs communistes pouvaient être attribués au vote des habituels abstentionnistes en faveur des sociaux-démocrates, lors des élections législatives de cet automne, le recul communiste a été très net : en Botnie septentrionale, le nombre des électeurs communistes est passé de 23.387 en 1948 à 19.027, ce qui leur a valu la perte d'un siège.

dants locaux, alors que déjà 100.000 couronnes sont chaque année versées en salaires aux seuls rédacteurs et employés de la rédaction centrale de Lulea ? » (Un quotidien voisin et assez semblable, l'*Haparandabladet*, n'utilise pour sa part que les services d'un rédacteur, d'une secrétaire bénévole et de quelques collaborateurs locaux). Là est l'artifice : Lofgren présente chaque année le bilan du journal avec 50.000 couronnes de déficit, et vers la même époque on peut voir sur toutes les places de travail les « mille volontés fortes » effectuer les heures supplémentaires correspondant aux 50 couronnes à verser. Nul ne s'avise, devant un tel dévouement, de poser d'indiscrètes questions, ni de critiquer la gestion financière du journal, qui peut conserver ses nombreux correspondants locaux.

Mais quels sont donc ces correspondants locaux, toujours en activité, toujours en déplacements, pourvus d'importants moyens financiers, mais dont on voit si peu les écrits dans les colonnes du journal ?

Ils ont nom Allan Bjorck, de Kirouna, la plupart du temps en « voyage de reportage », un appareil photographique en bandoulière. (Mais quand ses photos paraîtront-elles ?) ; Allan Borjck a fait deux séjours en U.R.S.S. dont un stage à l'école Lénine de Moscou. — Hilding Sarden, qui se faisait remarquer à Oevertornea par ses déplacements coûteux en taxi — Bjorcklund,, à Arvidsjaur — Carsten Thunborg, Gosta Andersson, Hilding Henriksson, à Malmberget, pour ne nommer que les principaux. Tous se déplacent sans cesse et témoignent de la plus fébrile activité. A la rédaction centrale de Lulea, on veut officiellement tout ignorer de ces déplacements, et lorsque l'espion Enbom fut pris et qu'il eût révélé le but de ses voyages, l'ancien rédacteur en chef, Helmer Persson, que l'on questionnait, répondit seulement que la direction du journal ne pouvait contrôler les voyages de ses correspondants.

La compromission de *Norrskensflamman* dans les récentes affaires d'espionnage est patente. On peut même dire que le journal en était la couverture. Sur les 7 premiers inculpés, 3 étaient des collaborateurs actifs. Mais déjà dans le passé, *Norrskensflamman* avait ce rôle. Lors de l'affaire Wollweber, l'espion Gothild Oegren, alors correspondant local du journal, fut convaincu d'avoir reçu ses ordres de la bouche même de Wollweber. Robert Samuelsson, qui versa vers la même époque de l'argent à Gustaf Ceder, l'agent principal de la « Ligue Wollweber » en Suède, était lui aussi employé au journal, en même temps que trésorier du Parti communiste pour la Botnie septentrionale. (Gustaf Ceder fut alors condamné à plusieurs années de prison mais Robert Samuelsson occupe toujours un poste dans le parti). Plus tard, en 1947, lors du célèbre voyage en Botnie des deux diplomates russes, Vasilij Konnov et Georgij Michajlov, voyage à la suite duquel tous deux furent expulsés pour avoir photographié des ouvrages militaires et emplacements stratégiques, c'est Enbom qui leur servit de guide. On sait maintenant que les deux russes n'étaient pas venus pour se renseigner eux-mêmes mais seulement pour contrôler des renseignements qui leur avaient été transmis par Enbom et autres. Et c'est parce que les deux diplomates furent satisfaits des services d'Enbom que celui-ci put quitter son emploi, prendre rang parmi les collaborateurs de *Norrskensflamman* et accroître, avec toutes les possibilités que ce poste lui donnait, ses activités d'espionnage.

L'homme qui pour ces dernières années a tenu en main tout cet appareil autour de *Norrskensflamman* semble être Axel Jansson, l'ancien secrétaire des Jeunesses Communistes en Suède

Il n'est cependant resté qu'un an (1949-1950) à la rédaction du journal, mais il passe pour être toujours le dirigeant de ces activités si peu journalistiques du quotidien communiste de Lulea.

Saboteurs

La Botnie septentrionale est comme on sait la principale région industrielle de la Suède. Elle comprend des mines de fer dont le minerai est très recherché, des centrales électriques abondantes et de grand rendement, ainsi que des usines diverses. Enfin, la route du fer (« Malmaban ») la traverse de Kirouna à Lulea. Qui-conque paralyserait cette région, chose relativement aisée, arrêterait pratiquement du même coup toute la vie industrielle de la Suède. Et plus que dans la volonté de conserver sa clientèle électorale ou même de transmettre à l'U.R.S.S. des renseignements militaires de portée somme toute limitée, c'est peut-être là qu'il faut trouver la véritable raison des efforts incessants du Parti communiste pour s'y enraciner toujours plus profondément. On va voir de quelle étrointe les communistes enserrèrent littéralement cette région.

Lorsque la Suède décida d'adhérer au Plan Marshall et reçut la tâche de produire du minerai de fer en faveur des autres états membres, le Parti communiste éprouva sur le champ une tactique nouvelle dans l'une des principales mines, celle de Malmberget : tous les mineurs dont la tâche demandait tant soit peu d'expérience quittèrent ensemble leur poste, et il fallut les remplacer par de nouveaux venus, inexpérimentés, ce qui ralentit sensiblement la production. Lorsque ceux-ci commencèrent d'être au courant de leur tâche, ils se retirèrent à leur tour, et l'opération recommença plusieurs fois de suite. La mainmise communiste sur les mineurs est, on le voit, de première force. On eut plus tard confirmation qu'il s'agissait bien là d'un acte de sabotage lorsque Uno Näslund, l'un des dirigeants communistes de Kirouna, oublia par mégarde son carnet de notes dans l'une des salles de la Maison du Peuple de Malmberget.

Un peu à l'écart du Parti, existe une organisation de sabotage minutieusement mise au point. Elle consiste en groupes de trois membres, de préférence célibataires. Ces groupes, tout en s'ignorant les uns les autres, sont reliés à deux ou trois chefs qui se tiennent absolument en dehors des activités communistes ordinaires, alors que les membres des groupes peuvent y prendre part. Ces derniers sont à peu près inactifs en tant que saboteurs et se tiennent uniquement prêts, si l'ordre vient, à intervenir à la place qui leur est confiée.

Arthur Karlsson est l'un des responsables de ces groupes; il a été récemment arrêté comme complice d'Enbom. Il survolait fréquemment le barrage de Suorva et se tenait ainsi au courant des travaux de protection et de défense qui y étaient faits. Des deux gardiens du barrage, le chef est E. Harnesk, communiste agressif et ami intime de Arthur Karlsson. On a eu la preuve que la destruction du barrage était préparée avec des mines sous-marines clandestinement fabriquées à Kirouna. Le barrage détruit, ce n'est pas seulement la paralysie de toute l'activité industrielle du nord et du centre de la Suède qui est réalisée, c'est aussi l'inondation de plusieurs usines et d'une grande partie du chemin de fer, ainsi que de nombreux quartiers de Boden et des installations portuaires de Lulea.

Le pilote qui conduisait Karlsson au-dessus du barrage s'appelle Ider. Il a déjà auparavant été compromis dans une affaire d'espionnage et de sabotage au cours de laquelle à l'aide de son

appareil privé, il avait survolé des régions interdites. C'est Carsten Thunborg (cousin de Folke Thunborg, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur) qui mit Ider et Karlsson en contact. Mais le propre fils de Gunnar Myrdahl ne prend-il pas part aux activités communistes à Gothembourg ?

Les communistes entrent en possession, non loin des barrages et digues visés, de grandes quantités de dynamite. Les détournements sont faciles et nombreux car chaque mineur en emploie environ 30 à 40 kg par jour. Les transferts se font généralement dans les gamelles du repas pris sur place. Dans la mine de Kirouna par exemple, 40 % des mineurs sont des communistes avoués. Comment peut-on contrôler chaque jour 2.500 gamelles ? Plusieurs mineurs ont cependant déjà été pris en flagrant délit.

A Gothembourg, le communiste et « partisan de la Paix » bien connu, Sture Källberg, écrit il y a quelques mois, au cours d'une discussion épistolaire, quelques phrases du genre de celle-ci : « Je suis communiste, et si ce pays entre en guerre, mon premier vœu est la défaite de mon propre gouvernement, de mon propre pays la Suède... » Le même état d'esprit règne dans le Nord. Dans l'île de Seskarö, la municipalité est communiste depuis 20 ans. A l'intérieur de la Maison commune, une grande banderole retient l'attention : « La victoire de l'Union Soviétique est notre Victoire ! » On voit qu'en fait de préparation au sabotage, celle qui reste à faire n'est pas psychologique mais uniquement matérielle et tactique.

... et partisans

Gunnar Hietala, responsable communiste dans le Tornedalen pendant la guerre, membre du « landsting » (assemblée provinciale), candidat à la députation, et qui a depuis quitté le parti, a fait d'importantes déclarations concernant cette nouvelle activité. Des groupes sont constitués, véritables « futurs maquisards » tenus en réserve, dont le but, en cas de guerre avec l'U.R.S.S., serait non seulement le sabotage, mais l'épuration d'éléments dits « réactionnaires » et surtout la guerre de partisans derrière les lignes de combat. Helmer Holmberg, l'actuel rédacteur en chef de *Norrskensflamman*, a rencontré l'été dernier plusieurs de ces chefs de partisans finlandais, dans une ville proche de la frontière. Il semble même que le dirigeant communiste local Helmer Persson ainsi que, auparavant, le député Hilding Hagberg, maintenant président du P.C. suédois, aient eu des contacts de cette sorte.

La police est du reste au courant de franchissements illégaux de la frontière finno-suédoise, franchissements qui ne seraient pas le fait des habituels contrebandiers de la région.

Infiltrations communistes

Au prix d'un patient et long effort, les communistes, malgré les différentes mesures qui ont été prises à leur encontre, ont réussi à placer leurs agents aux postes les plus favorables à un éventuel sabotage. En d'autres lieux, on a pu voir récemment la facilité avec laquelle ils entravent la production ; à la fabrication d'armes de Bofors par exemple, deux explosions sans cause apparente, et qui ne provoquèrent que des dégâts minimes, ont été un prétexte suffisant pour faire débrayer un certain nombre d'ouvriers et interrompre momentanément l'activité de l'usine.

Le syndicat des chemins de fer de Botnie septentrionale et occidentale (Västerbotten), grou-

pant 5.000 membres environ, a une direction à majorité social-démocrate ; les communistes ne sont guère dominants que dans les villes de Lulea, Notviken, Boden, Ljusa, Arvidsjaur, Murjek, Jokkmokk, Gällivare, Kirouna, Vassijaure et Abisko. Mais dans le nombre, se trouvent Lulea, Boden, Gällivare et Kirouna, c'est-à-dire les principales gares de la route du fer, qui va de Lulea à Narvik. Les communistes sont également maîtres des ateliers et des transformateurs. Les principaux responsables de la pénétration communiste dans les chemins de fer sont Sven Gabrielson, J. M. Lindmark et Hjalmar Kallenberg à Lulea, Gunnar Karlsson à Arvidsjaur, Gösta Andersson à Jokkmokk, Svante Pedersson à Gällivare et K. J. Pettersson à Kirouna.

Toute demande de main-d'œuvre à un endroit quelconque est immédiatement connue de la centrale communiste de Lulea, qui cherche rapidement (généralement dans le « réservoir communiste » qu'est la région de Tornedalen) les travailleurs les plus aptes aux postes à occuper. On fait ensuite jouer toutes les influences de l'appareil communiste, dont les sections syndicales locales ne sont pas la pièce la moins importante, pour faire nommer des communistes aux postes les plus particulièrement visés, et, en général, on y parvient. Si pour une raison quelconque, un communiste est évincé d'un de ces postes et déplacé, on le voit presque toujours quitter son nouvel emploi et, même au prix d'un salaire moindre ou d'un travail plus fastidieux, se rapprocher le plus possible de l'ancien et tenter de le reconquérir.

L'un des points les plus recherchés par les communistes, outre les communications (qui comprennent également les chauffeurs routiers, très noyautés) est la « Hemvärnet ». Non seulement ils ont alors libre accès aux endroits stratégiques, mais on les initie au sabotage des ponts, des chemins de fer, des barrages, etc... Initiation idéale pour les futurs saboteurs ! Ils s'exercent aussi au tir et peuvent garder armes et munitions chez eux.

On a vu qu'à Malmberget, c'est Toivo Akerlund qui est chargé de cette pénétration et à Kirouna, Karl Strömbäck, pendant que le communiste Abel Hedqvist est le principal dirigeant de la défense civile pour Kirouna. Dans la région de Kalix, qui comprend les principales défenses militaires du nord de la Suède, on compterait jusqu'à 50 communistes infiltrés dans la « Hemvärnet » (2).

L'armée de réserve est elle-même fortement noyauté, et on pensait récemment qu'en cas de mobilisation, 50 % de ses membres en Botnie septentrionale seraient communistes, dont certains avec le grade de capitaine.

Seuls les Lapons, dont la parfaite connaissance géographique de la région pourrait être une aide précieuse pour les communistes, ont efficacement résisté à la pénétration communiste.

La Suède n'est pas seulement une puissance militaire importante (son aviation était jusqu'à ces derniers temps la troisième du monde). Elle est le bastion de la défense scandinave. Sa seule présence a sans doute contribué à prévenir une mainmise russe totale sur la Finlande. C'est pourquoi beaucoup d'esprits suédois regrettent que les lenteurs administratives et surtout un formalisme démocratique excessif entravent la défense anticommuniste dont le Parlement, tout dernièrement encore, affirmait la nécessité et l'urgence.

(D'après *Vecko-Revy*).

(2) Une soigneuse épuration de la « Hemvärnet » a eu lieu depuis l'affaire Enbom, tout particulièrement en Suède du Nord.

Le rôle de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France

PLUSIEURS des dirigeants de l'Union de la Jeunesse républicaine de France (U.J.R.F.) viennent d'être inculpés et arrêtés pour participation à une entreprise de démoralisation de l'armée.

Il n'est donc pas inutile de dire avec précision ce qu'est l'U.J.R.F.

Cette association, constituée en 1945 et sise 9, rue Humblot (15^e), est la nouvelle forme, ne comportant plus dans son titre le mot « communiste », prise par les Jeunesses communistes.

Au Congrès qui enregistra cette transformation, Maurice Thorez déclara :

« Lénine disait, à la délégation du premier congrès des Jeunesses de Russie qui lui annonçait le changement de nom de la Fédération : « Ce qui importe, ce n'est pas le nom, mais le travail ; il faut être communiste en toute chose, dans toute sa vie, dans toute son activité. »

L'année dernière, Auguste Lecœur, secrétaire du Parti à l'organisation, rappelait en détail les principes, les méthodes et les buts de l'U.J.R.F. (1). Il reprenait une formule de Thorez pour indiquer que l'essentiel est « l'éducation des jeunes travailleurs dans l'esprit du marxisme-léninisme ». La « plus large indépendance » est laissée à l'U.J.R.F., mais seulement « dans le cadre des directives du Parti communiste quant à l'orientation et à l'éducation de la jeunesse. »

**

La direction centrale de l'U.J.R.F. est assurée comme suit :

Président d'honneur : Raymond Guyot, député de la Seine, membre du bureau politique du P. C. F. ;

Président : Léopold Figuières, membre suppléant du Comité central du P.C.F. ;

Secrétaire général : Guy Ducoloné, membre suppléant du Comité central du P.C.F. ;

Membres du bureau : Guy de Boisson, René Roy, Paul Laurent, Louis Baillot, et Jean Messer ;

Treasorier : Gilbert Pineau.

Le véritable dirigeant de l'U.J.R.F. reste Raymond Guyot, qui était déjà le chef des « Jeunesses communistes » et qui est en outre président des *Vaillants et Vaillantes*.

L'organisation dépend de la *Commission centrale de la jeunesse et de l'enfance*, commission du Comité central du P.C.F. dirigée par Raymond Guyot, Ducoloné, Figuières, Tollet et Merlot et dépendant du secrétariat à l'organisation d'Auguste Lecœur.

Guy Ducoloné est en outre membre du « Conseil national de la Paix » et membre du comité de rédaction de la *Revue de la jeune génération*.

Guy de Boisson appartient, lui aussi, au « Comité national de la Paix » et il est en outre vice-président de l'Union française des auberges de la jeunesse.

(1) Dans un article de *France nouvelle* du 24 novembre 1951, largement reproduit et commenté par le B.E.I.P.I., numéro 59 de janvier 1952.

En même temps que Guy Ducoloné, ont été arrêtés trois autres dirigeants des Jeunesses communistes : Paul Laurent, Louis Baillot et Jean Meunier.

On retiendra particulièrement que Louis Baillot est, lui aussi, un « polyvalent » de l'appareil communiste. Il est 1^o président du *Comité français de la jeunesse démocratique*, section française de la stalinienne *Fédération mondiale de la jeunesse démocratique* à laquelle l'U.J.R.F. est « adhérente » ; 2^o membre de la Commission permanente du Mouvement de la Paix ; 3^o directeur de la *Revue de la jeune génération*.

**

L'U.J.R.F., pour son action antimilitariste, est également sous le contrôle de la *Commission centrale militaire* (que dirigeant P. Villon, le « général » Malleret-Joinville et J. Gresa).

Cette action antimilitariste est menée par les *Amicales de conscrits* et *Amicales des jeunes classes* (2), qui font une propagande de masse auprès des conscrits et qui préparent l'organisation de cellules de soldats dans les unités militaires.

La constitution de cellules dans l'armée et la lutte contre le service militaire s'effectuent en liaison avec les F.T.P. communistes de l'hebdomadaire *France d'abord* et de l'*Association nationale des anciens combattants de la Résistance française*, qui sont aux mains de Pierre Villon.

Dans le cadre de la lutte contre le service militaire l'U.J.R.F. participe, par ses *Amicales des jeunes classes* au *Comité national d'action contre les 18 mois*, que préside Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T.

L'U.J.R.F. a pour organe régulier l'*Avant-Garde*, hebdomadaire et diverses publications ou feuilles à parution plus ou moins régulière : *Jeunesse du monde*, revue de la *Fédération mondiale* (stalinienne) de la jeunesse démocratique, qui rend compte des actions opérées sur le plan international ; le *Conscrit* et la *Casenne*, destinés aux conscrits et aux soldats ; *Jeunesse rurale*, mensuel ; *Clarté*, pour les étudiants communistes ; *Etudiants anticolonialistes*, qui dépend à la fois de l'U.J.R.F. et de la section coloniale du P.C. (3).

Grâce à son camouflage en organisation de masse qui dissimulait sa direction et sa nature étroitement stalinienne, l'U.J.R.F. avait atteint environ 300.000 adhérents en 1948. Elle est tombée à 150.000 en 1951 et à 80.000 en 1952.

(2) 10, rue de Châteaudun.

(3) Section dirigée par Arthaud, Fe'x, Mignot, Lattissier et Guillon.

RÉSERVE AUX MEMBRES
DE L'ASSOCIATION
CE BULLETIN N'EST PAS
VENDU

Qui est Maurice Thorez ?

La rentrée politique de Maurice Thorez attire de nouveau l'attention sur lui. Moscou compte sur son « prestige », c'est-à-dire sur la légende qui a été forgée autour de son nom, pour surmonter le malaise intérieur et les crises du Parti communiste français. Déjà, pendant son absence, l'appareil stalinien avait utilisé son nom, et les « œuvres » fabriquées sous sa signature, pour défendre l'unité et élever le niveau idéologique du Parti. Le B.E.I.P.I. a, en son temps, exposé les modalités de cette opération (voir numéros 58 et 62) qui a tenu une place importante dans l'activité communiste en 1951-1952.

A cette occasion avait été commencée ici une mise au point de l'histoire du P.C.F. Cette histoire a été systématiquement recomposée et truquée par le truchement du Fils du Peuple et des Œuvres de Maurice Thorez, bible imposée aux militants et même impérativement recommandée aux instituteurs communistes pour l'enseignement de l'histoire de France contemporaine dans les écoles. Par ses bas procédés, l'opération appartient au truquage publicitaire le plus grossier. Mais elle va bien au-delà. Elle est la pièce centrale d'une « bolchévisation » supplémentaire du Parti et des secteurs de la population française qu'il influence. Ce n'est point par hasard qu'un Bouvier-Ajam, entre autres, est chargé de présenter Thorez comme un exemple moral, un homme de science et un maître à penser, et il ne s'agit pas là seulement de servilité et d'adulation. Le Thorez de légende inventé par l'Agit-Prop est l'instrument de tout. Et, comme le proclamait récemment le Bureau politique (Humanité du 4 octobre), « avec Maurice Thorez, c'est l'attachement inconditionnel et indéfectible à l'Union Soviétique ».

Thorez n'est pas seulement l'instrument docile qui transmet les ordres du Kremlin. Sa fausse histoire, ses « Œuvres » fausses, sa fausse « scien-

ce », son « exemple » faux, sont le moyen d'une perversion méthodique de la conscience civique, politique et morale des malheureux dont l'appareil de propagande et d'« enseignement » du Parti façonne l'esprit par la répétition indéfinie des mêmes mensonges et la création de réflexes mentaux conditionnés. Contre cette entreprise, il est urgent d'éclairer l'histoire et les méthodes du P.C.F. et de révéler la personnalité et le passé réels de celui qui se trouve au centre du mensonge organisé.

**

Le B.E.I.P.I. (numéro 58) a déjà fait justice de la légende d'un Thorez « mineur ». D'après les précisions chronologiques données par Fils du Peuple, il n'est jamais descendu au fond de la mine, ou, dans la meilleure hypothèse, il n'y est descendu que pendant quelques semaines, au début de 1920.

Thorez n'est pas un ouvrier. Il a, très jeune, cessé définitivement de l'être : à vingt-trois ans, en 1923, il devient, selon sa propre expression, « un permanent du Parti, un révolutionnaire professionnel » (page 45).

Il n'a pas toujours été un stalinien d'une servilité sans défaillances. A une époque où il n'avait pas encore suffisamment compris les ressorts de la mécanique soviétique, en 1924, il fut trotskiste (voir B.E.I.P.I., numéros 25 et 58).

Ce « révolutionnaire professionnel » avait, très tôt, en 1929, donné la mesure de sa lâcheté par « le coup du placard d'Achères », où il fut arrêté par la faute de sa couardise (B.E.I.P.I., numéro 58).

Nous reprenons maintenant où nous l'avions laissée l'histoire de Maurice Thorez et du P.C.F.

DE même que Thorez a falsifié l'histoire de son arrestation en juin 1929 (voir B.E.I.P.I., n° 58, p. 16), il a truqué le récit de sa libération en 1930. Fils du Peuple, dernière édition, page 69, expose :

« Pour sortir de prison, il me fallut payer l'amende. Le groupe Barbé-Celor avait résolu de laisser en prison ceux qui risquaient de gêner ses desseins. Aussi avait-il décidé de ne pas payer mon amende. Je passai outre à leur décision. Je versai un acompte et fus relâché. Le Parti et l'Internationale me donnèrent raison. »

Le mensonge est triple :

1. — Le groupe Barbé-Celor (dont nous parlons plus loin) n'était pas ignoré de l'Internationale; il ne fut dissous qu'en 1931. A sa sortie de prison, Thorez ne lui fait aucun reproche, au contraire, il collabore étroitement avec lui pendant plus d'une année.

2. — La décision de ne pas payer l'amende était une décision de principe du P.C., décision permanente et s'appliquant à tous les cas. Cette décision avait un but exactement rappelé par Thorez, encore qu'il s'en attribue faussement l'initiative et le mérite (Fils du Peuple, page 59) : « rompre brutalement avec certaines habitudes « légalistes » et opportunistes alors courantes jusque chez les dirigeants du Parti ». Ce « légalisme » consistait notamment à accepter de payer les amendes.

Le champion du non-paiement de l'amende dans le cas de Thorez fut Johnny Berlioz, adulateur présent de Maurice Thorez et aujourd'hui encore membre du Comité central : il n'y avait donc en cette affaire aucune manœuvre contre la personne de Thorez.

3. — En payant personnellement son amende (ou plus exactement en consentant le versement d'un acompte), Thorez enseignait la discipline du P.C. ; ni le Parti ni l'Internationale ne lui donnèrent raison. Il fut au contraire blâmé par une résolution intérieure du Bureau politique.

« Fils du peuple » contredit par les « Œuvres »

Quel que soit le soin apporté à la « révision » des Œuvres de Thorez, on n'a pas songé à tout.

Thorez, à sa sortie de prison, fut obligé de reconnaître publiquement le bien-fondé de la position du « groupe Barbé-Celor », qui voulait obtenir la libération des communistes emprisonnés au moyen d'une action de masse de tout le Parti, et non par un versement individuel des amendes qui était une capitulation. Thorez passe sous silence le paiement de sa propre amende, confessé dans Fils du Peuple, et prétend qu'il doit lui aussi sa libération à la pression exercée par l'action de masse. Cela se trouve dans les Œuvres, livre deuxième, tome premier, page 36 :

« C'est l'action de masse, c'est la pression du prolétariat qui a fait sortir déjà de la prison quelques camarades inculpés... C'est ainsi qu'il faut comprendre ma propre libération... C'est l'action ouvrière qui m'a fait sortir de prison. »

La contradiction entre cette page 36 et la page 69 de *Fils du Peuple* a échappé aux censeurs et réviseurs mandatés par Moscou pour forger la « nouvelle » histoire du Parti. Il ne leur a pas été possible non plus de supprimer la collection de *l'Humanité*. Le numéro du 10 juin 1929, annonçant l'arrestation d'Achères survenue la veille, ne faisait aucune allusion à une trahison ou à un mouchardage. Celui du 15 mai 1930, racontant une réunion à la Grange-aux-Bellès, reproduit la question de Thorez : « pourquoi avons-nous été libérés ? » Parce que le Parti a vu juste, dit Thorez. Il ne dit pas : parce que j'ai commencé à payer mon amende.

Aveu et régularisation

Quelques mois plus tard, Thorez et le Parti furent contraints d'avouer. Les pouvoirs publics avaient menacé de remettre Thorez en prison s'il n'acquittait pas le reste de son amende. C'était révéler qu'il avait déjà payé un acompte.

C'est seulement en octobre 1930 que le Parti reconnaît qu'il y a eu paiement, et régularise après coup, il le faut bien, l'attitude de Thorez. *L'Humanité* du 7 octobre publie une déclaration du Bureau Politique comportant une tardive « décision » et couvrant Thorez par cette équivoque chronologique :

« Le Comité exécutif de l'I.C. et le B.P. du P.C.F. en confirmant la nécessité de refuser d'une façon générale le paiement des amendes, ont pris, toutefois la décision suivante :

« Dans les conditions d'une attaque considérable du gouvernement, de la police, etc... le Comité exécutif et le B.P. estiment que laisser un dirigeant en prison ou dans l'illégalité à cause d'une amende ne peut que servir les intérêts des ennemis de la classe ouvrière.

« Le Comité exécutif de l'I.C. et le B.P. ont décidé de faire libérer Maurice Thorez de la contrainte... Sur la base de cette décision, une partie de l'amende de Maurice Thorez a été payée. »

C'est de cette régularisation tardive et contrainte que Thorez se prévaut dans *Fils du Peuple* pour affirmer : « Le Parti et l'Internationale me donnèrent raison. »

La version post-fabriquée de la libération de Thorez apparut d'ailleurs assez tôt. Dès la fin de l'année 1931, il n'est plus question de la « nécessité », décrétée par l'Internationale, « de refuser d'une façon générale le paiement des amendes », à laquelle une dérogation tardive et rétroactive avait été consentie en faveur de Thorez. On commence à parler de raisons artificieuses qui auraient été « multipliées » par le « groupe » dans une intention perfide. C'est Marty qui l'assure dans *l'Humanité* du 19 décembre 1931 :

« Thorez emprisonné, il suffisait de verser quelques centaines de francs pour qu'il puisse reprendre son activité politique... Le groupe multiplia les raisons pour ne pas payer. »

L'épisode peut paraître mince. Il est d'une importance non négligeable par l'indication qu'il comporte. On y voit dans quelle complexité de mensonges calculés s'enfoncent les textes « officiels » de Thorez et du P.C.F. concernant son

histoire, même lorsqu'il ne s'agit que d'événements relativement simples.

Cette complexité des mensonges déroute les « réviseurs » des *Œuvres* eux-mêmes, qui ont laissé passer le texte révélateur cité plus haut.

Cela souligne à quelles difficultés se heurteront les historiens qui tenteront une monographie du mouvement communiste en France. Les sources communistes « authentiques » brouillent les pistes, dissimulent les faits d'une manière particulièrement « vicieuse ». On ne saurait trop attirer l'attention sur ce point.

Importance ancienne et actuelle du « groupe » : le cas Billoux

L'affaire tout entière du « groupe Barbé-Celor » en est un autre exemple, — mais beaucoup plus important.

La littérature officielle du P.C.F. continue à en parler périodiquement. Pourtant, c'est une « histoire ancienne » (1928-1931), qui ne signifie plus rien pour la masse soumise à l'influence communiste et n'évoque pas grand'chose pour les nouvelles couches de militants du Parti.

Mais cette affaire est toujours présente à l'esprit des dirigeants : presque tous y ont participé, et ce fut une étape décisive de leur « bolchévisation ». En cas de besoin, le Parti le leur rappelle, d'une manière qui reste énigmatique pour la masse, mais qui est fort claire pour eux.

On l'a vu, avec une évidence singulière, pour Billoux. Il fit partie du « groupe » de 1928 à 1931, et se donnait l'allure d'en être le « théoricien » (1). Lorsque Moscou dispersa les « groupistes », Billoux composa son auto-critique, c'est-à-dire l'avoué et le reniement écrits de son activité.

Or, treize ans plus tard, et alors qu'il était ministre, le Parti publiait la brochure *Des Français en qui ont peu avoir confiance*. Page 31, on y lit au sujet du rôle de Billoux dans les événements de 1931 :

« Fidèlement attaché à la politique de Maurice Thorez... François Billoux se dresse, comme dirigeant du Parti, contre les agents provocateurs Barbé et Celor. »

Ce texte indiquait en fait à Billoux que l'on n'avait pas oublié son appartenance au « groupe » et ses aveux écrits. Au moment où il était ministre dans un gouvernement « bourgeois » et donc, plus que tout autre militant ou dirigeant, sujet à des « erreurs », c'était la manière stalinienne de lui rappeler qu'il n'est et ne doit être qu'un instrument docile de l'appareil communiste. Telle est la raison pour laquelle le « groupe », de temps en temps, réapparaît mystérieusement dans les documents du Parti.

Comment un militant communiste actuel pourrait-il imaginer ce que fut le rôle réel de Billoux dans l'affaire ? Celui-ci se joint maintenant, selon les habitudes staliniennes, aux invectives contre son « groupe », il a pu écrire récemment (*Cahiers du Communisme*, décembre 1950, page 81) :

(1) Cf. notamment, après la liquidation du « groupe », l'article de Ferrat dans les *Cahiers du bolchévisme*, 15 novembre 1931, page 1.070 : « Il y a quelques mois, l'un des membres du groupe, le camarade Billoux rédigeait une brochure sur « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchévique du Parti. » Nous avons sous les yeux le manuscrit de cette brochure. Elle peut être considérée à juste titre comme la plate-forme politique du « groupe ».

« Le groupe Barbé-Celor profita de l'emprisonnement ou de la clandestinité de la plupart des dirigeants pour s'emparer de la direction du Parti ; il appliqua une politique sectaire de sabotage et de trahison, Barbé et Celor devant se révéler comme des policiers et, par la suite, des hitlériens. »

Mais, dans l'*Humanité* du 2 novembre 1931 (page 2), Billoux s'exprimait assez différemment :

« Un groupe dont j'étais membre a fait beaucoup de mal au Parti ces derniers temps ; il s'agit du « groupe de la jeunesse ». Constitué en fait depuis 1923 dans la lutte contre la politique opportuniste des directions du Parti d'alors, ce groupe en tant que dirigeant la Jeunesse communiste a aidé beaucoup à l'épuration du Parti et à sa formation. La faute des camarades appartenant à ce groupe n'en est que plus grave. »

Que fut le « groupe » ?

Naissance du « groupe Barbé-Celor »

Les liens de camaraderie personnelle entre certains « groupistes » remontaient peut-être, comme le disait Billoux, à 1923. Mais c'est à partir de 1928 que devient sensible l'action politique de ce « groupe » formé à partir des Jeunesses communistes ; elle avait pour but de noyauter la direction du P.C.F. : Bureau politique, secrétariat, comité central et directions régionales.

L'opération avait été ordonnée par Manouïlski, secrétaire du Komintern. Depuis 1920 en effet, le Komintern surveillait attentivement la formation des cadres des Jeunesses communistes, avec l'idée d'y puiser le plus tôt possible une nouvelle génération de dirigeants. La direction du Parti avait été assumée en 1920 par d'anciens socialistes (Cachin, Frossard, etc.) ayant adhéré à la III^e Internationale. Plusieurs d'entre eux occupaient encore en 1928 des postes de commande ; ils étaient jugés à Moscou trop « opportunistes », « parlementaires » et « bourgeois », et insuffisamment dociles à l'égard du Kremlin. En outre, le Komintern se méfiait de la tendance Cachin-Doriot-Renaud Jean qui avait regimbé contre l'application de la tactique « classe contre classe » et qui avait manifesté plus ou moins ouvertement une préférence pour différentes formes d'entente électorale avec les socialistes.

Manouïlski veut concentrer et régénérer la direction du P.C.F., et exercer une « vigilance politique » renforcée à l'égard des dirigeants jugés peu sûrs. Avec Henri Barbé (qui, au printemps 1928, est à Moscou comme délégué du P.C.F.), il trace le plan d'action du « groupe », qui aura pour tâche de former un noyau dirigeant recruté parmi les cadres des Jeunesses communistes.

Au cours de l'été 1928, Barbé est « élu » membre de l'Exécutif. Il est le n° 1 du Parti dans l'Internationale. Il le devient aussi à l'intérieur du Parti.

Semard conserve le titre de secrétaire général jusqu'au VI^e Congrès du P.C.F., tenu à Saint-Denis du 31 mars au 7 avril 1929. Les indications rendues publiques sur la modification des organes directeurs resteront discrètes. L'*Humanité* du 8 avril parle de l'« *élection d'une nouvelle direction, plus solide et dotée de forces neuves* » ; elle reproduit la déclaration de Semard selon laquelle le Comité central élu par le Congrès désignera son Bureau politique. Puis, dans l'*Humanité* du 21 avril, un article de Thorez annonce en termes diplomatiques mais nets la suppression du secrétariat général et son remplacement par un secrétariat collectif :

« Dès sa première session, le Comité central a désigné son Bureau politique... Le Comité cen-

tral a élu un secrétariat politique responsable collectivement, chacun des secrétaires du Parti ayant en outre la direction d'une branche déterminée de l'activité du Parti. C'est ainsi que notre camarade Semard s'est vu confier la direction de notre Région parisienne. »

L'*Humanité* ne dit rien d'autre sur ce Comité central : aucun compte rendu, aucune date de réunion, plusieurs de ses membres étant « *illégaux* » en raison de condamnations antérieures et de mandats d'arrêt lancés contre eux. C'est notamment le cas de Barbé, qui mène une existence clandestine depuis 1927 et partage son temps entre Paris et Moscou. Les noms des secrétaires ne seront pas non plus publiés, pour des raisons de sécurité. Le secrétariat collectif comprend principalement Henri Barbé (orientation politique générale et relations avec le Komintern), Pierre Celor (direction de l'appareil), Benoit Frachon (questions syndicales) et Maurice Thorez (propagande et organisation).

Même après cette suppression du secrétariat général, on voit encore le titre de « *secrétaire général* » donné à Semard par l'*Humanité* du 24 avril 1929 (page 6, colonne 1), et encore un an plus tard par celle du 28 juin 1930 (page 1). Il s'agit évidemment d'inadvertances, dues à ce que les rédacteurs subalternes de l'*Humanité* eux-mêmes n'étaient pas toujours très exactement fixés sur la hiérarchie formelle du Parti.

Plus tard, le Parti prolongera volontairement la durée du secrétariat général de Semard et le fera s'achever en 1930 ou en 1931, afin de « *supprimer* » la période intermédiaire entre Semard et Thorez, et les conditions troubles dans lesquelles Thorez accède à la direction du Parti. La biographie de Semard publiée par l'*Humanité* du 7 juillet 1952 affirme qu'il devint secrétaire général en juillet 1924 et le resta sept ans (2). Mais l'article de Thorez, dans l'*Humanité* du 21 avril 1929, ne laisse subsister aucun doute : à cette date, Semard n'est plus secrétaire général du Parti.

Le « *groupe* » a donc la direction effective du Parti au plus tard à partir d'avril 1929. Le Komintern l'approuve d'autant plus qu'il l'a suscité et qu'il le dirige ; il ne ménage pas les appuis officiels et publics à la nouvelle orientation politique. La résolution du secrétariat politique de l'Internationale communiste, publiée dans les *Cahiers du bolchevisme* de décembre 1929 (pages 914 et suivantes) déclare :

« *Au cours des derniers mois la direction du P.C.F. a eu une ligne politique juste et elle a fait preuve d'une volonté ferme pour surmonter les difficultés extérieures, et pour vaincre les résistances intestines.* »

La même résolution indiquait néanmoins (page 916) :

« *La période actuelle commande au Parti d'opérer un tournant dans sa politique et son travail de recrutement. Il ne faut pas s'attendre que les ouvriers viennent spontanément, etc.* »

C'est ce « *tournant* », opéré en 1930, que *Fils du Peuple*, les *Œuvres* et les historographes du

(2) C'est-à-dire jusqu'en juillet 1931, ce qui est en contradiction avec l'affirmation de Thorez, d'ailleurs chronologiquement et formellement fautive (*Fils du Peuple*, p. 70) : « *En juillet 1930, le Comité central me confiait les fonctions de secrétaire général du Parti.* » Ulérieurement, nous reviendrons en détail sur la question controversée de la date de l'accession de Thorez au secrétariat général.

P.C.F. (3) mettent au crédit de Thorez : celui-ci en aurait pris l'initiative, il aurait « démasqué » le groupe et imposé contre lui un redressement du Parti. En réalité, le « tournant » fut ordonné par Moscou au « groupe » et réalisé par le « groupe » en collaboration étroite avec Thorez.

Le « groupe » et le « tournant » de 1930

Le tournant fut annoncé, au printemps 1930, par une lettre du Bureau politique, et mis en œuvre par le Comité central des 17 et 18 juillet 1930. Il s'agissait surtout de donner à la propagande un ton moins sectaire et plus compréhensif. Ce qui nous intéresse ici est la composition des organismes directeurs et les rapports de Thorez avec le « groupe » : ils ne se combattent point, ils collaborent.

L'Humanité du 24 juillet 1930 commente le compte rendu du Comité central sous le titre : « Tournant décisif. Pour un tournant dans la réalisation de la politique du Parti ». Celor présente le rapport « sur le bilan de l'activité du Bureau politique depuis sept mois ». Le rapport de Thorez « propose au nom du Bureau politique, certaines modifications dans l'organisation de la direction du Parti... Le Bureau politique est lourd et lent à agir : sa composition doit être réduite, ce qui n'implique aucun désaccord politique avec les membres dont il se séparera. Le secrétariat sera transformé, avec un seul camarade politiquement responsable, et techniquement renforcé. »

Le 26 juillet, *l'Humanité* rend compte du discours de clôture pour la première journée prononcé par Barbé (la seconde journée fut consacrée aux questions syndicales) : « Il y a un tournant décisif à réaliser, non pas dans un changement de notre politique, de notre stratégie ou de notre tactique, mais dans leur application pratique et convaincue. Il ne faut pas avoir peur d'employer ce mot de « tournant ». Et le compte rendu ajoute qu'« à l'unanimité le Comité central chargea son Bureau politique de mettre au point une résolution basée sur les rapports de Celor et de Thorez. »

Un nouveau Comité central se tient du 26 au 28 octobre 1930. C'est dans les comptes rendus de *l'Humanité* (à partir du 1^{er} novembre) qu'apparaissent les premières précisions sur la composition nouvelle des organismes directeurs. Dans le numéro du 2 novembre (page 2, colonne 4) est reproduite une conférence de Thorez aux secrétaires régionaux, faisant le bilan du Comité central :

« Le tournant, c'est aussi la réorganisation de la direction..... »

« Le Bureau politique a été réduit en vue d'un travail plus rationnel. Mais personne n'a été éliminé pour des raisons politiques. Voici d'ailleurs la liste de ses membres : Barbé, Semard, Frachon, Cachin, Doriot, Monmousseau, Thorez. »

« Au secrétariat : Maurice Thorez. »

« Lozeray, membre du C.C., s'occupe des questions administratives et financières » (4).

(3) Notamment le crypto-communiste Walter dans son *Histoire du P.C.F.* qui mélange volontairement pour les porter toutes deux au crédit de Thorez, deux opérations distinctes : le « tournant » réalisé par le « groupe » en 1930, et la campagne de liquidation du groupe après juillet 1931.

(4) Ce texte de Thorez n'est pas reproduit dans les *Œuvres*, à cause des indications trop précises qu'il donne sur la direction du Parti en novembre 1930.

Celor n'appartient plus au Bureau politique (on voit, par *l'Humanité* du 3 novembre, qu'il est chargé de la direction de la région parisienne). Mais il y sera rappelé ultérieurement, puisque la résolution du Comité central du 4 décembre 1931, publiée dans *l'Humanité* du 27 décembre, prononcera son exclusion du Bureau politique.

Barbé, toujours dans l'illégalité, n'assistait pas, pour des raisons de sécurité, à la Conférence des secrétaires régionaux ; Thorez le mentionne amicalement (*Humanité* du 4 novembre 1930, page 5) : « Thorez salue les membres de la Direction qui, comme Barbé, ne sont pas en mesure d'assister aux débats ».

Thorez n'a aucune hostilité contre le « groupe » pendant le « tournant », parce que le « groupe » est encore soutenu par Moscou.

Thorez porte-parole du « groupe »

En fait, à partir de l'automne 1930, la direction du Parti s'est concentrée entre les mains de Barbé et de Thorez. Barbé, toujours clandestin, est installé dans la région parisienne ; Thorez travaille en contact étroit avec lui, il est en quelque sorte son porte-parole légal, comme il le reconnaît dans un texte qui n'a été évidemment pas été recueilli dans les *Œuvres*, mais dont il est facile de désigner la place : il aurait dû figurer à la page 179 du livre deuxième (tome premier) : à cette page se termine avant la fin la reproduction du discours prononcé par Thorez à la Conférence nationale des 28 février et 1^{er} mars 1931. L'indication de la source est la suivante :

« Extrait de la brochure : *Discours de Thorez et Frachon à la Conférence nationale des 28 février et 1^{er} mars 1931*, suivis de la résolution. Editions du secrétariat du Parti communiste ».

On trouve dans la brochure la phrase finale du discours de Thorez, qui a été « coupée » dans les *Œuvres* : la voici :

« Je dois saluer, au nom de la Conférence, le camarade Henri Barbé, que la répression empêche d'être parmi nous, mais, qui a lui-même présenté le rapport que nous venons de faire, devant le Comité central du Parti. »

Non seulement Thorez « saluait » le camarade Barbé, mais il présentait le rapport établi par celui-ci ; il déclarait n'être que le porte-parole du camarade que la répression empêchait de parler en public.

Thorez connaissait l'action du « groupe »

Un autre texte, du moins, a échappé aux « réviseurs » des *Œuvres*. Il se trouve à la page 207 du même volume, et il est daté de mai 1931 (discours prononcé au XI^e Plenum de l'Internationale). Thorez parle des « faiblesses » des Jeunesses communistes. Il les prend à son compte et les explique ainsi :

« Nous avons pompé à l'excès dans notre organisation des Jeunesses communistes pour y puiser nos cadres, depuis notre Bureau politique jusqu'aux directions de nos rayons et cellules. Sans doute les conditions historiques, la nécessité d'appeler plus rapidement les militants des Jeunesses aux postes les plus responsables de notre Parti, l'exigeaient-elles. »

Donc, Thorez savait : la promotion des cadres des Jeunesses communistes aux postes dirigeants du Parti, organisée par le « groupe » sur l'ordre

du Komintern, n'était pas une opération réalisée à son insu. Il en était. Il disait : nous avons. Il le disait encore deux mois avant la mise en accusation et la liquidation du « groupe ».

La liquidation du « groupe »

Au milieu de l'année 1931, le Komintern se débarrasse brusquement du « groupe ». Les raisons profondes de cette volte-face (commandée par une modification de la politique extérieure des Soviëts) sont hors de notre propos actuel. Ce qui importe ici, c'est que les raisons alléguées à l'époque, et aujourd'hui dans *Fils du Peuple*, sont fausses : le « groupe », on l'a vu, n'était ignoré ni de Thorez, ni du Komintern qui en avait fait pendant deux ans son instrument de direction du Parti.

La liquidation fut ordonnée à l'amiable. Devant le Bureau politique, en juillet 1931, un des membres du « groupe » Raymond Guyot, fut chargé de jouer le rôle de « dénonciateur », comme si c'était une découverte (5). Aucun « groupiste » ne fut exclu du Parti, sauf Celor, quinze mois plus tard (*Humanité* du 8 octobre 1932). Barbé fut rétrogradé pour la forme et remis dans le rang : il ne quittera le P.C. que trois ans plus tard, pour d'autres motifs, Lozeray et Billoux furent publiquement blâmés (*Humanité* du 27 décembre 1931). Si certains membres du « groupe » ne revinrent pas ultérieurement à des postes dirigeants, ce fut pour des raisons personnelles. Billoux et Guyot, qui avaient été « groupistes », n'en furent pas gênés dans leur carrière à l'intérieur du Parti ; ni Thorez.

Les membres du « groupe », à l'exception du seul Celor bouc émissaire, n'avaient pas encore été promus au rang d'« agents provocateurs » et de « policiers ». Jacques Duclos pouvait écrire dans l'*Humanité* du 13 octobre 1932 :

« Prenons par exemple le camarade Barbé, dirigeant du groupe... Il est clair que ce camarade, qui s'est particulièrement trompé, a su montrer depuis, par son travail et par son attitude juste, en reconnaissant l'étendue de ses fautes et en commençant à les corriger, qu'il était un militant honnête, méritant la confiance du Parti. »

Lorsque Barbé est emprisonné à la fin de 1932, le Parti prend sa défense et « exige sa libération immédiate » (*Humanité* des 19 novembre, 5 décembre, 26 décembre 1932).

Dans sa très stalinienne *Histoire du P.C.F.*, le crypto-communiste Walter, qui raconte l'affaire du « groupe » selon l'actuelle « vérité » officielle, reconnaît néanmoins (pages 228-229) :

« L'Exécutif (de l'Internationale) ne voulut pas sévir avec trop de rigueur. Il se rendait compte

(5) L'affaire ne fut clairement exposée qu'en décembre, par Marty, « chargé de l'enquête ». Il fit son « enquête » surtout à Moscou. L'*Humanité* du 27 novembre annonçait son retour d'U.R.S.S., quelques jours avant le Comité central du 2 au 5 décembre où il déclara (*Humanité* du 22 décembre) : « C'est peu de temps avant le Comité central d'août que le Bureau politique, avec l'aide (sic) de l'Internationale communiste, est parvenu à découvrir le groupe.. Même lorsque fut découvert le groupe, ses dirigeants persistèrent à nier... Seul, le camarade Guyot a aidé le Parti et l'Internationale à découvrir et à démasquer le groupe... Ferrat avait rompu avec le groupe en 1930, sans toutefois le dénoncer clairement et explicitement.. ». La légende commençait.

que l'exécution massive des « groupistes » aurait réduit le parti français à l'état squelettique. »

C'est un aveu : à peu près tous les dirigeants du P.C.F. avaient fait partie du « groupe » ou collaboré consciemment avec lui, et n'auraient d'ailleurs pas pu faire autrement, parce que le « groupe » était bien une organisation suscitée et contrôlée par Moscou.

Importance de l'affaire du « groupe » dans l'histoire du P.C.F.

L'affaire du « groupe » constitua pour les dirigeants français du P.C. une leçon et un avertissement décisifs. Il devenait clair :

1. — Que rien ne pouvait se faire dans le Parti sans l'approbation de Moscou.
2. — Que le Bureau politique français n'était qu'un organe de transmission et que le Parti « bolchévisé » devait être avant tout un instrument docile du Kremlin.
3. — Que les intérêts propres du mouvement ouvrier français étaient sans importance aux yeux du Komintern et devaient céder le pas aux intérêts d'Etat de la Russie soviétique.
4. — Que tous les « conseils » du « camarade » Staline et de ses représentants devaient être suivis d'une obéissance immédiate et sans discussion (6).

L'équipe qui, avec Thorez, prend en mains la direction du Parti après juillet 1931, est constituée de ceux qui, par l'affaire du « groupe », ont mieux compris et définitivement accepté ces quatre conditions, et l'ont prouvé par leur attitude. A part deux défections (celle de Doriot en 1934 et celle de Gitton en 1939), c'est cette même équipe qui a gardé jusqu'à maintenant la direction du P.C. « bolchévisé ».

Les dirigeants français ne sont plus dès lors que des fonctionnaires staliniens. Ils savent parfaitement qu'une simple décision du Kremlin peut les rejeter dans le néant, les discréditer ou les liquider, et qu'ils ne sont rien par eux-mêmes. Il faudra l'extraordinaire réussite de Tito pour estomper un peu cette leçon essentielle dans l'esprit d'un Marty et de quelques autres : c'est pour cela surtout que le « titisme » est traité par Moscou comme un ennemi mortel.

Ce n'est point Thorez qui a « forgé un véritable parti stalinien », c'est l'affaire du groupe conduite par le Komintern. Thorez n'en fut ni l'initiateur, ni l'acteur, ni même l'instrument (les instruments furent Guyot et Marty) ; il en fut simplement le bénéficiaire. Et c'est cette « bolchévisation » opérée décisivement en juillet 1931 qui a permis à Moscou d'effectuer, avec des pertes minimes dans les cadres du Parti, des tournants aussi scabreux et aussi contradictoires que ceux de 1935 (pacte franco-soviétique et « patriotisme »), de 1939 (pacte germano-soviétique et retour à l'antipatriotisme), de 1941 (retour au militarisme chauvin avec, en 1944, renonciation à la prise révolutionnaire du pouvoir) et de 1947

(6) Ces fameux « conseils » dont Thorez vient de déclarer à Moscou, au XIX^e Congrès du Parti bolchévik (*Humanité* du 11 octobre 1952) : « Les conseils du camarade Staline ont contribué dans une mesure décisive, à la formation du Parti communiste français. »

(retour à l'anti-impérialisme et à l'antimilitarisme).

Il est donc extrêmement important pour les staliniens d'effacer de l'histoire les circonstances réelles et la signification authentique de l'affaire du « groupe ». Ils ont forgé un récit truqué dès la fin de 1931 ; mais surtout, depuis lors, ils ont modifié la chronologie afin de brouiller les pistes et de dissimuler les points de repère aux

esprits indiscrets. Ils ont changé la date de l'accession de Maurice Thorez au secrétariat général ; en la fixant à « juin 1930 », ils ont voulu faire disparaître les traces de la collaboration de Thorez avec le « groupe » de juin 1930 à juillet 1931, et confondre le *journal* opéré par Thorez-Barbé en 1930 avec la campagne anti-groupe du second semestre 1931. Cette falsification fera l'objet d'un prochain article.

Memento de la « guerre froide »

M. Beuve-Méry fulmine et n'a pas fini de fulminer. Mais fulminer n'est pas répondre. Et où fulmine-t-il ? Cette fois, tristement, dans le gai *Canard*, après avoir drôlement crié : « A l'assassin ! » dans son triste *Monde*. Jusqu'à présent, M. Beuve-Méry n'a été assassiné qu'à coups de citations. Aucune comparaison possible avec les milliers d'assassinats trop réels commis par ses amis communistes.

M. Beuve-Méry se met à couvert derrière un colonel, un général et Mme G. Bidault. Si tu t'imagines... Après la drôle de guerre, on a vu de drôles de colonels et de drôles de généraux : il s'en trouve même, chose incroyable, dans le Parti communiste. Quelle idée de prétendre en imposer *a priori* avec de tels répondants ? Tout dépend donc, de la qualité du colonel et du général... Ceux-ci sont récusés d'avance s'ils sont capables de justifier les agissements interlopes qui mènent d'Uriage par Allevard jusqu'au *Monde* et au faux « rapport Fechteler ».

Quant à Mme G. Bidault, on doute fort qu'elle sache gré à M. Beuve-Méry d'attirer ainsi l'attention sur des temps (et des lieux) si fertiles en miracles.

Malgré les « moyens à peu près illimités » dont nous disposons, d'après M. Beuve-Méry, un bulletin bi-mensuel comme celui-ci ne saurait, dans sa quatrième année, avoir accompli la tâche qu'il s'assigne. Les exigences de nos rubriques laissent peu de place à notre « guerre froide ». Il n'a été loisible de traiter que le *Monde* selon ses mérites, sans épuiser le sujet, certes, et que d'échantillonner sur le reste. Un memento n'est qu'un memento. Mais la « guerre froide » continue et, pour qu'elle ne soit pas à sens unique, nous continuerons de prêcher d'exemple.

En attendant, M. Beuve-Méry se défile et ne répond pas aux vraies questions posées par les cent commentaires faits à son sujet ici-même et par la brochure : « *Le Monde*, auxiliaire du communisme ». Il se livre à des diversions pitoyables dans le *Canard* mais sur aucun point il ne se risque à une contestation sérieuse ou à un démenti.

Où ou non, le télégramme Sablier prouve-t-il que le *Monde* tripataillie les textes et se livre à des « manipulations qui sont criminelles » au regard de « l'intérêt national » (M. Sablier *dixit*) ?

Où ou non, le parti communiste, « brigade de choc » de l'impérialisme stalinien, s'est-il publiquement félicité de la publication d'articles signés Sirius ? Le *Monde* n'a-t-il pas sciemment escamoté ce compliment compromettant de M. Fajon dans son compte-rendu ?

Où ou non, le *Monde* travaille-t-il au désarmement moral, intellectuel et matériel de la France devant un ennemi implacable, sous prétexte que « l'heure slave a sonné à l'horloge de l'histoire » ? N'a-t-il pas eu le front d'accuser ceux qui « s'en

inquiéteront » de faire « le jeu de l'Allemagne », alors qu'il fait le jeu de Staline ? (De même qu'il a l'audace maintenant de les dénoncer comme « dévoués à Hitler » ?)

Où ou non, le *Monde* trompe-t-il systématiquement le public en justifiant les régimes totalitaires, en louant les oppresseurs de la Russie et de la Chine, en félicitant Staline et Mao Tsé Toung, voire leur valet M. Thorez ?

Où ou non, le *Monde* fait-il constamment de la publicité pour d'ignobles publications communistes ? A-t-il mis en circulation le faux Fechteler dont mille journaux communistes ou communistes font état depuis pour discréditer l'Amérique ?

Où ou non, la *Pravda* tire-t-elle parti des campagnes du *Monde* ? La presse asservie de Varsovie, de Prague, de Budapest, de Bucarest, cite-t-elle le *Monde* à jet continu pour en prendre avantage ?

Etc., etc. Le public tant soit peu averti voit clairement, en partie avec notre aide, que M. Beuve-Méry use d'artifices misérables et fuligineux pour masquer son désarroi et esquiver tant de questions clairement formulées, motivées, solidement documentées. Les auxiliaires de la « brigade de choc » de Staline en France ne seront pas quittes à aussi bon compte.

**

Quelques notes et observations rapides sous la présente rubrique ne tiennent pas lieu d'étude sur le 19^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. (voir numéros 73 et 74 du *B.E.I.P.I.*). Cependant, il ne sera pas inutile de les compléter, en attendant des aperçus analytiques comme celui de notre avant-dernier Bulletin sur « Le nouveau plan quinquennal soviétique ».

Le congrès n'a ménagé aucune surprise. Il s'est déroulé comme les quatre précédents selon un plan bien établi d'avance, bien ordonné, bien réglé. Les rapporteurs ont lu ou récité leurs leçons bien apprises, et les orateurs de même. L'unanimité de rigueur atteste la perfection d'un long dressage réalisé sous la terreur. La mise en scène n'a rien comporté de révélateur. Tout cela confirme ce qui a été dit ici-même.

Le congrès a entériné les mesures d'organisation intérieure décidées au préalable et « proposées » à son agrément. Le Comité central s'est augmenté d'un certain nombre de membres, le Politburo aussi tout en prenant le nom plus pompeux de Praesidium. Depuis 1918, les organes directeurs centraux n'ont cessé de grossir, à des étapes et dans des mesures diverses, et naturellement de voir s'amenuiser leur influence (sur les choses essentielles). Corrélativement, le Secrétariat accaparait de plus en plus de pouvoirs. La fusion du Secrétariat et de l'Orgburo, qui vient de s'accomplir formellement, n'est que la

consécration d'un état de fait. La dictature du Secrétariat a de moins en moins besoin de sauver les apparences.

Mais le Secrétariat lui-même, en s'élargissant de son côté pour atteindre cette fois dix membres, assume beaucoup trop de fonctions administratives et autres pour exercer le vrai pouvoir suprême, qu'à son tour il « délègue » à une autorité numériquement plus restreinte, en vertu d'une règle non-formulée, d'une loi non-écrite. Cette autorité au-dessus de toutes les autres, et dont nul compte rendu ne fait mention, ce pouvoir occulte et supérieur qui a le dernier mot sur les problèmes de vie ou de mort, et dont il n'est question nulle part, c'est le secrétariat dans le Secrétariat, c'est le secrétariat de Staline. Autrement dit, Staline et ses secrétaires.

Il n'y a rien de changé, que des mots, dans le parti unique de l'U.R.S.S., qui n'est pas un parti, après le dernier congrès, qui n'a pas été un congrès. Les nouveaux statuts valent autant que les anciens, c'est-à-dire pas grand-chose. Le Politburo, -vidé de ses capacités politiques après le massacre de ses principaux membres, n'acquerra évidemment pas de prestige supplémentaire en s'appelant Praesidium et en s'adjoignant des gens du calibre d'un Kuusinen (pour ne nommer que le seul « nouveau » qui soit connu au dehors). La mise à la retraite d'un Andréiev, l'élévation d'un Andrianov, d'un Aristov, de quelques autres, sont de la routine gouvernementale sur le plan totalitaire. Si ces mutations recèlent quelque signification politique, celle-ci ne sera décelée que plus tard, à travers l'observation des faits, et non maintenant par l'interprétation de paroles trompeuses.

Il reste que les maîtres-fourbes et maîtres-chanteurs du Kremlin ont réussi leur tapageuse opération publicitaire avec le concours bénévole de tout l'Occident bon public empressé de « marcher » au doigt et à l'œil de Staline. Quand les initiatives de Moscou seront accueillies au dehors avec le sang-froid et le mutisme ou la sobriété verbale qui devraient être de règle, toutes choses se ramèneront à de plus justes proportions, à leur vraie mesure, et le monde respirera plus à l'aise.

*
**

N.B. — La liste des membres du nouveau Comité central confirme la disparition de S. Losovski et de D. Manouilski dans on ne sait quelles oubliettes, fait que le B.E.I.P.I. avait noté dès son numéro 56 (16 novembre 1951).

De même est confirmé l'avancement de Souslov et de Ponomarenko, que nous faisons prévoir: tous deux sont au Praesidium (ex-Politburo) et au Secrétariat. Poskrebychev est admis au Comité central.

Il n'y a, de tout cela, aucune déduction d'orientation politique à tirer. La rétrogradation de Kossyguine, ci-devant membre du Politburo qui descend au rang de suppléant du Praesidium, paraît insolite mais on ne dispose pas d'éléments d'appréciation pour l'interpréter. De tels cas peuvent ne refléter que des dissensions personnelles ou des considérations de hiérarchie bureaucratique impénétrables aux profanes, — et au surplus dépourvues d'intérêt.

Staline a offert au Kremlin un banquet à ses sous-ordres étrangers pour les impressionner et il y a réussi, paraît-il, car un certain Garaudy, cité dans le *Monde* du 17 octobre, rapporte que pendant le repas, « violonistes en habit et cantatrices en longues robes de satin et de tulle exécutent des morceaux... etc. ». Les parvenus du terrorisme se comportent bien en parvenus, à la grande admiration des Picasso et des Sartre.

**

Les staliniens ont choisi M. Claude Bourdet pour donner le premier coup de clairon sonnante la retraite sur des positions préparées à l'avance. Devant l'entrée en action du Parquet militaire, le Parti communiste a fait mine d'abandonner, ou d'oublier, ses consignes publiques de sabotage du matériel militaire. Il se replie sur une anodine « opinion » concernant la politique française en Indochine. Pour amorcer cette manœuvre défensive, il fallait un Bourdet.

La déclaration de M. Bourdet dans l'*Humanité* du 14 octobre a lancé la diversion que les journaux ouvertement ou honteusement staliniens n'ont cessé de développer les jours suivants : « Arrestations fantaisistes qui rappellent les lettres de cachet et qui frapperont demain... tous ceux qui demandent la fin de la guerre d'Indochine ».

M. Bourdet sait ce qu'il fait. M. Mauriac, qui « l'aime » dans le *Figaro* du 21 octobre, aperçoit là un « coup de pouce ». Donner un coup de pouce à la vérité, cela s'appelle mentir. M. Mauriac, au contraire, se porte garant de la « conscience ombrageuse » de M. Bourdet, jointe à un « parti-pris passionné », et il lui signale avec indulgence qu'il a « confondu deux cas infiniment éloignés l'un de l'autre », ce qui est plaider les circonstances atténuantes en faisant passer M. Bourdet pour un sympathique imbécile. C'est une thèse : ce n'est pas la nôtre.

M. Bourdet sert consciemment le Parti de Moscou. Il n'ignore pas que les sieurs Le Léap, Duclos, Billoux, Marty, Guyot, etc., ne sont pas inquiétés pour avoir « demandé la fin de la guerre » mais pour avoir fait cause commune avec l'ennemi. Les lecteurs curieux de vérifications précises retrouveront en tête des n° 70 et 71 du B. E. I. P. I. un recensement, forcément incomplet mais déjà suffisant, des appels au sabotage « concret » du matériel militaire et à la fraternisation avec l'ennemi par lesquels les sieurs en question ont attiré sur eux l'attention du Parquet militaire. Ils y retrouveront aussi le « message » daté du 3 mars et publié dans l'*Humanité* du 6, où Duclos félicitait Ho Chi Minh du massacre des soldats français et l'assurait de sa « solidarité agissante ».

M. Bourdet se flatte d'être menacé, lui aussi, d'arrestation. Mais précisément ce M. Bourdet n'a pas été arrêté. Son opinion sur la guerre d'Indochine n'est pas en cause ; ni celle de ses amis. Ils peuvent opiner en toute tranquillité. S'ils n'avaient jamais fait qu'opiner, les communistes n'auraient eu à subir d'autre sanction que celle du mépris public.

Avec quelques autres de la même farine, avec MM. Domenach, Sartre, etc., M. Bourdet trouve avantageux de se faire passer pour martyr en puissance et d'assurer, la main sur le cœur : « Nous avons dit la même chose que le Parti communiste ». Ces intellectuels se vantent. Ils n'en ont eu ni l'occasion ni le triste courage. Ils jouent aux chefs de bandes, alors qu'ils n'ont jamais eu de bandes et ne feront jamais figure de chefs. Leurs lecteurs ordinaires n'ont pas accès au matériel militaire et sont d'ailleurs bien incapables de lui faire grand mal. Et MM. Sartre, Domenach et Bourdet seraient fort en peine de leur expliquer comment s'y prendre. Ces saboteurs aux mains blanches n'ont jamais saboté que du papier noir.

De la même manière que M. Bourdet marche au martyre, M. Sartre joue les timides, et ses débuts dans le rôle de l'intimidé ont été publiés par l'*Humanité* (17 octobre), qui en est vraiment réduite à faire flèche de tout bois : « Si l'on peut arrêter impunément un communiste parce qu'il a manifesté qu'il était contre la guerre d'Indo-

chine, on intimidera (sic) ceux qui, dans toutes les classes de la société, sont contre cette guerre. » Le service qu'attend le Parti communiste de ces amis de rencontre comme des habitués staliniens honteux est, une fois de plus, de brouiller les cartes. Les lieutenants de Staline en France ne sont pas contre la guerre d'Indochine mais pour la victoire d'Ho Chi Minh, et ils y travaillent. Ce travail n'a que de lointains rapports avec l'« opinion » librement exprimée, malheureusement sans fondement, qui n'a conduit et ne conduira jamais personne en prison, selon laquelle la fin de la guerre d'Indochine dépendrait de nous.

Mais enfin, l'insistance de MM. Bourdet, Sartre et Domenach réussira peut-être, s'ils y tiennent, à se faire prendre en considération. Ils ont eu l'intention de dire la même chose que le Parti communiste ? Voyons un peu. Il faudrait préciser. S'ils veulent absolument se solidariser avec les sieurs Le Léap, Duclos, etc., qu'ils choisissent leur rubrique et qu'ils s'y inscrivent selon leur cœur : fraternisation avec l'ennemi ? lutte « concrète » contre les fabrications d'armements ? action concertée de soutien du Viet-Minh ?

Il est encore temps. Le timide Sartre peut écrire à Ho Chi Minh et nous en aviser par le canal des *Temps modernes*. L'aspirant au martyr Bourdet garde la possibilité de convier ses lecteurs de *l'Observateur* à jeter nos munitions à la mer. Rien n'empêche le charitable Domenach d'associer *Esprit* à la campagne communiste pour le refus du sang aux blessés français d'Indochine.

Ainsi, leur solidarité avec les chefs communistes commencerait à prendre consistance. Et ils garderaient même une chance sérieuse d'échapper malgré tout aux sévérités du Parquet militaire, car ni eux ni leurs lecteurs ou disciples n'ont jamais été soupçonnés de pouvoir intervenir « concrètement » contre n'importe quelle armée, fût-elle française. Leur rôle naturel se limite aux diversions verbales et à l'empoisonnement du climat intellectuel. Ils s'y montrent actifs : mais il suffit de démasquer leurs fallacieuses fanfaronnades pour les empêcher de nuire. C'est pourquoi, malhabiles à devenir gibier de potence, ils sont gibier sur mesure du présent « Memento ».

**

M. Bourdet a pu être choisi pour lancer cette diversion parce qu'il avait récemment fait le dégoûté à l'égard des communistes ; simagrée destinée à donner plus de poids, auprès des intellectuellement faibles, au renfort qu'il leur fournit. N'importe, on notera ces aveux de circonstance (*Observateur* du 25 septembre) :

« Il eût fallu que le P.C.F. ait, dès 1939, ou au plus tard dès 1940, la lucidité et le courage de distinguer sa politique de celle de l'U.R.S.S... »

(et que les tchékistes qui le contrôlent soient devenus, sans doute, des théoriciens de la liberté de conscience).

« On sait qu'il n'en fut rien. Et l'attitude du P.C.F. jusqu'au printemps 1941 lui imposa un handicap politique qu'il ne rattrapa jamais. »

Un nouveau Front national avec les communistes ? M. Bourdet fait la grimace :

« Un tel rassemblement serait possible immédiatement si les communistes, n'alignaient plus strictement leur politique sur celle de Moscou... Qu'est-ce que ces tournants absurdes dont ils (les ouvriers) se plaignent, sinon la traduction, dans

la politique française, des besoins lointains et changeants de l'U.R.S.S. ? »

M. Bourdet en reste là. Il continue, le bon apôtre, à appeler de ses vœux (cette fois dans le *Monde* du 16 octobre) « un parti moins dépendant du Kremlin », comme si cette dépendance était trop et qu'un peu moins fût satisfaisant ; et comme s'il était au pouvoir de quelqu'un en France de faire varier cette dépendance. Les intellectuellement faibles attendent ainsi, ou font croire qu'ils attendent, ou veulent nous convaincre qu'il faudrait attendre cette bienheureuse variation. Tout serait suspendu à une « décision » des chefs du Parti communiste, qui marquerait, nous dit-on, une grande date dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Comme s'il dépendait d'un instrument créé, organisé et utilisé comme tel de cesser d'être un instrument. C'est en somme ce qu'a répondu à M. Bourdet le théoricien le plus distingué que le parti des tchékistes ait trouvé pour lui donner la répartition : Vous nous demandez de n'être plus communistes, lui a notifié le secrétaire Auguste Lecœur.

Au vrai, M. Bourdet ne demande rien. Il tient un rôle où il faut parfois faire semblant de jeter du lest mais sans jamais cesser de parler du « combat pour la paix mené par l'U.R.S.S. » (même article de *l'Observateur*). Il feint de considérer les communistes comme des « amis » de la Russie et de leur donner des conseils, dans le numéro du *Monde* cité, pour « mieux servir à la fois les intérêts français et ceux de l'Union Soviétique ». M. Bourdet n'a en vue que ce mieux et son intention est pieuse.

Mais pourquoi donc a-t-il, au même endroit, fait cette critique trop exacte de l'état d'esprit qui règne dans les sphères dirigeantes des organisations communistes en France :

« Les millions... disséminés à travers la presse et les organisations professionnelles n'ont servi qu'à former des équipes de « béni-oui-oui ». »

Le trait est exact. Il faudrait seulement, dirait-on, mentionner des milliards plutôt que des millions.

Mais non. M. Bourdet ne parlait pas de ce qu'on aurait pu croire. Il parlait des millions de dollars que trois points de suspension avaient un instant supprimés dans la citation.

Sur les milliards de roubles, et sur les « béni-oui-oui » de l'appareil stalinien et des organisations parallèles, il ne se permettra jamais d'écrire de ce ton-là. Il respecte trop les tchékistes régulièrement appointés. Et cela achève de le juger.

**

La *Revue parlementaire* d'octobre se porte garante de l'« impartialité » de M. Bouvier-Ajam. Tant pis pour elle.

Avec une révérence comique, elle salue l'« évolution » de l'auteur qui l'a « rapproché des théories marxistes » et elle prétend qu'« il en résume les raisons et les phases ».

On demande où et comment M. Bouvier-Ajam donne les raisons, non de la soi-disant évolution, mais de la mutation sans phases qui l'a placé sous la dépendance de l'appareil stalinien. L'unique raison figure dans notre précédent « Memento » : directeur de *l'Institut d'études corporatives et sociales* de 1940 à 1944 (où son corporatisme passait de sympathies réactionnaires à des affinités socialisantes selon qu'il s'agissait de plaire à Alibert ou à Déat), chargé de mission de M. Déat en Allemagne, M. Bouvier-Ajam a préféré devenir le prisonnier du Parti communiste plutôt que celui des cachots de l'épuration.

La *Revue parlementaire*, qui n'a aperçu aucune des erreurs matérielles du soi-disant « Traité d'économie politique », ni aucune des platitudes de l'auteur à l'égard d'« hommes de science » tels que Staline et Thorez, assure que M. Bouvier-Ajam « demeure un esprit indépendant et combien personnel ». Une revue qui se voulait sérieuse n'aura, pour se discréditer, qu'à multiplier les jugements et les notes de lecture de cette qualité.



Que *Liberté de l'esprit* permette à M. Debu-Bridel d'étaler ses idées sur treize de ses colonnes, cela ne nous intéresse guère. Mais il est regrettable, ennuyeux qu'une revue où les études excellentes sont fréquentes, laisse passer des balivernes peu innocentes concernant le passé et le présent de l'action communiste.

M. Debu-Bridel, au chapitre du communisme, s'est fait connaître par certaines « erreurs ». Faut de les avoir rétractées, il aurait pu du moins les oublier, et nous les aurions oubliées aussi. Quand il récidive, il nous les remet fâcheusement en mémoire.

Rédacteur en chef, par une grâce obscure, de la feuille crypto-communiste *Front National*, M. Debu-Bridel, y avait publié le 30 novembre 1944 un panégyrique de Maurice Thorez qui mérite de figurer à côté des plus représentatifs du genre, signés Bouvier-Ajam chez Plon ou André Fontaine dans le *Monde* :

« Nos amis communistes participent au gouvernement... »

(il s'agit donc bien des chefs communistes, et non pas des malheureux militants)

... comme ils ont participé de façon si particulièrement efficace à la lutte contre l'oppressur boche. Il était impossible de laisser loin de France l'homme en qui ils mettent leur confiance. La question est résolue. Nous nous en félicitons.

Mais, m'objecteront certains lecteurs, Maurice Thorez a déserté en 1939.

Sans hésiter, nous disons : Non !

M. Thorez, soldat des armées de la République,

a répondu à son ordre de mobilisation. Et c'est à un mandat d'amener lancé contre l'homme politique et non le soldat qu'il s'est soustrait (1). C'est à la prison de M. Daladier qu'il s'est refusé et non au régiment. »

M. Debu-Bridel, plutôt que de désavouer ce mauvais portrait, recommence dans un registre à peine différent : « Il n'est pas indifférent que les chefs communistes, rompant avec le mythe de la lutte des classes... aient donné (en 1941-1944) aux ouvriers français l'exemple de l'union au sein du *Front national* ». M. Debu-Bridel n'oubliera jamais le bon exemple que donnèrent les communistes ; il le recevait dévotement, en même temps qu'il opérait « la découverte de la puissance de l'U.R.S.S., si sottement minimisée par notre pays » : c'était en effet le moment où, comme dit le R.P. Braun, qui a vu ces événements (2), l'Armée rouge aux pieds agiles venait de gagner son marathon militaire, et où Staline implorait les secours anglo-américains...

Le malheureux Debu-Bridel assure encore que les « mots d'ordre patriotiques » des communistes et leur « adhésion » (tardive) au gaullisme pendant la guerre « furent autant de désaveux de l'orthodoxie marxiste... qui ont et continuent à (sic) porter leurs fruits ». L'orthodoxie marxiste ayant été depuis longtemps remplacée dans le Parti par la discipline tchékiste de l'appareil stalinien, il n'y eut évidemment ni désaveux ni fruits d'aucune sorte. M. Debu-Bridel en vient à suggérer en note que « ce climat de fraternité nationale doit bien correspondre au vœu réel des ouvriers, puisque, en 1952, le P.C. inquiet tente de relancer un *Front national uni* ». Ce « puisque » en dit long : le vœu réel des ouvriers français est l'origine habituelle des décisions du Parti, n'est-ce pas ?

Les foucades de plume de M. Debu-Bridel sont fréquentes. Mais que ces pauvres élucubrations soient imprimées dans l'article éditorial de *Liberté de l'esprit* (octobre), on doit le déplorer, et le dire.

(1) Ce prétendu mandat d'amener n'a jamais existé avant la désertion de Thorez (B.E.I.P.I.).

(2) B.E.I.P.I., n° 75, d'octobre 1952.

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

ROUMANIE

Après les prochaines élections la Roumanie sera juridiquement un protectorat de l'U.R.S.S.

Le 30 novembre, les citoyens de la République Populaire Roumaine, iront aux urnes pour élire les représentants de la Grande Assemblée Nationale. Ce sont les troisièmes élections législatives qui se déroulent en Roumanie depuis l'occupation du pays par les armées soviétiques. Les pre-

mières eurent lieu le 19 novembre 1946 et peuvent être considérées comme la seule application sur le terrain du point 4 de la déclaration de Yalta concernant « la politique à suivre dans les régions libérées. »

Par cette déclaration l'U.R.S.S., les Etats-Unis

et la Grande-Bretagne s'engageaient à « faciliter, là où se serait nécessaire, l'organisation des élections. »

A la conférence de Moscou de décembre 1945, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères des grandes puissances alliées, décidait de résoudre la crise de Roumanie (dont le gouvernement installé par Vychinski le 5 mars 1945, n'était reconnu comme « représentant largement tous les éléments démocratiques » — déclaration de Yalta — que par l'Union Soviétique) « par des élections libres et sans entraves ».

L'application de cette décision, devait être surveillée par une commission composée de MM. Averell Harriman et Sir Archibald Clark Kerr, respectivement Ambassadeurs des Etats-Unis et de Grande-Bretagne à Moscou et de M. Vychinski. La tâche des représentants de Trois Grands était de créer les conditions nécessaires pour les élections démocratiques. A cette fin, le gouvernement de Bucarest, présidé par Pierre Groza, dut coopérer deux membres de l'opposition et élaborer, avec leur aide une loi électorale.

Une lecture attentive de cette loi était suffisante pour qu'on se rendit compte qu'il ne dépendait que de la décision du Politbureau du Parti communiste de fixer le pourcentage avec lequel il désirait gagner les élections. Le dépouillement des urnes devait être fait par des hommes de confiance ou des fonctionnaires nommés par le ministre de la Justice, le communiste, épuré depuis, Lucrèce Patrascanu. Les procès-verbaux que ceux-ci dressaient restaient secrets. Ils ne devaient être communiqués qu'au ministre de l'Intérieur. Les délégués de l'opposition avaient le droit d'assister au vote, mais pas à l'opération du dépouillement.

A vrai dire, les élections n'offraient d'autre intérêt pour les communistes que de leur permettre de prendre la mesure exacte de leur impopularité.

En apparence, tout se passa de la manière la plus démocratique. Des procès-verbaux établis par les hommes de confiance du gouvernement, il ressortait que l'opposition avait recueilli 80 % des suffrages exprimés, dont 60 % s'étaient portés sur la liste du Parti Paysan de Maniu. C'était un sondage de l'opinion publique sur une échelle non encore atteinte par aucun Institut Gallup. Après un dépouillement scrupuleux, toutes les additions revues, le Ministère de l'Intérieur proclama officiellement le triomphe des communistes qui auraient obtenu 80 % des votes. De son côté le Ministère de la Justice accorda une amnistie pour tous les faux commis avant et pendant les élections.

Les secondes élections législatives eurent lieu le 28 septembre 1948, après l'adoption par le Parlement de la première Constitution de type stalinien. Dans son rapport fait le 23 septembre dernier, M. Gheorghiu Dej, le Président du Conseil des Ministres, déclarait que cette Constitution « forgée dans les premiers mois qui ont suivi la proclamation de la République Populaire Roumaine, correspondait à une étape où le processus révolutionnaire de transformation de notre pays n'était qu'en germe où à peine à ses débuts ». En ce qui concerne la nouvelle Constitution, le même orateur ajoutait : « Le peuple travailleur, le vrai, l'authentique maître du pays, a vu dans le projet de Constitution l'image de sa vie nouvelle, de ses conquêtes historiques, de ses plus hautes aspirations. C'est à juste titre qu'il a appelé la nouvelle Constitution, la Constitution de la construction du socialisme et de l'édification du bonheur et du bien-être de ceux qui travaillent. » Le but avoué de cette nouvelle étape

est l'« élimination des derniers éléments capitalistes ».

Parmi ceux-ci, il fallait compter aussi le petit nombre des députés représentant la classe bourgeoise, les dissidents des Partis de l'opposition — qui faisaient partie de l'Assemblée Nationale — dont la dissolution a été décidée le 23 septembre. Aux prochaines élections n'auront droit à se présenter, comme l'annonce M. Gheorghiu Dej, que les « authentiques représentants du peuple travailleur ».

La Roumanie est ainsi le premier Etat satellite qui inaugurera officiellement le 30 novembre l'ère de la construction socialiste dont le début en U.R.S.S. remonte à 1929. Mais, en dehors de cette transformation de la structure intérieure du pays, la nouvelle Constitution est rédigée de manière à faire perdre à la Roumanie non seulement *de facto*, mais aussi *de jure* son indépendance nationale.

En effet le premier alinéa du chapitre introductif de cette Constitution proclame que « la République Populaire Roumaine a pris naissance à la suite de la victoire historique remportée par l'Union Soviétique sur le fascisme allemand, et de la libération de la Roumanie par la glorieuse armée soviétique, libération qui a permis au peuple travailleur ayant à sa tête la classe ouvrière dirigée par le Parti communiste, de renverser la dictature fasciste d'Antonesco, d'écraser le pouvoir des classes exploiteuses et de constituer l'Etat de la démocratie populaire qui correspond intégralement aux intérêts et aux aspirations des masses populaires roumaines. Cette victoire historique a pu ainsi couronner la lutte séculaire menée par le travailleur roumain pour la liberté et l'indépendance nationale. »

Par conséquent, l'Etat de la République Populaire ne se considère pas comme le successeur de l'Etat Roumain mais comme un Etat non seulement libéré mais encore devenu indépendant à la faveur de la victoire soviétique. En ce qui concerne cette indépendance, l'alinéa suivant du chapitre introductif est révélateur : « La création et le renforcement de l'Etat de la Démocratie Populaire, l'amitié et l'alliance avec la grande Union Soviétique, son appui et son aide désintéressée et fraternelle, assurent l'indépendance et la souveraineté de l'Etat, le développement et l'épanouissement de la République Populaire Roumaine ».

Ainsi, contrairement à toutes les constitutions nationales, la souveraineté et l'indépendance de la République Populaire Roumaine n'est pas assurée par sa propre souveraineté et par sa propre force, mais par un Etat étranger. Un tel statut est considéré par le droit des gens comme un statut de protectorat. D'ailleurs, fait sans précédent dans la législation publique moderne, le nouveau projet de Constitution prévoit que « la politique extérieure de la République Populaire Roumaine est une politique d'amitié et d'alliance avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, et avec les pays de Démocratie Populaire ». Il ressort de ce texte que la Roumanie ne perd pas seulement son indépendance, mais, ce qui d'ailleurs est logique, la possibilité d'avoir une politique étrangère autonome.

Selon les déclarations de M. Gheorghiu Dej, dix millions de Roumains auraient discuté et approuvé la nouvelle Constitution lorsque celle-ci n'était qu'un projet, fait qui a transformé ces débats « en un véritable referendum populaire ». Le nouveau statut international de la Roumanie aurait donc reçu déjà une confirmation plébiscitaire provisoire. Les élections du 30 novembre auront pour but d'apporter à ce statut une confirmation définitive.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Incompatibilité du communisme et de la morale chrétienne

Le *Rude Pravo*, organe central du Parti communiste tchécoslovaque, a publié le 2 septembre sous le titre : « *Les ennemis de la République* », un article qui met clairement à nu l'incompatibilité foncière entre la morale du communisme et les enseignements les moins contestés de la morale chrétienne.

« *Jiska Klapal et ses amies de Velké Mezirice* (il s'agit de petites filles qui vont encore à l'école, N.D.A.R.) ont été en proie à de graves conflits spirituels. Elles ont entendu parler des massacres commis par les agresseurs américains en Corée. Elles ont vu les photographies des bombes américaines remplies d'insectes infectés, et, de toute leur âme, elles ont condamné les assassins américains. Mais quand elles ont appris, au catéchisme, le « Tu ne tueras point » et le « Tu aimeras tes ennemis », elles ont été torturées par les questions qui se posaient à elles. Le pionnier Joseph Micka a levé la main et a demandé : « Est-ce que nous devons aimer même les fascistes américains qui assassinent les enfants coréens ? » L'abbé Marsalek, qui donnait la leçon, a répondu que l'Eglise ordonnait d'aimer même les ennemis. Mais les enfants n'en ont pas été d'accord.

« Entre Marsalek et la jeunesse scolaire, l'hostilité était née. Il exposait le programme d'instruction religieuse de telle façon que les enfants

ont vite compris qu'il haïssait la République. Il n'était pas de sujet qui ne donnât à Marsalek l'occasion de distiller un peu de poison pour empoisonner l'esprit des enfants. Il a dressé les enfants contre les décisions du Parti et du gouvernement. Il leur enseignait qu'au cas où la guerre éclaterait, il fallait combattre le gouvernement de la République. Il traitait sans respect ceux qui sont le plus cher au peuple... L'action subversive de l'abbé Marsalek pendant ses cours d'instruction religieuse a atteint un tel degré qu'il s'est retrouvé au banc des accusés. »

Le procureur Svejda a conclu son réquisitoire en déclarant que « les travailleurs ne doivent pas admettre que leurs enfants, le trésor le plus précieux pour l'avenir de notre République, soient empoisonnés par des hommes comme Marsalek et ses semblables sous le couvert de l'instruction religieuse. »

L'abbé Marsalek a été condamné à 15 ans de prison.

On remarquera que les accusations restent vagues, sauf sur un point : l'enseignement du « Tu ne tueras point » et de l'amour dû aux ennemis. Ce que condamne le régime communiste, ce n'est donc pas une propagande politique faite sous le couvert de l'enseignement religieux, mais l'enseignement religieux lui-même.

Ce que donnent les Russes et ce qu'ils prennent

« Nos ennemis nous posent souvent cette question : que nous donne l'Union Soviétique ? Que nous apporte l'amitié et l'alliance avec l'U.R.S.S. ? Nous savons mieux que n'importe qui, camarades, ce que nous recevons de l'U.R.S.S. Ce qu'elle nous apporte, c'est son amitié. Ce qu'elle nous donne généreusement, c'est toute son expérience, c'est la manière de construire le socialisme, d'arriver à une meilleure productivité du travail... »

C'est ainsi que s'exprimait récemment M. Zapotocky, président du Conseil tchécoslovaque, dans un discours qu'a reproduit le *Rude Pravo* du 28 septembre 1952.

A la vérité, toujours selon le même discours, il arrive que les Soviétiques fassent à la Tchécoslovaquie des présents plus substantiels :

« Les machines combinées soviétiques nous ont rendu de très appréciables services durant la moisson cette année. Mais il est certain que leur rendement ne serait pas ce qu'il a été si nous n'avions pas reçu en même temps qu'elles des instructeurs soviétiques. »

M. Zapotocky ne doit pas ignorer que les techniciens et les spécialistes tchèques n'ont rien à envier de ceux de l'U.R.S.S., tout au contraire. Il sait aussi que depuis longtemps on connaissait en Tchécoslovaquie des machines de ce genre, même si elles étaient de marque américaine, et qu'on avait donc nullement besoin de spécia-

listes et d'instructeurs russes pour les faire marcher. Si ceux-ci sont venus, c'est pour de toutes autres raisons.

Mais que sont ces 536 machines combinées importées de l'U.R.S.S. (le nombre est donné par M. Zapotocky lui-même dans un autre passage de son discours) auprès de ce que la Tchécoslovaquie donne aux Russes... ou qu'elle leur laisse prendre, avec la complicité du gouvernement que préside M. Zapotocky, et du Parti communiste tchécoslovaque.

Tous les prétextes sont bons pour stimuler l'effort d'exportation vers l'Est. Ces derniers temps, c'est le XIX^e congrès de l'U.R.S.S. qui a servi de thème.

D'après le *Rude Pravo*, les ouvriers de l'usine Mez à Zidenice-Brno ont, en son honneur, « avancé d'une semaine les livraisons d'électromoteurs à l'U.R.S.S. » (2-9-52).

« Les ateliers de montage de Kralovo Pole vont accélérer les livraisons pour l'U.R.S.S., en l'honneur du XIX^e Congrès du P.C. (b) », (1-9-52).

« Les travailleurs des laminoirs de Chomutou de Gustave Klément, ont rempli à 130 % durant le premier semestre de cette année les livraisons pour les constructions staliniennes et ils ont reçu de l'Union Soviétique une lettre appréciant la qualité de leurs produits. »

« Aux usines V.I. Lénine à Plzen, l'atelier de

montage n° 2 travaille aux grues et aux pelles mécaniques destinées au pays soviétique » (3-9-52).

Les dirigeants communistes de Prague expriment très souvent leur mécontentement à l'égard du travail de l'industrie du bâtiment. Les logements manquent et l'on construit peu et mal. Cela n'empêche pas la Tchécoslovaquie d'exporter vers l'est les machines dont son industrie de construction a besoin.

« Les usines Nove Mesto Nad Metuji produisent des machines de construction pour l'édition de nouvelles usines dans les démocraties populaires et même dans notre patrie. Les travailleurs de ces usines se sont rendus compte que la Corée dévastée par les impérialistes a besoin de construire rapidement des usines et des maisons pour les travailleurs, et ils se sont engagés, en l'honneur du XIX^e Congrès du P. C. (b) de l'U.R.S.S. et du 35^e anniversaire de la révolution socialiste à produire en plus du plan des machines de construction pour une valeur de 305.000 couronnes et de les offrir au peuple héroïque de Corée » (Rude Pravo, 2-10-52).

En dépit de ces affirmations, on imagine bien que les ouvriers tchèques travaillent sans enthousiasme pour l'U.R.S.S. et la Corée. Citons encore le Rude Pravo :

« L'organisation du Parti dans les usines qui travaillent pour l'exécution des commandes de l'U.R.S.S. doit s'occuper constamment de cette tâche... C'est ce qu'ont fait, par exemple, les communistes des usines céramiques de Kadan. A chaque occasion, ils ont discuté avec les ouvriers des commandes soviétiques et ils les ont incités à développer l'émulation socialiste et à assurer

POLOGNE

Les communistes durant la guerre germano-polonaise

« A côté des noms de Warynski, de Kasprzak, de Djerjynski, de Marchlewski, de Finder, de Nowotko, de Fornalska et de Swierczewski, celui de Marian Buczek fait l'orgueil du mouvement ouvrier. »

Tels sont, d'après l'organe central communiste Trybuna Ludu (La Tribune du Peuple), les pré-décèsseurs staliniens de Biérut.

Et pourtant...

Louis Warynski, dirigeant émérite de la première organisation socialiste polonaise « Proletariat » (1882-1886) n'avait rien de commun ni avec Lénine ni avec Staline. Pour la simple raison d'ailleurs qu'incarcéré à la forteresse de Schlisselbourg il y est mort quelques années après, en 1889. De même le programme du parti « Proletariat » élaboré par Warynski différait essentiellement de la théorie jacobine des bolchéviks et de la pratique qu'ils ont appliquée ensuite.

Martin Kasprzak, membre de la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lithuanie, — organisation créée par Rosa Luxembourg, J. Marchlewski et A. Warski — est mort bien avant la première guerre mondiale, condamné à la pendaison par un tribunal russe à Varsovie en 1905.

la livraison à temps. Grâce à eux, l'usine a exécuté cette commande d'une façon exemplaire et respecté la date fixée.

« Malgré cette action chaleureuse des nôtres en faveur des commandes soviétiques, on constate encore de graves insuffisances dans leur exécution, les mêmes que nous rencontrons dans l'accomplissement de nombreuses tâches économiques.

« Quelles sont leurs racines ? Elles sont dans les survivances de l'activité de sabotage des agents impérialistes et des traîtres dégoutants à la Slansky, Frejka et autres... Il est tout à fait naturel que cette collaboration économique des démocraties populaires avec l'Union Soviétique soit comme du sel dans les yeux des ennemis de classe que nous avons découverts chez nous dans Slansky, Frejka, Sling, Svermova et dans les autres monstres contre lesquels nous devons être toujours en garde, toujours vigilants et attentifs... Dans tous les secteurs ... nous devons combattre... pour que les livraisons des commandes passées par l'Union Soviétique ne soient retardées dans aucun cas, et pour qu'il n'y ait pas de cas où les produits pour l'U.R.S.S. soient de qualité insuffisante » (3-9-52).

L'article donne à entendre que la disgrâce de Slansky et des autres est due à une résistance de leur part contre l'exploitation de leur pays par l'U.R.S.S., à une sorte de résistance nationaliste. Mais, une fois qu'on a décidé de condamner quelqu'un dans le monde stalinien, on trouve toujours quelque chose à lui reprocher, et l'on emprunte pour l'accuser aux « crimes » les plus à la mode dans le moment. L'accusation portée ici confirme donc en premier lieu la résistance passive de la population ouvrière tchèque à l'exploitation soviétique.

Il n'avait eu aucune attache ni avec Lénine ni avec ses doctrines.

J. Marchlewski (connu sous le pseudonyme de J. Karski), militant socialiste de grande culture et de mérites incontestables, avait certes suivi la vague de la révolution russe. Il a vécu en Italie et à Berlin, où il est mort en 1925.

Son ami A. Warski, vieux militant de la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lithuanie, périt en U.R.S.S., en 1937, lors d'une des « purges » staliniennes où trouvèrent également la mort tous les dirigeants communistes polonais (Zarski, Sochacki, Dabal, Lancucki, Hempel, Leszczynski (pseudo Lenski), Staude, B. Jasienski, Taraszkiwicz, etc.).

Marcel Nowotko, premier secrétaire général du Parti ouvrier polonais créé en janvier 1942, Paul Finder, qui le remplaça à ce poste, et sa femme Marguerite Fornalska, membre du Comité central de ce parti, furent assassinés pendant l'occupation allemande, respectivement en novembre 1942 et en novembre 1943. Le premier périt de la main d'un membre de son propre parti. Quant au deuxième et sa femme, on présume qu'ils ont été livrés à la Gestapo !

De même, le général B. Swierczewski, connu sous le nom de « Walter » pendant la guerre

civile d'Espagne, est mort en 1947, alors qu'il occupait le poste de vice-ministre de la Défense nationale. D'après le communiqué officiel du gouvernement de Varsovie, il aurait été tué dans un guet-apens préparé par des partisans ukrainiens de la région de Lublin. Cependant les détails et les circonstances de cette mort, indiqués d'une manière fragmentaire laissent planer le doute.

En réalité, le seul que les communistes d'après puissent réclamer est Djerjynski, type de condottiere féodal transplanté dans le mouvement ouvrier du XX^e siècle. D'ailleurs ce n'est pas sans raison que, bien avant la première guerre mondiale, Marchlewski l'appelait « messire André », du nom d'un héros de Sienkiewicz (du roman « Le Déluge »), aventurier indomptable, terrible pour ses ennemis et point facile pour ses propres amis. Djerjynski était peu à sa place dans la Social-Démocratie. Ses écrits et ses lettres le dépeignent suffisamment : un homme qui n'a jamais manqué d'opposer son « moi » aux « masses ». Aussi, est-ce à lui en premier lieu que les communistes ont érigé un grandiose monument à Varsovie.

Marian Buczek, dont le nom est inconnu en Occident, fut sans doute un communiste de bonne foi de la période d'entre-deux-guerres. Un de ces militants de base qui, par ignorance, identifient leur propre vision du monde avec la réalité soviétique. Il n'était jamais allé en U.R.S.S., mais, en raison de ses opinions politiques, il a passé seize années de sa vie dans les prisons polonaises. Il s'y trouva aussi le 1^{er} septembre 1939.

Les staliniens le citent volontiers parmi « leurs » héros. Ainsi, à l'occasion du 13^e anniversaire de la mort de Buczek, l'organe communiste *Trybuna Ludu* écrivait (le 10 septembre 1952) :

« A la veille de septembre tragique, les prisonniers politiques incarcérés à Rawicz déposèrent une déclaration signée par le camarade Buczek au nom de ses compagnons. Ils y disaient :

« Nous avons toujours combattu le fascisme et nous sommes prêts à la lutte. Nous nous engageons dans l'armée pour lutter, arme à la main, contre l'envahisseur hitlérien. »

C'est exact, Buczek l'avait écrit. Mais *Trybuna Ludu* omet de rappeler qu'à la même date (ce fut immédiatement après la signature au Kremlin du pacte Ribbentrop-Molotov) Staline porta spontanément un toast au Führer dans les termes suivants :

« Je sais combien la nation allemande aime son fuhrrer ; en conséquence je voudrais boire à sa santé » (1).

Si le journal communiste néglige ce détail, il s'étend par contre sur d'autres qui l'arrangent beaucoup mieux :

« Les prisonniers politiques de Rawicz avec Marian Buczek en tête enfoncèrent les portes de la prison. Ils rejoignirent le combat engagé pour la défense de la patrie. Buczek se rendit à Varsovie... Dans les environs d'Ozarowo, il se mit à la tête d'une unité dépourvue de commandement et la conduisit à l'attaque contre une position allemande. Cet infatigable combattant de la liberté de la nation et du bonheur de la patrie est tombé sur le champ de bataille ! »

Cela est plus ou moins exact. Buczek fut tué le 10 septembre 1939. Mais *Trybuna Ludu* a « oublié » de mentionner que la veille de cette mort, le 9 septembre au grand matin, Molotov transmettait à l'ambassadeur d'Allemagne Schulenburg le message suivant :

« J'ai reçu votre communication concernant l'entrée des troupes allemandes à Varsovie. Veuillez transmettre mes félicitations et mes salutations au Gouvernement du Reich allemand. Molotov » (2).

Mais, comme on le sait, la joie de Molotov était prématurée : Varsovie se défendit encore pendant 15 jours (jusqu'au 28 septembre 1939).

Le même 9 septembre, à 15 heures, Molotov déclarait à Schulenburg « qu'une action militaire soviétique aurait lieu au cours des prochains jours » dans la direction de la Pologne (3).

Tout cela n'empêche pas *Trybuna Ludu* d'écrire :

« Buczek était un des militants de la grande armée de communistes polonais qui en septembre (1939) saisirent les armes contre la soldatesque allemande. »

Or, parler de la « grande armée de communistes polonais » c'est énoncer une flagrante inexactitude. Cela parce que : 1) Cette « grande armée » fut dissoute par le Komintern au début de 1938 sous prétexte de « déviations luxembourgiennes et trotskistes », ainsi qu'en raison de l'infiltration dans ses rangs de nombreux agents du 2^e Bureau polonais. La véritable raison de cette décision fut cependant tout autre : Staline voulait se débarrasser d'un obstacle gênant au moment où il projetait de s'entendre et de collaborer avec Hitler... 2) D'après les évaluations actuelles des communistes polonais, lors de son existence le Parti communiste de Pologne comptait 20.000 membres en liberté et autant dans les prisons. Toutefois, la majorité des membres appartenaient aux partis communistes autonomes d'Ukraine et de Russie Blanche occidentales.

Il est par contre exact que Buczek, Finder, de même que nombre de militants communistes ont combattu pendant la guerre soient qu'ils aient été mobilisés, soit qu'ils aient contracté des engagements volontaires. Lors de la défense de Varsovie, en septembre 1939, certain d'entre eux rejoignirent les Bataillons Ouvriers organisés par le Parti socialiste Polonais (P.P.S.). Mais nulle part, les communistes n'ont possédé leur propres formations militaires.

Poursuivant sa « démonstration » *Trybuna Ludu* énonce :

« Mais la trahison de la bourgeoisie avait pénétré trop profondément pour que le sang des courageux patriotes put sauver le pays. »

Ainsi, il n'y a eu que la « trahison de la bourgeoisie », mais point celle de « la patrie du prolétariat », ni celle de Staline, etc...

Et où se trouvaient donc à la même époque les agents staliniens en Pologne, les hommes beaucoup plus jeunes que Buczek ou de son âge, tels Biérut, Berman, Minc, Ochab, Zawadzki, Jozwiak, etc ?

Alors que Buczek avait été enfermé derrière les grilles de la prison, Berman faisait la noce en compagnie d'un confident de Pilsudski, le général Wieniarta-Dlugoszewski. Cela, bien entendu, non seulement pour se divertir... Minc travaillait à l'Office central de Statistique de Varsovie, non seulement pour gagner sa vie...

Lorsque Buczek se faisait tuer, les deux autres, ainsi que leurs camarades étaient déjà bien loin en Pologne orientale.

En fait de trahison, Staline se compromit beaucoup plus que la bourgeoisie. Les déclarations qu'il fit le 25 septembre 1939 le prouvent suffisamment :

(1) The Department of State. *La vérité sur les rapports germano-soviétiques 1939 à 1941*. Paris, éd. France-Empire, 1948, p. 81.

(2) Ibidem, p. 91.

(3) Ibidem, p. 91.

« Au moment de procéder au règlement définitif de la question polonaise, il convenait d'éviter tout ce qui serait susceptible de faire naître à l'avenir des frictions entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. De ce point de vue, il considérerait comme une erreur le fait de laisser subsister un Etat-tronc polonais indépendant » (4).

Et voici les stipulations du protocole secret germano-soviétique du 28 septembre 1939 :

« Les deux parties ne toléreront dans leur territoire aucune agitation polonaise affectant les territoires de l'autre partie. Elles supprimeront dans leur territoire tout commencement d'une telle agitation et se tiendront au courant réciproquement des mesures appropriées à cet effet » (5).

(4) Ibidem, p. 100.

(5) A. Rossi : *Deux ans d'alliance germano-soviétique*, Paris, A. Fayard, 1949, p. 84.

LA VIE EN U.R.S.S.

Pourquoi la purge était nécessaire

Dans la *Pravda* du 2 octobre on trouve, dans la feuille consacrée à la préparation du congrès, l'article du secrétaire d'une section de la ville de Kouibychev, autorisé — ou plutôt chargé — de dénoncer quelques abus pour illustrer la formule lancée peu de semaines plus tôt, « qu'il ne saurait y avoir deux disciplines », l'une pour les simples membres et l'autre pour les dirigeants.

« Ces temps derniers, écrit ce secrétaire, un nommé Chestakov, on a révélé quelques abus de service. Plusieurs communistes dirigeants économiques, se sont fait construire des maisons et des villas personnelles avec les fonds et les matériaux de l'Etat. Ainsi par exemple, au trust « Kouibychevgaz », le camarade Ivonitch, ingénieur en chef et communiste, a dépensé beaucoup de deniers publics, pour faire construire des appartements pour lui-même et pour quelques proches collaborateurs. Au lieu d'éduquer les cadres dans l'esprit de l'observation la plus rigoureuse de la discipline, les dirigeants de l'organisation du Parti au sein du « Kouibychevgaz » se montrèrent tolérants à l'égard des chefs économiques qui enfreignaient la discipline.

« Les faits démontrent que dans quelques autres organisations de base du Parti on fait preuve d'hésitation et de libéralisme quand il s'agit de juger la conduite incorrecte de dirigeants responsables des organisations, des entreprises, etc. Il est caractéristique que les abus de service des dirigeants, les infractions à la discipline du Parti et de l'Etat ne sont examinés que par le bureau du Comité de région, de ville ou de quartier du Parti. Plus d'une fois, par exemple, le comité du Parti de la ville de Kouibychev a prévenu les secrétaires des sections de base que toutes les questions relatives aux responsables seront examinées par lui-même, à l'insu des organisations de base du Parti. C'est pourquoi il arrive que celles-ci, tout en connaissant les indignes délits des responsables, ne les jugent pas.

« On se demande pourquoi certains organes du Parti privent les organisations de base de la

Revenons encore au journal *Trybuna Ludu* qui déclare :

« Les héritiers du Buczek, disciples du Parti communiste de Pologne, ont repris la lutte contre l'occupant. Ce sont ceux qui formèrent le Parti Ouvrier polonais. »

À quelle date l'ont-ils formé ? En janvier 1942 seulement, soit sept mois après l'attaque d'Hitler contre l'U.R.S.S.

Et que sont devenus les autres « héritiers » de Buczek en Pologne soviétisée ? En tous cas, on ne les retrouve pas en liberté. Gomulka est en prison, de même que Zpsychalski, de même que Bienkowski. A. Kowalski, comme tout permet de supposer, s'est suicidé en automne 1951. Et nous ne mentionnons que les membres les plus connus du Comité central du Parti Ouvrier.

Telle est la vérité à la lumière des faits historiques. Mais cette vérité-là, les communistes se gardent bien de la rappeler.

possibilité de juger tel ou tel membre de l'organisation du Parti s'il est un dirigeant responsable ? Il n'y a à cela aucune raison...

« Au paragraphe XI du nouveau projet de statuts il est dit que l'organisation de base ne peut prononcer l'exclusion d'un communiste s'il est membre du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., du C.C. du Parti communiste d'une République, d'un Comité de province, de région, de ville ou d'arrondissement. Tout en estimant juste cette disposition du projet, je recommanderais de stipuler plus particulièrement que l'organisation de base du Parti peut et doit juger les délits commis par n'importe lequel de ses membres et les porter à la connaissance des organes supérieurs du Parti. »

Des cas comme celui que nous venons de citer n'étaient pas des cas isolés. Les choses se passaient ainsi partout, d'un bout à l'autre de l'immense territoire de l'U.R.S.S. C'est précisément parce que cette pourriture élevée au rang d'une institution compromettait de plus en plus gravement le fonctionnement de l'économie et de l'administration qu'il fallut la purge avec le déchaînement, pendant cinq ou six semaines, d'une « autocritique » destinée à limoger les uns et à intimider les autres. Point n'était besoin pour cela d'un changement de statuts. Les anciens statuts y suffisaient bien, à la condition d'être appliqués. Mais Staline fut le premier à les violer (treize ans d'intervalle entre ce congrès-ci et le précédent !). Les nouveaux ne seront également qu'un chiffon de papier, et après une brève période de timide circonspection, la corruption se donnera, une fois de plus, libre cours.

Erratum

Dans notre étude sur la purge administrative en U.R.S.S., (B.E.I.P.I., n° 75), une coquille a déformé une phrase. A la page 6, première colonne, ligne 20, il faut lire : « éperonner les ouvriers », au lieu de : « éprouver... »